

AÏN TÉMOUCHENT : L'ARGENT DE LA DROGUE BLANCHI DANS L'IMMOBILIER ET LES VOITURES P. 2

ACTUALITÉ VUE

P. 7 à 16

- L'insoutenable paradoxe démocratique
SALIM METREF
- FLN : à quand la révolution des jeunes militants ?
EL YAZID DIB
- Du rôle de l'Etat dans l'environnement économique
M'HAMED ABACI
- Quand le rêve est encore permis
FAROUK ZAHI
- Multinationales et paradis fiscaux
MICHEL FOURRIQUES
- Ah ! si on ouvrirait nos boîtes de Pandore !
MOHAMMED BEGHDAJ
- Démocratie ex nihilo, démocraties de contrefaçon
MAZOUZI MOHAMED
- Qu'attend-on pour changer le pays ?
KAMAL GUERROUA
- Human right, humain left
BACHIR BEN NADJI
- Des chevaux et des vaches
ALI BRAHIMI
- Mali : débats sur la durée de l'intervention française
PIERRE MORVILLE
- François Hollande oublie la lutte contre les discriminations
AKRAM BELKAÏD
- Livres : Claudine, la « Dame de la Mitidja »
BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

Le Quotidien
Edition Nationale d'Information **D'ORAN**

L'affaire suit son cours **COMMENT LES BACS ÉTAIENT FALSIFIÉS** P. 2



Affaire des pots-de-vin
**LE MINISTRE
DE L'ÉNERGIE
PARLE DE
«SONATRACH 2»** P. 3



**La chute
des prix du
poulet inquiète
les producteurs** P. 5

Publicité

Durant tout le mois de février

LE SALON AVANT L'HEURE

DES REMISES ALLANT
JUSQU'À **85 000 DA**
SUR LA GAMME SAIL

Disponibilité immédiate

Rejoignez-nous sur www.facebook.com/ChevroletAlgeria

AIR CONDITIONNÉ | AIRBAG | RADIO CD MP3 4HP | VERROUILLAGE CENTRALISÉ | VITRES TEINTÉES
LÈVES VITRES ÉLECTRIQUES AV/AR | RÉTROVISEURS ÉLECTRIQUES | PEINTURE MÉTALLISÉE...

Informations Chevrolet :
021 98 00 61

CHEVROLET SAIL
à seulement : **999 000 DA TTC**

GARANTIE ET ASSISTANCE **3 ans**
ou 100 000 km

L'affaire suit son cours Comment les bacs étaient falsifiés

A mesure que l'enquête judiciaire avance, l'affaire des faux bacs qui a éclaté à l'université d'Oran livre, peu à peu, ses secrets. On connaît maintenant, à quelques détails près, comment et à quel maillon du circuit d'inscription se faisait le trafic de diplômes de bac, le «sésame» pour accéder à l'Enseignement supérieur.

Houari Saaïdia

En attendant la clôture de l'information judiciaire ouverte, il y a une semaine, par le juge d'instruction de la 5^e Chambre du tribunal d'Oran, laquelle procédure n'en est encore qu'à la phase de la première présentation, force est de constater que le « passe-partout » qui permettait aux indus bacheliers d'accéder à une branche de choix n'était pas possible sans la (grosse) faille qui existait dans le dispositif d'inscription. Dans la chaîne mise en place pour le traitement des dossiers des nouveaux bacheliers, de la pré-inscription au centre unique, au niveau du vice-rectorat de l'université qui chapeaute 12 départements, jusqu'à l'inscription finale à l'institut vers lequel le candidat a été orienté, en passant par la vérification du bac, via l'OREC (Office régional des examens et concours), il y a lieu de relever qu'il n'y avait pas de coordination entre le premier maillon et le tout dernier. Selon le système adopté, le bachelier se présente au niveau du vice-rectorat de l'université, muni de l'attestation de réussite au bac (un document administratif délivré, à titre provisoire, au bachelier pour, entre autres, les besoins d'une pré-inscription, et ce, en attendant la délivrance du diplôme proprement dit au niveau central, à Alger, lequel prend beaucoup de temps), du relevé de notes (bulletin exhaustif des notes obtenues pour chaque module par le bachelier à l'examen du bac, avec la moyenne générale et la mention) ainsi que d'un dossier administratif. Le service, dépendant du vice-rectorat, garde à son niveau le dossier, y compris les originaux de l'attestation provisoire de réussite - qu'on appelle «le bac», tout court- et du relevé des notes, et oriente le candidat vers l'institut ou le département qui lui convient, en fonction d'un nombre de critères, dont en premier lieu, la moyenne générale et les notes obtenues au bac, dans les matières dites «essentiels».

Du bac et du bulletin des notes, le bachelier n'en gardera que des photocopies légalisées. De plus, un papier en carton, rassemblant les cartes de tous les services annexes (œuvres universitaires, carte d'abonnement à la bibliothèque, transport, internat, etc.), est remis au concerné. Un contrôle de l'authenticité du bac et du relevé de notes qui lui est rattaché, se fait par le vice-rectorat, en collaboration avec l'OREC, qui centralise toutes les données relatives à la liste des lauréats du bac, du BEM et de l'examen de Sixième. A ce niveau-là, pas moyen donc de passer sous le nez de l'administrateur, un bac ou un bulletin falsifiés. Ensuite, le bachelier se présente auprès de l'administration de l'institut, la faculté ou le département vers lequel il a été orienté et, au moyen des photocopies du bac et du relevé des notes, s'y inscrit. Autrement dit, la structure pédagogique d'accueil admet et inscrit le bachelier sur dossier présenté par lui. Et c'est là où réside, justement, la faille, accentuée par une communication trop lente, voire carrément absente, entre la structure d'accueil et le service centralisé au rectorat. C'est ce point de dysfonctionnement du mécanisme d'inscription qui a été exploité par les mis en cause, selon des sources proches du dossier.

Avec ce dispositif, le rectorat, quant à lui, ne pourrait détecter le faux qu'en

fin de cursus de l'étudiant, à l'occasion de l'examen du parcours pédagogique.

Il y a deux types de falsification mis à nu par les enquêteurs: les faux bacs montés de toutes pièces et les bacs, des vrais certes, mais avec des notes «gonflées» pour se faire inscrire dans telle ou telle spécialité que les résultats, réellement obtenus, n'en permettaient pas l'accès.

Pour cette catégorie de «vrais-faux» bacs, c'est-à-dire avec des notes gonflées, la source du trafic, remontée par les enquêteurs, n'était autre que l'inspecteur de l'Académie universitaire, inculqué et placé sous mandat de dépôt, la semaine écoulée, qui, selon les éléments de l'enquête, proposait aux parents des bacheliers mis en cause, de faire recours pour changer la filière d'inscription, en se chargeant lui-même de leur produire le faux bac pour appuyer le dossier du recours. Pour ce genre d'interventions «très exceptionnelles» le service centralisé du rectorat était carrément court-circuité, de sorte que les faux bacs injectés dans le recours échappaient à tout contrôle, en amont.

Le cas le plus révélateur, à plus d'un titre, divulgué par notre source se rapporte à l'inculpation de trois personnes d'une même famille, résidant à Oran. Il s'agit de deux sœurs et leur frère. Deux parmi eux, avaient pu accéder à la faculté de droit au moyen d'un faux bac, totalement faux, dont une fille, avait même achevé son cursus et réussi à ouvrir, quelques années plus tard, un cabinet d'avocat, sur la place d'Oran, tandis que l'autre, un garçon, s'est fait renvoyer par l'institut après avoir été débusqué, alors qu'il était en 2^e année du cursus de la licence en droit. La troisième, quant à elle, s'était inscrite à la faculté de médecine, en utilisant un bac dont les notes avaient été gonflées, selon la même source.

Il y a lieu de noter que 107 personnes sont mises en cause, jusqu'ici, bien que le juge d'instruction ait toute latitude d'inculper d'autres, y compris parmi celles auditionnées comme témoins par la police judiciaire au cours de l'enquête préliminaire. La même source indique qu'après avoir entendu les mis en cause concernant les instituts de droit et des sciences économiques, le magistrat instructeur planchera, la semaine prochaine, sur les cas propres à la faculté de médecine et l'institut des langues étrangères.

La même source rappelle qu'en plus d'une étudiante en droit, placée sous mandat de dépôt ainsi qu'un inspecteur de l'Académie universitaire, 40 personnes ont été inculpées et placées sous contrôle judiciaire, parmi elles le doyen de la faculté de droit et vice-recteur de l'université d'Oran, par ailleurs chargé des inscriptions.

C'était suite à deux lettres de dénonciation anonyme, une écrite en arabe et l'autre en français, qu'une enquête avait été ouverte, il y a huit mois, par le parquet général de la Cour d'Oran. Dans un premier temps, l'enquête préliminaire se menait sur trois fronts différents, à savoir : le parquet d'Es Sénia, le Commissariat central et le groupement de la Gendarmerie d'Oran, avant que le PG n'ordonne une jonction des trois dossiers en un seul, qui sera confié, tout en bloc, à la section de recherches de la Gendarmerie nationale, qui jouit d'une compétence territoriale nationale.



ANALYSE

Kharroubi Habib

Ce n'est qu'après avoir mené lundi d'ultimes concertations avec les partis politiques et reçu les organisations professionnelles (patronat et syndicat) qui ont soutenu son initiative de cabinet apolitique que le Premier ministre tunisien a décidé de mettre un terme à sa démarche. Il n'a pas pour autant aussitôt annoncé qu'il démissionnait au constat de son échec.

Jebali a en effet tenté malgré son échec de rester au centre des tractations politiques sur la question de la formation du gouvernement tunisien en faisant savoir qu'il était à la recherche d'un consensus pour entreprendre celle-ci ainsi que voulue par les principaux partis à savoir composée de technocrates et de politiques. Sa seconde tentative a cependant rapidement tourné court probablement parce que les partis avec lesquels il est entré en conflit avec son initiative de cabinet apolitique lui ont signifié qu'il devait passer la main car la formation du nouveau gouvernement relève désormais de leurs compétences. Ce qu'il a fait en allant remettre mardi soir sa démission au chef de l'Etat Moncef Marzouki.

Aussitôt Hamadi Jebali out, Marzouki et le chef d'Ennahda Rached Ghannouchi se sont rencontrés pour s'entendre en vue de mettre fin au vide institutionnel créé par la démission du chef du gouvernement. Plus qu'un passage légalement obligé, la rencontre a été pour les deux hommes dont l'alliance a fait obstacle à l'initiative du chef du gouvernement, l'occasion de s'entendre sur ce qui sera attribué à leurs partis respectifs, le CPR et Ennahda, dans le nouveau cabinet tunisien. Marzouki et Ghannouchi semblent avoir convenu d'un partage de portefeuilles avant même que Jebali n'annonce son initiative. Ce qui serait la raison pour laquelle Marzouki a engagé son parti le CPR au côté d'En-

nahda dans l'opposition à l'initiative du chef du gouvernement.

Reste à savoir si le retors chef du parti islamiste s'en tiendra au deal qu'il a négocié avec Marzouki maintenant que leur alliance a fait tourner court le projet de Hamadi Jebali. Même s'il en a l'intention, Ghannouchi doit tenir compte de l'aile dure de son parti qui l'a sou-

tenu dans son bras de fer contre Jebali et qui ne veut pas qu'Ennahda renonce aux ministères de souveraineté ainsi que l'ont exigé Marzouki et son parti. Ce qui laisse entrevoir une poursuite de la crise politique qui paralyse le pays.

Marzouki a été en position de force quand il a négocié avec Ghannouchi les termes de leur alliance contre Jebali. Mais cette alliance et l'obstruction qu'elle a faite à l'initiative de celui-ci a eu pour conséquence l'implosion du parti du chef de l'Etat qui se retrouve désormais incontestablement affaibli et moins en situation d'obliger Ennahda à respecter ses engagements contractés. Marzouki a certes obtenu la tête de Jebali dont c'est un secret de Polichinelle qu'il voulait le départ mais au seul bénéfice de Ghannouchi et d'Ennahda que l'échec de son initiative conforte dans leur détermination à garder pour eux l'essentiel du pouvoir tunisien.

Pour l'opposition et les franges de la société civile qui ont soutenu le projet de cabinet apolitique voulu par Jebali, le retour au processus classique de formation du gouvernement signifie que les mêmes acteurs politiques dont ils dénoncent l'échec de gouvernance ont repris la main et vont s'entendre pour poursuivre leurs politiques et projets ayant produit l'impasse dans laquelle s'est retrouvée la Tunisie post-régime Ben Ali. Pas sûr qu'ils désarment devant cette tournure des événements et que la Tunisie va retrouver le calme et la sérénité dont elle a besoin pour faire face aux graves problèmes multiformes qui se posent à elle.

Aïn Témouchent

L'argent de la drogue blanchi dans l'immobilier et les voitures

Une importante affaire de blanchiment d'argent provenant du trafic de stupéfiants, et dont le montant a été estimé à 1,60 milliard de dinars, vient d'être élucidée par la sûreté de wilaya d'Aïn Témouchent, a annoncé, mercredi, son premier responsable. Après une enquête minutieuse de six mois, la police a présenté, mardi, devant la justice huit personnes sur les dix incriminées (deux étant en fuite), toutes membres d'une même famille et impliquées dans ce blanchiment, a précisé le commissaire divisionnaire, Madani Nâar, lors d'une conférence de presse animée à la maison de la presse d'Aïn Témouchent. Cinq des mis en cause ont été placés sous contrôle judiciaire, deux ont fait l'objet de mandats d'arrêt, deux sont en instruction et un se trouve déjà en prison pour une autre affaire, a-t-il ajouté.

Composée de huit hommes, âgés entre 31 et 72 ans, dont deux en fuite et condamnés par contumace chacun à 20 années de prison pour tra-

fic de drogue, ainsi que deux femmes, âgées de 37 et 69 ans, cette bande a jeté son dévolu sur Aïn Témouchent «pour blanchir ses revenus illicites». Avec l'argent sale de la drogue, cette bande a réussi à acquérir dix biens dont des villas, une station d'essence et un bain. Elle disposait, également, de sept autres biens immobiliers à Oran et quatre autres à Nâama, outre huit véhicules de haute gamme (4X4), quatre autres voitures acquises avec des licences de moudjahidine. Cette bande détenait également trois registres de commerce en gros, a indiqué le chef de sûreté de wilaya.

C'est à partir de l'arrestation, à la fin de l'année écoulée, d'un baron de la drogue, installé à Aïn Témouchent sous un faux nom, que cette affaire a éclaté pour dévoiler «des sources d'enrichissement illicites» que la bande inscrivait au nom des deux femmes (la mère et l'épouse) et du jeune frère non poursuivis en justice, a précisé le commissaire

divisionnaire Madani Nâar. Lors de son enquête, la police a découvert de nombreux cas de sous-estimation de biens, lors des déclarations auprès des services et administrations concernés. Ainsi, a-t-on souligné, la station d'essence d'Aïn Témouchent a été déclarée à «100 millions de dinars, alors que sa valeur réelle est de 350 millions de dinars» et «toutes les transactions se faisaient cash, en argent liquide pour échapper aux contrôles», a ajouté la même source. L'instruction de ce dossier se poursuit au niveau de la justice, a signalé le responsable de la sûreté de wilaya. Les délits retenus à l'encontre des mis en cause portent sur «la constitution d'une association de malfaiteurs», «le blanchiment de capitaux», «la détention, le trafic et la commercialisation des stupéfiants», «la complicité», «la fraude fiscale», «les déclarations calomnieuses» et «la dissimulation de la nature véritable de l'origine de la propriété des biens», a-t-on conclu.

Tirage du N°5544
118.447 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.86.66 / 32.86.67 / 32.86.68

Fax Pub: 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.36 / 32.69.06

Imp. : Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Quargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise Tél. : 021. 74.96.39 - Fax : 021. 74.71.57
Rédaction Constantinoise Tél. : 031.64.19.81 - Fax : 031.64.19.80

Diffusion : **Quest:** SEDOR Tél.: 041.41.94.31/41.65.31
Centre: SEDOR - **Est:** SO.DI. PRESSE - **Sud:** TDS

Affaire des pots-de-vin

Le ministre de l'Energie parle de «Sonatrach 2»

Le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, s'est prononcé, hier, et apparemment pour la première fois sur les révélations «italiennes» sur ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire «Sonatrach 2».

Moncef Wafi

Sans révéler des secrets ni annoncer un scoop, l'intervention du ministre est le premier son de cloche officiel qu'on entend sur ce nouveau scandale. Pour rappel, la presse italienne a révélé, dès jeudi 7 février, que le parquet de Milan a ouvert une enquête sur le directeur général du groupe italien Eni, Paolo Scaroni, dans le cadre d'une affaire de pots-de-vin qui auraient été versés par sa filiale Saipem à des dirigeants algériens ainsi qu'à leurs intermédiaires en échange de contrats obtenus par cette dernière en Algérie. La presse algérienne qui s'est saisie de l'affaire a fait réagir, dans un premier temps, la justice algérienne qui, par le truchement du procureur général près la cour d'Alger, Belkacem Zeghmati, avait déclaré, le dimanche 10 février, qu'une information judiciaire dans le cadre de l'affaire dite Sonatrach 2 avait déjà été ouverte auprès du pôle pénal spécialisé de Sidi M'hamed. Cette précision du parquet intervient, selon l'APS, suite aux informations publiées par la presse faisant état de «l'implication de personnalités algériennes dans des faits à caractère pénal et plus précisément de corruption lors de l'exercice de leurs fonctions au sein des institutions de l'Etat». Le communiqué de la justice fait savoir également que le parquet de la République a requis, par le biais de réquisitions supplétives, le juge d'instruction en charge du dossier pour l'élargissement du champ

des investigations à ces faits nouveaux.

M. Yousfi, invité du quotidien Ech-Chaab, a ainsi affirmé que «des instructions très fermes ont été données aux entreprises pour défendre leurs intérêts et pour poursuivre toute personne susceptible d'avoir agi contrairement aux intérêts de nos entreprises». Un feu vert donné à ces entreprises de se constituer partie civile pour peu que les affaires citées soient confirmées. Le ministre de l'Energie et des Mines l'a d'ailleurs clairement souligné puisque, s'agissant de l'affaire Sonatrach 2, des mesures nécessaires ne seront prises que «lorsque la justice aura terminé son travail et que ces affaires soient confirmées et avérées». Il a aussi annoncé que l'Etat combattra «la corruption avec la plus grande détermination». Selon la presse italienne, le marché conclu en 2007 entre la compagnie nationale Sonatrach et l'italienne Saipem, filiale du groupe Eni, portant sur un montant de 11,3 milliards de dollars, a été entaché par des commissions payées par les Italiens et évaluées à près de 1,7% du montant du contrat. Une partie des commissions versées à «de hauts responsables algériens» aurait transité par Hongkong avant de revenir en France ou en Suisse. Les médias italiens n'ont pas cité de noms, mais ils avancent que plusieurs enquêtes sont simultanément en cours à Milan et à Rome. L'enquête pourra même se prolonger en Algérie et en France surtout si l'on sait qu'une partie de la transaction aurait été conclue dans un hôtel parisien.

« Galsi » : les travaux de réalisation entamés, une fois la rentabilité confirmée

Les travaux de réalisation du projet de gazoduc algéro-italien « Galsi » seront entamés, une fois que sa rentabilité économique soit confirmée, a annoncé mercredi, le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, récusant le blocage de ce projet. «Nous sommes toujours en discussions avec nos partenaires italiens concernant ce projet, et il est vrai que l'Italie traverse une conjoncture économique difficile qui s'est traduite par une baisse de la demande (de l'énergie)», a indiqué M. Yousfi qui était l'invité du quotidien « Ech-chaab ». « Il n'a jamais été question d'annuler ce projet destiné à acheminer le gaz algérien directement en l'Italie », a-t-il ajouté. «Le coût de réalisation (du gazoduc) est en hausse et il faut que les deux parties se mettent d'accord sur sa rentabilité économique pour pouvoir commencer sa construction», a ajouté le ministre, assurant que, même si ce projet serait annulé, «l'Algérie n'aura pas de problème à placer son gaz ailleurs». Sonatrach avait annoncé, en décembre 2012, que la décision finale pour la réalisation du gazoduc « Galsi », reliant l'Algérie à l'Italie via la Sardaigne, a été reportée pour «des raisons techniques», au

30 mai 2013, Sonatrach et ses partenaires italiens, accordant toujours «le même intérêt» au projet. «L'Assemblée générale de 'Galsi', tenue en date du 14 novembre 2012, à Milan, (Italie), a reporté, à l'unanimité de ses membres, la décision finale d'investissement (FID), au 30 mai 2013, pour des raisons techniques», ajoutait le communiqué de Sonatrach qui détermine une part majoritaire de 41,6% dans la société du projet 'Galsi' qu'elle devrait construire en association avec les groupes italiens 'Edison' et 'Enel'. « Galsi » doit relier directement l'Algérie à l'Italie via la Sardaigne pour un investissement initial de 3 milliards d'euros, et sa mise en service est prévue pour 2014. Un accord intergouvernemental relatif à ce projet a été conclu en novembre 2007 par l'Algérie et l'Italie. Ce gazoduc doit relier Hassi-R'mel à El Kala, dans sa partie «On shore» sur une longueur de 640 km. Dans sa partie «Off Shore», le projet reliera El Kala à Cagliari en Sardaigne, sur une distance de 310 km. Une fois réalisé, il doit acheminer un volume annuel de 8 milliards de m³ de gaz. Il a été inscrit en 2009 par la Commission européenne dans la liste des projets prioritaires.

Prétendue altercation entre le Qatar et l'Algérie «Allégation dénuée de tout fondement», selon le MAE

L'information sur une «prétendue altercation» entre l'ambassadeur d'Algérie au Caire, M. Nadir Larbaoui, et le ministre qatari des Affaires étrangères, M. Cheikh Hamad Ben Jassim Al Thani, reprise par certains quotidiens nationaux, est une «allégation dénuée de tout fondement», a indiqué mercredi, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, M. Amar Belani, dans une déclaration à l'APS. «En raison de la reprise par certains quotidiens nationaux d'une information erronée sur une prétendue altercation qui aurait opposé l'ambassadeur d'Algérie au

Caire, au ministre des Affaires étrangères du Qatar, je tiens à préciser que cette allégation est dénuée de tout fondement et qu'elle est puisée dans certains sites web du Moyen-Orient dont la crédibilité et les intentions sont plus que douteuses», a précisé M. Belani. Des sites web ont rapporté qu'une altercation verbale s'est produite entre l'ambassadeur algérien au Caire et le ministre qatari des Affaires étrangères, lors de la dernière réunion de la Ligue arabe, en Egypte, autour de la fermeture des représentations diplomatiques syriennes dans les pays arabes.



Raina
Raïkoum

Kamel Daoud

Des millions qui n'écrivent que deux (02) mots

Comme un pays de milliers de fous oisifs qui se promènent dans le cosmos avec des étiquettes et des crayons pour écrire des choses sur les surfaces. Ecrire quoi ? Les deux mots magiques du binaire islamiste : ceci est haram, ceci est hallal. C'est le mode de calcul favori du cerveau local depuis deux décennies : catégoriser les objets de la création avec deux concepts à l'origine alimentaire et sexuel : Halal ou Haram. Licite et illicite. Cela rappelle un peu le sport favori des anciens colons et leurs ancêtres les explorateurs.

A l'époque des découvertes, des géographes et des routes vers les épices : envoyer partout l'homme blanc pour qu'il appose un peu sa langue, sa vision, ses noms et ses chiffres sur les nouvelles terres, les cultures primitives ou celles trop faibles pour contester. Sauf que le colonisateur le faisait pour s'approprier le monde, l'islamiste ou le bigot (son produit dérivé), le font pour ne pas manger, se déposséder du monde.

C'est donc la conversation de presque tous les Algériens, aujourd'hui, ou de la majorité écrasée par elle-même et le ciel : passer toute la journée, consacrer les rencontres, les fêtes et les discussions, à décider ce qui est haram, ce qui est hallal. Selon la culture, les satellites, les vieux livres lus ou les dérivés des fatwas ou l'inculture. Un produit pouvant passer d'une catégorie à l'autre, selon le Mufti ou selon l'Imam ou selon la géographie ou l'argent. Des millions à gribouiller les astres et les coquillages avec leurs crayons pour y écrire ces deux mots. On aura alors beau répéter que dans le Coran, la liste « Haram » se compte sur les doigts, cela n'empêche pas que la liste compte des millions dans la vie de tous les jours. Poussant à conclure qu'il ne s'agit pas seulement du traçage d'un rite et d'un espace du sacré et des tabous alimentaires et sexuels, mais d'une maladie de l'es-

prit qui est partie vers le ciel en nous laissant ses chaussures : une sorte de volonté de « doubler » la loi, les institutions, le monde la création et la modernité par un simple

jeu de chiffres de base : le zéro et le un. Une névrose de redéfinition du monde par le cru et le cuit. Une tragédie. Voir les guerres de libération, les martyrs, les sacrifices, les élites, les millions de livres lus, les budgets de scolarité, les élections, les luttes pour la liberté et la démocratie, l'univers de Dieu ou de la NASA, les efforts des savants et des pionniers, être réduit à un inventaire d'imbéciles entre hallal et haram. Voir l'énigmatique diversité de l'univers réduite à une logique de videur, à l'entrée du corps humain.

Et on comprend alors le drame : dans sa violente conquête, l'occidental a distribué les noms pour ramasser les richesses. L'islamiste et le musulman d'aujourd'hui perdent les richesses en réduisant le monde à deux concepts. Deux mots. Deux couleurs. Une tragique entreprise d'effacement, de biffage et de gommage, avec des millions de stylos aux mains de millions d'idiots qui, au lieu d'explorer l'univers et d'essayer d'en inventorier l'infini, préfèrent réduire l'infini à la mesure de leur petitesse.

Et cela va en s'accroissant : dans la tête, dans les familles, à la télé, dans les mosquées dans la rue. Au lieu d'inventer des objets et de leur donner des noms, on préfère détruire les objets et leur enlever leurs noms. Un manichéisme qui va réduire le monde à un grand désert avec une ligne de démarcation qui le coupe en deux : un désert hallal face à un désert haram. Le même désert vide d'un côté comme de l'autre.

Un rêve : écrire la biographie d'un homme qui possède et lutte avec des milliers de mots contre des milliers de gens qui ne possèdent que deux mots. Dans plusieurs pays du monde où nous vivons.

Tizi Ouzou Reprise du travail à l'ENIEM

Nait Ali H.

Les travailleurs de l'Entreprise nationale des industries de l'électroménager (ENIEM) de Tizi Ouzou ont accepté, hier mercredi, de reprendre le travail après une grève de près d'un mois. La décision a été prise par le collectif des travailleurs, indépendant du syndicat de l'entreprise affilié à l'UGTA, initiateur de la protestation, après l'annonce de la démission collective des membres du co-

mité de participation (CP) et de la section syndicale, appuyée d'un engagement de la part de ces membres, de ne pas se porter candidats aux prochaines élections pour le renouvellement de la composante des deux structures.

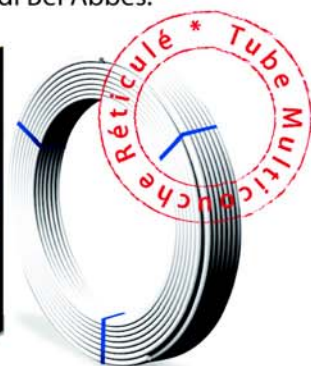
La reprise de la production a été retardée de quelques heures, en raison du refus de certains membres du CP de quitter leurs postes d'où une autre réunion de négociations s'est tenue, hier, et au bout de

laquelle ces derniers ont fini par céder, sous la pression des grévistes. Néanmoins la reprise totale est attendue pour ce jeudi, a-t-on appris auprès d'une source à la direction générale de l'ENIEM. Il est utile de rappeler que les travailleurs du complexe de l'ENIEM, de Oued Aïssi avaient entamé la grève le 23 janvier dernier pour exiger l'augmentation des salaires et des primes ainsi que le départ des membres des deux structures précitées.



DISTRIBUTEURS / GROSSISTES EN PLOMBERIE & CHAUFFAGE

Le **GROUPE CHIALI** informe l'ensemble des professionnels concernés de la production des tubes multicouches **PEX-AL-PEX** au niveau de son usine de Sidi Bel Abbès.



Les tubes multicouches sont fabriqués, sous la marque **CHIALIPEX**, conformément aux normes internationales et sont destinés aux installations d'eau chaude et froide sanitaire, de chauffage par radiateur et de plancher chauffant.



Disponibilité des accessoires à sertir et à visser de standard international.



Recherche Distributeurs

- Etre spécialisé dans la profession,
- Disposer de moyens de distribution,
- Réaliser un objectif de chiffre d'affaire.

Les tubes **CHIALIPEX** sont conditionnés en barres de 5 m et en couronnes de 100 et 50 m, livrés avec emballage en carton ondulé portant la marque **CHIALIPEX**.

Contact
CHIALI TUBES Spa

B.P. 160, Voie A Zone Industrielle Sidi Bel Abbès - 22000

Tel.: 048 70 31 90 - 048 70 31 17 - 048 70 32 69 Fax: 048 70 35 58

M. Mohammed TERRAH

Mobile: 0560 97 29 01

Email: mohammed.terrah@groupe-chiali.com

Pour la 1^{ère} fois
en Algérie

FORD FIGO. Abordez la ! ...

... Sans plus tarder dans tout le réseau Ford à
partir de **1.179.000 DA** TVN Incluse.
FORD FIGO elsecom-motors.com



Go Further

FORD FIGO 1.4 Essence équipée de : ABS, airbags frontaux, air conditionné, lève-vitres électriques AV, verrouillage centralisé, rétroviseurs électriques, Radio / Lecteur CD MP3, Anti Démarrage PATS.

Elsecom Motors & Réseau de distribution

Alger - Bab Ezzouar : 021 51 05 10 - 0770 14 16 85 / 89 / 92 - 0770 94 29 28 - Hydra : 021 48 17 10 - 0770 14 16 90 / 97 - Chéraga : 0770 14 16 93 - 0770 27 87 88
0770 32 66 84 - Draria : 021 31 09 87 / 88 / 89 - Blida : 025 41 00 66 - Tizi-Ouzou : 026 20 15 50 - Tizi-Ouzou 2 : 026 20 93 00 - Boumerdes : 024 81 91 26
Chelghoum El Aid / Mila : 031 52 74 62 - Constantine : 031 66 07 19 - Constantine 2 : 0770 53 21 97 - Tebessa : 037 47 33 67 - Sétif : 036 93 54 31 - Batna : 033 81 69 69
Tlemcen : 043 27 62 70 - Oran (Succursale) : 0770 97 26 79 / 82 - Oran (Sarl Rania Auto) : 041 42 90 67 - Biskra : 033 73 75 38 - Ghardaia : 029 88 52 36
Akbou (Bejaia) : 034 35 36 22 - Bejaia (Mellala) : 034 23 05 56 - Ouargla : 029 71 32 74 - Azazga : 026 34 50 72 / 0555 03 91 26 - Bordj B. Arreridj : 035 79 48 83
Jijel : 034 49 64 74 - Mostaganem : 045 26 50 56 - Mascara : 045 93 55 57 - Chlef : 027 77 05 10 - Mila : 0770 53 26 27 - Bouira : 026 93 09 39 / 0770 53 25 88
Annaba : 0770 53 28 09 / 038 88 32 10.

La chute des prix du poulet inquiète les producteurs



Yazid Alilat

Le secteur avicole, après avoir pratiquement plané ces deux dernières années avec des prix du poulet allant jusqu'à 400 DA/Kg, semble actuellement traverser une période de crise. Globalement, les prix ont chuté, passant en moyenne dans les grandes villes de 280 -300 DA/Kg à 200 -250/Kg. A pareille période en 2012, le poulet se négociait sur des fourchettes beaucoup plus élevées. Le fait cette année est que les producteurs se plaignent de la suppression de la TVA sur les matières premières, servant à la fabrication de l'aliment de la volaille. Un paradoxe de plus dans le système commercial algérien. Officiellement du moins, et selon les professionnels de la filière, le prix du poulet vif cédé par l'éleveur est passé en l'espace d'un mois de 200 DA/Kg à 140, voire 130 DA/Kg actuellement, alors que le produit est cédé au consommateur final entre 200 et jusqu'à 300 DA/Kg. Des niveaux de prix qui n'arrangent pas les affaires des producteurs, selon M. Laïdouni, président du Comité interprofessionnel de la filière avicole (CIFA). Il explique que cette baisse des prix est due en partie aux mesures prises par les pouvoirs publics l'été dernier en faveur de la filière avec la suppression de la TVA sur les matières premières après le renchérissement de leurs prix sur le marché international. Cette mesure prise en concertation avec l'interprofession avicole est en vigueur depuis octobre 2012 et devrait durer jusqu'au début d'août prochain. «Sans cette suppression, l'avi-culture aurait pu disparaître», affirme le même responsable, puisque, a-t-il dit, l'alimentation représente 80% du prix de revient du produit fini. D'autres éléments sont à l'origine de la hausse de la production de poulets de chair et la baisse des prix des viandes blanches. M. Khemissi Djebablia, gérant d'un abattoir avicole privé à Batna estime que la suppression de la TVA sur les matières premières «n'est pas une solution durable», puis-

que les prix de ces matières ne cessent d'augmenter. «Il faut trouver des solutions définitives à l'instabilité de la filière», a-t-il ajouté. M. Laïdouni a évoqué la reprise des disponibilités en facteurs de production, après un déséquilibre enregistré durant le deuxième semestre de 2012. Pour autant, les prix devraient reprendre leur hausse dans quelques mois, prédit M. Laïdouni. Et, pour éviter pratiquement la faillite des éleveurs du fait des prix bas du poulet de chair, l'ONAB a acheté des quantités importantes de poulet à un prix variant entre 180 et 200 DA/Kg pour constituer des stocks en surgelé et fournir de la matière pour ses filiales spécialisées dans la transformation, selon son directeur général, M. Yahi Lambarek.

En moyenne, 7.000 tonnes de viande blanche sont absorbées annuellement grâce à ce système. «Notre objectif c'est de fédérer les éleveurs autour d'abattoirs pour les sécuriser contre d'éventuelles chutes de prix. Mais nous souhaitons que les privés fassent la même chose que nous pour stabiliser la filière et éviter aux éleveurs de perdre en cas de surproduction parce que l'ONAB ne peut pas à lui seul réguler le marché», a indiqué ce responsable. Pour autant, les pré-occupations des éleveurs et des organismes de soutien à la filière avicole ne semblent pour le moment pas trop s'intéresser au pouvoir d'achat du consommateur, ni aux prix parfois exorbitants des viandes blanches.

Car si actuellement le marché est surapprovisionné, ce qui a provoqué une relative chute des prix, cela ne devrait pas trop durer, et les prix des viandes blanches devraient repartir à la hausse une fois le surplus mis sur le marché épongé.

Au mois de décembre dernier, les prix du poulet avaient augmenté de 20,32% et de 41,6% en novembre 2012, selon l'ONS. Une surchauffe des prix du poulet pas expliquée, du reste, lors de la réunion des professionnels de la filière mardi en marge de la grande exposition du secteur de l'agriculture aux Pins Maritimes.

El Kala

21 kilos de corail saisis, 3 arrestations

A. Oulëaa

En patrouille de routine dans les eaux territoriales relevant de leurs compétences, les gardes-côtes de la station maritime d'El Kala, dans la wilaya d'El Tarf, ont intercepté vers 7h, dans la matinée de ce mercredi, au nord/ouest de «Cap Rosa», une embarcation dont la fouille a permis de mettre la main sur 21 kg de corail brut ainsi que du matériel destiné à l'arrachage du corail. Les trois personnes qui étaient à bord de cette embarcation ont été arrêtées, en attendant leur présentation devant le tribunal d'El Kala. Rien qu'en ce mois de février, au total 70 kg de

corail ont été saisis par les différents services chargés de la lutte contre ce trafic. Le corail dont l'exploitation a été suspendue depuis plus de 10 ans, est livré à un véritable massacre à l'aide différents moyens pour son arrachage dont les fameuses «croix d'André», la coupe par les plongeurs qui ont donné naissance à de véritables réseaux mafieux qui, le plus souvent, l'exportent illégalement hors des frontières, tirant ainsi de gros profits à un moment où les véritables pêcheurs tirent la sonnette d'alarme sur un phénomène qui ne cesse de prendre de l'ampleur aux conséquences désastreuses sur la faune et la flore marine.

La Tunisie à la recherche d'un chef de gouvernement Ghannouchi sous pression pour reconduire Jebali

Salem Ferdi

L'idée d'un gouvernement technocratique avancée par le chef de gouvernement tunisien a vécu en raison de l'hostilité manifestée par son propre parti Ennahda et une majorité d'élus à l'Assemblée nationale constituante (ANC), Hamadi Jebali en a tiré les conséquences en remettant, mardi soir, sa démission au président de la République, Moncef Marzouki. C'est un échec, prévisible, dans un contexte de crise politique et de forte polarisation entre islamistes et modernistes. Outre le chef du gouvernement sortant, les noms du ministre de la Santé Abdelatif Mekki et de Mohamed Ben Salem, ministre de l'Agriculture sont cités. Hamadi Jebali pourrait éventuellement reprendre la main, le mouvement Ennahda voulant éviter de paraître irrémédiablement divisé n'étant pas hostile à sa reconduction. Et comme Jebali a acquis une popularité assez paradoxale chez les modernistes et les laïcs, Ennahda pourrait choisir de les rassurer en le reconduisant. Deux dirigeants de l'opposition se sont dit favorables à un gouvernement réduit mêlant politiques et technocrates sous la houlette de Jebali. Mais ce n'est qu'une hypothèse parmi d'autres. Hier, en début de

soirée, aucun nom n'a émergé après des consultations entre Moncef Marzouki et Rached Ghannouchi. En vertu de la loi portant organisation provisoire des pouvoirs publics, le président de la République charge le parti majoritaire à l'Assemblée nationale constituante de former un gouvernement dans un délai de 15 jours. Il revient donc en pratique à Rached Ghannouchi de désigner un chef de gouvernement. Le chef du mouvement islamiste a déclaré, à l'issue de l'entretien avec Marzouki : «Pour l'instant, on n'a pas de nom». Le chef du mouvement Ennahda a indiqué qu'il discutait avec Jebali, le chef du gouvernement démissionnaire, pour qu'il rempile. C'est une hypothèse persistante et les proches du Premier ministre démissionnaire qualifient de «probable» sa reconduction aux affaires.

LEUROPE VOTE JEBALI

Comment accepter un gouvernement «politique» après avoir échoué à imposer un gouvernement «apolitique», les proches de Jebali qui le disent «prêt à rester au service du peuple» indiquent qu'il a posé comme conditions la formation d'un gouvernement «à l'abri de tout tiraillement politique» et l'organisation, dans les plus brefs

délais, de nouvelles élections. Il est difficile de comprendre ce que peut signifier un gouvernement «à l'abri des tiraillements politiques» dans une Tunisie en transition où les questions politiques sont très présentes et s'ajoutent aux grandes difficultés économiques et sociales. Le chef du parti Ennahda dit vouloir chercher une solution d'ici la fin de semaine. «L'affaire est entre les mains des islamistes», a déclaré le porte-parole de la présidence, Adnène Mancor, en espérant qu'un nom sera connu dès ce jeudi. Il faut noter également les louanges ostentatoires de Paris, Berlin et Bruxelles en direction de Jebali, en lui exprimant leur «respect». Catherine Ashton, chef de la diplomatie de l'UE, a même salué le «grand sens de l'Etat». Cela sonne comme une campagne pro-Jebali. Et une partie de la presse tunisienne, en général anti-islamiste, fait l'éloge de Jebali, pourtant secrétaire général en titre du mouvement Ennahdha.

L'Agence de notation Standard and Poor's a abaissé mardi d'un cran la note souveraine de la Tunisie à «BB-» contre «BB», assortie d'une perspective négative en raison «des tensions politiques». Jebali a échoué, mais il a la cote pour se succéder à lui-même. A moins que Rached Ghannouchi sorte un autre nom...

Fonction publique

Le SNAPAP satisfait du suivi de la grève

S. E. K.

Selon le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP), 85 % des travailleurs et fonctionnaires «ont répondu favorablement à l'appel de grève». Cette grève de 3 jours qui a pris fin hier a paralysé l'activité dans les secteurs de l'agriculture et l'hydraulique, l'habitat, l'enseignement supérieur, la santé, l'éducation nationale, l'intérieur, la formation professionnelle et dans d'autres secteurs de la fonction publique, et ce, dans de nombreuses wilayas, soutient le SNAPAP. Ce dernier fait état dans une déclaration rendue publique hier que le taux de suivi le plus élevé a été enregistré dans les rangs des travailleurs des communes. La déclaration du SNAPAP évoque également des «dépassements» de la part de responsables qui, par exemple, à Constantine, après avoir insulté les travailleurs en les me-

naçant de licenciement, les ont sortis dehors pour occuper la voie publique. Des scènes similaires ont été enregistrées dans le secteur des finances dans la wilaya de Mascara, soutient encore le SNAPAP. A Ouargla, ce sont les travailleurs du secteur de l'enseignement supérieur qui subissent des pressions et menaces de licenciement de la part de leurs responsables, ajoute le syndicat. Le SNAPAP a aussi dénoncé les pressions contre les travailleurs de la commune de Tissemsilt. Il a aussi indiqué que des pressions ont été exercées sur les syndicalistes du SNAPAP, notamment à l'institut national du froid de Birmandreis. Cela dit, le SNAPAP, a indiqué son secrétaire chargé à l'information, Djillali Hamrani, tire «une grande satisfaction à la suite de cette grève». Et souligne que les travailleurs restent déterminés à arracher leurs droits afin de mettre un terme à la «Hogra» et à l'exclusion qu'ils su-

bissent en raison de leur situation socioprofessionnelle qualifiée de «pitoyable».

Il y a lieu de rappeler que le SNAPAP a appelé à cette mobilisation pour une grève de 3 jours (18,19 et 20) par le biais de ses différentes unions. Il existe 36 secteurs dans la fonction publique qui sont concernés par cette grève, selon le syndicat. Ce dernier revendique essentiellement la révision du statut particulier et du régime indemnitaire des agents de sécurité, des ouvriers professionnels (chauffeurs, appariteurs, jardiniers...) des corps communs (agents de bureau, administrateurs principaux et corps techniques) dans l'agriculture et l'hydraulique. Il revendique l'augmentation de la prime de rendement à hauteur de 40% et la généralisation de certaines primes à tous les travailleurs et l'intégration des contractuels. Ils sont plus de 400.000 adhérents à avoir suivi ce mouvement, précise le SNAPAP.

Tiaret

Deux motocyclistes tués dans un accident

Deux motocyclistes, âgés de 17 et 19 ans, ont été tués dans un accident de la route, survenu hier, entre les localités de Ain Dzarit et Rechaïga, a-t-on appris de l'unité principale de la Protection civile de la wilaya de Tiaret. Selon la même

source, les deux adolescents se trouvaient sur une motocyclette quand ils ont été heurtés par un véhicule léger de marque Renault 12. Leurs corps ont été déposés à la morgue de l'hôpital de Mahdia, et une enquête a été ouverte par la Gendarmerie

rie nationale pour déterminer les circonstances exactes de ce énième drame de la route. Dimanche dernier, 3 autres personnes avaient été tuées dans un accident de la route près de la localité de Sidi Abdelghani.

El-Houari Dilmi



AVIS A LA POPULATION ORANAISE

Des agglomérations de la Wilaya d'Oran connaissent depuis quelques jours des perturbations dans la distribution de l'eau potable, notamment Canastel, Kristel, Belgaïd, Sidi El Bachir et le pôle Universitaire.

Ce désagrément est dû aux essais de raccordement de la station de dessalement de la Mactaâ (500.000 m3/jour, la plus importante au monde en terme de production).

La SEOR, pour pallier à cette perturbation, a entrepris des solutions palliatives consistant dans la réalisation de raccordements à partir d'autres sources comme l'eau du barrage de Gargar.

Les travaux de raccordement de la station de la Mactaâ, travaux pris en charge par l'ADE et en cours de finalisation, en sus des réalisations SEOR entreprises depuis 2008, permettront une solution définitive et une sécurisation de l'eau potable pour la Wilaya d'Oran en H24.

Nous tenons à informer les citoyens d'Oran que les efforts déployés, en continu, par la SEOR, depuis 72 heures, visent à rétablir la situation qui reviendra progressivement à la normale dans les 24 heures.

La SEOR tient à présenter aux citoyens d'Oran, en son nom et au nom des entreprises qui sont en charge des travaux de raccordement de la station de la Mactaâ, ses plus sincères excuses pour ce désagrément.

SEOR-Spa

KAHRAMA SPA
RUE AIZI BENYEBKA BETHIOUA ,
BP 58 31200 ARZEW ALGERIE
Tél: 213 41 47 02 99 / Fax: 213 41 47 03 04



Complexe de Dessalement d'Eau de Mer et de Production d'Electricité AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL N°Kah/01/DG/2013

La Société KAHRAMA Spa (NIF n° 000 2310 10 628 190), lance un avis d'appel d'offres national pour « **Prestation De Surveillance Et De Gardiennage Du siège social de KAHRAMA** » sis à Béthioua.

Les sociétés spécialisées et intéressées par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges à compter de la parution du présent avis moyennant paiement d'un montant non remboursable de **3000,00 DA** à l'adresse du siège de la société :

**Kahrama
Rue Aizi Benyebka Béthioua.**

Le règlement de ces frais sera effectué par chèque ou virement Bancaire au crédit du compte bancaire de Kahrama N° : **00 2000 70 700 4161 00 372** ouvert auprès de la BEA, agence 70 El-Marsa Arzew.

Le mode de soumission en une seule étape s'applique au présent Appel d'Offres.

Les offres doivent comprendre deux plis fermés et séparés :

1. Une offre technique (une originale et deux copies) qui sera présentée dans une enveloppe fermée comportant la dénomination et l'adresse du soumissionnaire ainsi que la mention « offre technique ».

La copie originale doit être paraphée et signée par le soumissionnaire.

2. Une offre financière (une originale et deux copies) qui sera présentée dans une enveloppe fermée comportant la dénomination et l'adresse du soumissionnaire ainsi que la mention « offre financière ».

La copie originale doit être paraphée et signée par le soumissionnaire.

Les deux plis « offre technique » et « offre financière » doivent être contenus dans une enveloppe fermée, anonyme ne comportant que la mention

**« Prestation De Surveillance Et De Gardiennage »
A ne pas ouvrir**

La date limite de dépôt des offres au siège de la société est fixée au trentième jour à 12 heures à compter de la date de parution sur les journaux nationaux ou dans le BAUSEM.

L'ouverture des plis se fera le même jour à 14 heures au siège de la société, en séance publique.

Si la date correspondant à un jour non travaillé (Vendredi ou samedi) ou un jour férié, le dépôt et l'ouverture se feront le jour suivant aux mêmes heures.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres commerciales pendant une durée de 120 jours à compter de la date de limite de dépôt des offres.



APPEL A PRIX SAHUC173

Dans le cadre d'un projet humanitaire, Oxfam Solidarité est dans le marché pour l'achat de:

- pommes de terre
- oignons
- carottes
- tomates
- pomme Golden
- courgettes
- poivrons
- dattes Deglet Nour

Les produits doivent être acheminés dans les camps de réfugiés sahraouis près de Tindouf (Algérie).

Les cahiers des charges complets peuvent être demandés à Oxfam Solidarité - 60, Rue des Quatre Vents - 1080 Bruxelles - Belgique - Fax : +32-2-511.89.19 courriel: tender@oxfamsol.be

Les offres doivent nous parvenir au plus tard le 10 mars 2013 à 20 heures CET (GMT + 2). Cet appel n'engage pas Oxfam Solidarité à un achat.

Entreprise de bâtiment installée à Oran **Recrute en urgence**

- 01 Ingénieur en génie civil

Conditions exigées :

- Diplôme dans la filière
- Expérience 03 ans et plus
- Dégagé de toutes obligations
- Résidence à Oran

Envoyer CV par Fax : 048.56.69.74

A VENDRE OU A LOUER APPARTEMENT TRES HAUT STANDING

Plein centre-ville d'Oran
150 m², 1er étage, deux façades.
Chauffage central, clim centralisée,
alarme et vidéosurveillance.
Semi meublé avec un point Accueil.
Convient pour sociétés ou professions libérales.

Tél : 05-57-34-87-23

SARL BABAHOUM (Mostefa Ben Brahim) S.B.A.

Briqueterie vend Station GPL,
2 cuves stock 150 m3
5 cuves 100 m3
2 citernes tractées 35 m3
Mob : 05 55 03 99 14 -
Fixe : 048 57 23 11
E-mail :
briqueteriembb@gmail.com
briqueteriembb@yahoo.fr

Vends unité complète production seaux (olives, peinture)

- Machine 370 tonnes, Mateu et Solé, année 1999, état excellent.
- Machine Billion 200 tonnes, année 1983, TBE.
- 02 Refroidisseurs CIAT 35000 frg et 8000 frg.
- Compresseur silencieux 1500 litres + Sécheur d'air.
- 01 Moule de seau 12 litres type jockey avec languettes inviolables, état neuf, origine Italie.
- 01 Moule couvercle Italien.
- Unité fabrication anses métalliques.
- 02 «chèvres» avec palan (5 tonnes).
- Divers matériel de gerbage et de stockage.

Tél : 0560 563 522

Vds Résidence familiale à usage commercial à Cap Falcon pieds dans l'eau

- w Surface totale environ 1100 m².
- w Se compose d'une villa 5 P. + cuisine + loge du gardien.
- w 3 terrasses accessibles.
- w 1 puits + une très grande bache d'eau.
- w 1 garage pour 2 véhicules.
- w 1 local commercial sur façade.
- w 8 appartements F3 meublés.
- w 4 appartements F2 meublés.
- w 1 local commercial au bord de la mer

Toute personne intéressée doit contacter pour rendez-vous,
éventuelle visite des lieux :

0661 31 18 81 - 0550 10 33 41 - 0661 20 37 65

SARLANTINEA

IMPORTATION DISTRIBUTION
PRODUITS COSMETIQUES

*/Cherche distributeurs à l'échelle nationale, pour plus d'informations nous contacter au:

Mob:0770 17 53 17 / 0560 01 38 96
0560 01 38 97 / 0560 01 38 99



Four 216Baguettes

Possibilité de vente par CREDIT

Tél : 0770 24 28 21 / 0770 24 28 18

0770 61 34 50 / 0770 60 60 38

0770 17 52 05 / 0770 17 51 91

SOMABO

Propose dans le cadre
ANSEJ- CNAC -
ANDI, du matériel de
boulangerie TIBILETTI,
VERONA FORNI et
BONGARD

Vente Equipements

Opérationnels

d'imageries médicales

- 1 Scanner mono barrette
- 1 I.R.M. 02 Teslas

Tél : 0552.98.08.99

LES MAGASINS EPStar Grande Surface Informatique

Exposez mieux,
Vendez plus !
Idéal pour vos expos
Prix choc !
aux salons et Foires

Présentoir Vitre Lumineux Avec Roulettes Et Verouillage
votre vitrine sur mesure c'est possible!

Contactez nous ou Consultez notre Site epstar.net
GSM : 0555 05.02.94 - 0550 57.62.74
GSM : 0555 05.02.52 - 0550 57.63.41

L'insoutenable paradoxe démocratique

PAR SALIM METREF

L'incompréhensible n'est pas tant de voir s'effusquer, sous d'autres cieux, ceux qui ne comprennent ni n'acceptent que l'on puisse concilier, chez eux, idéologie laïque et exigences religieuses que de voir se propager dans les sociétés musulmanes des modèles d'analyse élaborés ailleurs et qui depuis la tragédie algérienne font école et font aussi des émules. Et selon le point de vue que l'on adopte, le modèle peut être énoncé à partir de l'un des deux postulats suivants : Récuser le choix populaire par la violence et la répression engendre inéluctablement la guerre civile et susciter des peurs réelles ou feintes sur un futur dont on ne devine pas nécessairement les contours et que l'on considère comme dangereux peut-il justifier que l'arbitraire soit commis. Et il s'agit le plus souvent d'exiger dans une première étape que l'alternance au pouvoir, aboutissement d'un processus révolutionnaire, transitoire ou autre, se fasse par l'expression démocratique du suffrage universel et de le rejeter dans une seconde étape lorsque les résultats obtenus ne sont pas ceux attendus. Les vaincus se proclament alors victimes et les vainqueurs sont contestés. La légitimité des pouvoirs égyptien et tunisien que nul ne peut contester est ainsi subitement remise en cause par ceux qui ont la naïveté de croire qu'une révolution peut se faire et s'accomplir grâce ou à cause des réseaux sociaux ou par des personnes assises devant leurs écrans d'ordinateurs. Mais les faits deviennent têtus lorsqu'ils sont récurrents et comme en sciences expérimentales, un processus n'est validé que par l'apprentissage et l'observation attentive des phénomènes redondants. Pour étayer notre propos, retenons l'anecdote relatée par Bruno Etienne comme entame à cet insoutenable paradoxe démocratique. Au cours d'une émission télévisée, ce vénérable Professeur relata comment l'une de ses étudiantes, brillante doctorante, lui annonça à l'issue de sa soutenance de thèse que dès son retour en Algérie elle choisirait d'élever son enfant et de ne pas travailler, son époux pouvant aisément subvenir aux besoins du foyer familial. Et face à l'étonnement de celui-ci, elle lui demanda comment peut-on encore affirmer en occident que le travail peut en même aliéner l'homme et libérer la femme ? Cette anecdote fut révélée par Bruno Etienne non pas pour plaider pour un quelconque statut de la femme au foyer mais pour expliquer que les choses ne sont pas toujours aussi simples qu'on pourrait le croire et que chaque société génère elle-même les propres ressorts nécessaires à son équilibre et ce grâce à des mécanismes culturels, sociologiques, religieux qui sont les siens. Et que la liberté ne consiste en définitive qu'à respecter le choix de chacun et qu'il n'y a de place, en guise de coexistence pacifique, qu'au respect mutuel. Et cette quête de la liberté et du respect mutuel a engendré toutes les séquences de l'histoire humaine.

Hiver 1916. Le froid était particulièrement rude cette année-là, surtout pour les plus humbles et les plus démunis. La situation sociale de larges franges de la population devenait insoutenable. La révolution bolchévique qui voulait libérer l'homme, l'épanouir, l'affranchir de toutes les servitudes et consacrer la seule dictature qui vaille, celle des prolétaires et des paysans, fut dévoyée. Cette ambition au service de l'humanité aboutit bien plus tard à la confiscation de toutes les libertés, érigea le culte de la personnalité en dogme et enfanta finalement le Goulag. Elle se nourrit des perversions de la révolution industrielle et du capitalisme. Ce dernier ne fit pas mieux. Il exacerba la contestation sociale, institua les conflits d'intérêt et de classes et asservit des peuples entiers qu'il colonisa. Les pires sévices infligés à l'humanité furent souvent, après ceux du nazisme, ceux des différentes polices politiques qui essaïèrent à travers le monde et qui constituèrent les machines à broyer de régimes totalitaires dont certains affirmèrent même et souvent défendre les plus pauvres. Le bonheur promis ne se réalisa pas et les églises célébrèrent de nouveau leurs cultes et accueillirent dans la clandestinité leurs fidèles. L'aspiration à la liberté déferla de nouveau en Europe et renversa toutes les citadelles de la peur et de l'enfermement. Le capitalisme constitua aussi la clé de voûte sans laquelle les pires dictatures ne purent être construites ni les sanglantes guerres menées. D'autres courants politiques essayent depuis et sans succès d'émerger en Europe et aux Etats-Unis mais sont toujours laminés ou contenus par l'hégémonie de ces deux courants politiques dominants.

Au confluent du désordre intellectuel induit dans notre mémoire collective par les soubresauts de l'histoire humaine, notam-

ment dans son segment contemporain, et de notre itinéraire postcolonial, de fortes turbulences, dont nous ne sommes pas encore sorties, sont à relever. Ainsi et nous concernant, sur le plan économique par exemple, au système autogestionnaire des premières années de l'indépendance s'élle greffé celui du socialisme qui malgré sa générosité fit le lit de la corruption et de la bureaucratie qui jusqu'à ce jour font bon ménage et dont l'inextricable interférence nous enchaîne toujours et nous bride. Puis nous connûmes la fausse ouverture libérale qui comme dans tous les pays tenus d'une main de fer permit l'émergence d'une bourgeoisie étatique, d'essence éminemment spéculative et dont les fortunes colossales ont été souvent amassées grâce à un système économique volontairement maintenu à l'état d'hybride et qui, après avoir broyé les classes populaires, a laminé les classes moyennes, socle indispensable sans lequel aucune transition économique ne peut être bâtie ni ne peut atteindre les objectifs de développement qu'elle se fixe. Et lorsque vinrent enfin s'ajouter les dérives de ce qui était censé incarner les lignes infranchissables, les ingrédients de la déflagration sociale ont alors été réunis et toutes les dérives dangereuses, voire insurrectionnelles et de désobéissance civile, sont devenues possibles.

Entre le refus d'un socialisme qui a travesti les sociétés musulmanes et engendré les pires régimes totalitaires et un capitalisme qui n'a fait que reproduire les mêmes aliénations notamment en exaltant jusqu'à son paroxysme le mythe de la réussite individuelle, les sociétés musulmanes se sont non par recroquevillées sur elles-mêmes comme le prétendent les adeptes inconscients de l'offrande du don du sacrifice de soi, mais protégées dans ce qui constitue le dernier rempart contre l'anéantissement, leur culture et les enseignements de leur religion pour espérer se réapproprier les outils et les vertus d'une renaissance possible à l'abri des deux principaux courants politiques et idéologiques qui continuent de dominer le monde. Les bouleversements en cours dans le monde musulman, notamment depuis le début du siècle dernier, n'ont pas encore révélé toute leur amplitude ni atteint leur aboutissement. Et les courants politiques d'inspiration religieuse qui traversent ces sociétés, et contrairement à ce que l'on pourrait croire, arrivent à maturation. La victoire des Islamistes en Egypte et en Tunisie et peut-être plus tard dans d'autres pays, n'est pas le fruit du hasard et ne constitue pas un phénomène transitoire mais semble s'inscrire dans la durée. Le projet politique d'inspiration religieuse qui est en cours de maturation profonde, intègre et analyse les exigences et les perversions de l'expérience humaine et développe et affine ses volets économique, social, culturel, etc... Les événements que traversent l'Egypte et la Tunisie, malgré les séquences douloureuses qui viennent de s'y produire, ne signifient pas l'échec des révolutions qui y ont eu lieu. Et l'ancrage du projet de changement dans ces sociétés est bien plus tenace et plus fort qu'on pourrait le croire. Les régimes tunisien et égyptien ont vacillé puis sont tombés grâce à un séisme dont l'épicentre politique est au cœur des bouleversements profonds qui traversent les sociétés musulmanes, malmenées par les effets conjugués des séquelles de la colonisation, des influences occidentales qui les empêchent d'exister en tant que telles et des traumatismes induits par les systèmes politiques qui les ont dirigé ou qu'ils les dirigent encore. Le monde musulman bien que potentiellement riche souffre aussi et surtout de difficultés économiques. Et les révolutions peuvent être freinées, mais pas vaincues, par l'absence de deux facteurs déterminants. La prospérité économique et la paix sociale. Sans justice, l'une ne peut exister sans l'autre. Les processus révolutionnaires en cours qui se nourrissent de l'absence de ces deux conditions s'essoufflent souvent, mais n'en meurent pas, de ne pouvoir les rétablir et les restaurer rapidement. Pour paraphraser un spécialiste de prospective⁽¹⁾ à propos de l'économie mondiale, les sociétés musulmanes sont aussi comme une forêt mal entretenue, les arbres morts et les branches pourries empêchent les jeunes pousses de se développer. La brèche ouverte par l'existence de cet obstacle, momentanément difficilement franchissable, dressé devant les processus de changement actuels dans le monde musulman permet aux tenants de l'ingérence et du démembrement de s'engouffrer et de claironner, à qui veut bien les entendre, qu'aucun changement ne peut se faire sans eux et ni contre eux.

(1) Expression de Marc Halévy Van Keumeulen

médiatic

PÂR
BELKACEM
AHCENE-
DJABALLAH



Livres : Claudine, la « Dame de la Mitidja »

À première vue, pour les grands lecteurs et les lecteurs difficiles, l'édition algérienne est en retard. Beaucoup de retard. Mais, en fait, même si nous ne trouvons que difficilement « chaussure à notre pied », la production nationale est assez suffisante pour nous occuper durant les longues soirées d'hiver. Il s'agit seulement de fréquenter régulièrement les (rares mais bonnes) librairies (celles de l'Opu, de l'Enag et de l'Ane y compris malgré cet « air de tristesse » que l'on rencontre souvent dans les bureaux des entreprises publiques). Le grand problème réside, à mon sens, dans l'absence d'œuvres traduites de l'arabe vers le français et du français à l'arabe (et, aussi, vers le tamazigh). Il faut rapidement résoudre ce problème... peut-être par une aide de l'Etat (à inscrire dans la prochaine loi sur le livre) qui n'irait qu'à ceux qui feraient œuvre de traduction... des ouvrages nationaux (essais, mémoires, histoire, études et travaux universitaires, ainsi que les romans et la poésie, pourquoi pas). Une exception culturelle bienvenue !

LA CONQUÊTE DE LA CITOYENNETÉ.

Hommage à Claudine Chaulet. Actes du Colloque organisé par l'AADRESS le 19 mai 2011. Editions Barzakh/Naqd. Alger 2012. 280 pages (+ un Cd), 500 dinars

Les journées commémoratives sont toujours émouvantes et, en général, elles sont toujours consacrées à un être cher... au pays... au peuple... à un groupe de gens... à une famille... mais, la plupart du temps, c'est un être décédé qui nous manque ou, alors, qu'on aurait voulu voir encore vivant afin, on l'espère, on le croit, qu'il change le cours des choses qui ont pris - on le croit... et on le démontre, s'il le faut - un mauvais tournant depuis son départ.

Mais, les journées les plus super-émouvantes sont bien celles consacrées à un être cher qui, encore vivant, ce qui accroît l'émotion, par ses idées, par son comportement, par son intelligence, a apporté et essaye d'apporter encore et encore, malgré le poids des ans et les douleurs de la vie, du sens et du changement autour de lui.

C'est le cas, le 19 mai 2011 (Journée de l'étudiant), pour M.a.d.a.m.e Claudine Chaulet (épouse de feu M.o.n.s.i.e.u.r Pierre Chaulet) ; l'hommage par le biais d'interventions et de témoignages d'une foudroyante d'amis, d'anciens étudiants, d'anciens jeunes collaborateurs devenus des « grands » ; des « grands » qui acceptent d'être, sans complexe, « petits »... Abdelhamid Bencharif, Cherifa Hadjidi, Fatima Oussedik, Tayeb Kennouche, Chérif Benguerrou, M. Harbi, Dahou Djerbal, Malika Ladjali, Madjid Merdaci, Djamil Musette, Nadji Safir, Hamid Grine, Naceur Bourenane, Gauthier de Villiers, Rabah Zerari dit « Commandant Azzedine »... Claudine Chaulet, la sociologue qui, après un rôle historique durant la guerre de libération nationale, a juste après l'indépendance, préféré le travail sur le terrain de la connaissance et la formation des générations futures. Elle a fait le choix de

travailler avec ceux qu'elle a trouvés « en bas » et « dont on a escamoté l'existence à coups de raccourcis historiques et d'analyses sociologiques à connotation structuralistes » (extrait de l'introduction).

Avis Certes un hommage à la « dame de la Mitidja » mais aussi, une occasion pour poser une problématique essentielle et d'actualité, celle de la citoyenneté... avec des questionnements : résultat d'une lutte et d'une conquête ou don octroyé par une autorité supérieure, le pouvoir d'Etat ? Claudine Chaulet s'y est, bien sûr, mêlée... avec de superbes textes... et, on dégustera avec délectation son texte sur « L'éloge du couscous ». Bravo à Naqd, bravo à l'Aadress et merci aux « sponsors ».

Phrase à méditer : « Claudine Chaulet a toujours mis au service des autres son temps, son énergie et ses compétences sans vouloir en retirer quelque avantage personnel. Cette humilité, cet engagement désintéressé sont la plus belle définition d'une citoyenneté authentique » (p. 22)

LE POUVOIR, LA PRESSE ET LES DROITS DE L'HOMME EN ALGÉRIE.

Recueil d'études de Brahim Brahimi. Enag Editions. Alger 2012. 192 pages, 600 dinars

Le Pr Brahim Brahimi est un homme connu pour son franc-parler, en matière de politique, et en matière de communication. C'est, pour cela, certainement, qu'il est et reste un acteur apprécié du paysage médiatique national et un défenseur impénitent des droits de l'homme. Enseignant universitaire, chercheur, il cumule, à son actif, une expérience de plus de quarante années... ainsi que plusieurs ouvrages (et études). Il est, actuellement, directeur de la nouvelle Ecole nationale supérieure de journalisme (Ensji) de Ben Aknoun/Alger.

Son dernier-né (l'ouvrage), après « le pouvoir, la presse et les intellectuels » (1989), s'intéresse de très près aux relations (toujours mouvementées) du Pouvoir (au sens large du terme d'autant que ce dernier a « glissé » - réalité ou illusion ? - ces dernières décennies, du militaire au politique... avec des incursions et des invasions dans l'économie et le commercial), avec la presse et des relations de ceux-ci avec la défense (ou l'étouffement) des droits de l'homme. Une première partie (65-88) rappelle les blocages du parti unique, les pratiques autoritaires et bureaucratiques. La seconde (88-91), « assez exceptionnelle », revient sur l'émergence de la société civile et l'apprentissage difficile de la démocratie après les événements d'Octobre 88. Enfin, la troisième partie (92-95), « également exceptionnelle », est consacrée à l'analyse des rapports entre le pouvoir, la presse et les droits de l'homme, marqués par la violence et le terrorisme. L'ouvrage est consacré surtout à la période 1989-1995... Donc, ne pas (trop et vite) tirer des conclusions pour le présent.

Avis Absolument nécessaire aux étudiants et aux jeunes défenseurs et autres illustrateurs des droits de l'homme et de la justice

Phrase à méditer : « Peut-on espérer, après toutes ces souffrances, que le printemps ne sera que plus beau ? » (p.185)

ENTREPRENEURS, POUVOIR ET SOCIÉTÉ EN ALGÉRIE.

Essai de Nordine Grim. Présentation de Arezki Idjerouidène. Préface de Boualem Aliouat. Casbah Editions. Alger 2012. 187 pages, 850 dinars

Depuis l'Indépendance du pays, un (01) seul patron (privé) a fait partie d'un gouvernement, au début des années 1990 (Reda Hamiani, au département des Pme, et actuel Président du Fce)... Depuis, plus rien ? Avant, impensable !

Depuis la création de la Bourse d'Alger, c'est seulement début février 2013 qu'il est annoncé la prochaine entrée (avec 25% du capital social) d'une entreprise industrielle (Nca Rouiba) à composante familiale. Jusqu'ici, même si de puissantes Sarl (d'essence familiale) étaient transformées en Spa, comme actionnaires, il n'y a que « les, parents et alliés ».

C'est dire le fossé qui sépare encore le comportement « étatiste » des pouvoirs publics du pays... et le comportement « familialiste » des entrepreneurs algériens du secteur privé. C'est dire la mentalité des uns, une mentalité hégémonique qui perdure contre vents et marées, et les craintes d'un secteur privé qui, souvent malmené, menacé... utilisé, séduit puis abandonné, est devenu plus que méfiant... tout cela laissant la place à un « informel » - surtout depuis 1990, avec la démonopolisation du commerce extérieur - dévastateur de l'économie nationale... et la place à un secteur économique public d'abord abandonné, puis « repris », enfin méprisé, mais sous perfusion permanente (une sorte de « pension alimentaire » versée surtout quand on veut). Heureusement que le Fmi et le Socialisme algérien ont existé... Les boucs émissaires de tous les échecs !

Avis Les textes du Pdg d'entreprise qui présente l'ouvrage et du professeur d'Université qui fait la préface sont, bien sûr, à « parcourir » par les spécialistes. Mais le reste, les textes de Nordine Grim, homme de terrain, ancien haut fonctionnaire et cadre fin connaisseur des rouages sont à lire, car leur écriture est précise, directe, concise. C'est celle du journaliste spécialisé qui s'est frotté au(x) terrain(s). Donc à lire, non par les entrepreneurs, non par les chercheurs et universitaires... tous déjà, au fait des situations, mais surtout par les gouvernants, les politiciens, les députés, les sénateurs, les « décideurs » réels... Pour une prise de conscience urgente des problèmes vécus et à venir, et de la problématique.

Phrase à méditer : « C'est tout l'ouvrage qui est à méditer, la présentation, la préface, le texte... et la caricature de la dernière page de couverture. »

Du rôle de l'Etat dans l'environnement économique



PAR M'HAMED
ABACI*

Après une période extrêmement importante et marquante de l'histoire de l'indépendance de notre pays, l'Algérie est aujourd'hui face à ses réalités économiques et politiques dont le besoin se fait de plus en plus pesant au regard des mutations mondiales et régionales.

En effet, tous les pays ayant atteint aujourd'hui un haut niveau de développement économique et social, on reconstruit la nécessité et l'intérêt grandissant d'une économie de marché, alors que notre pays demeure davantage dépendant d'une économie de rente. Dans les faits, l'Algérie n'est toujours pas dotée d'une économie politique cohérente, rendue nécessaire par l'évolution d'un nouvel ordre mondial qui impose de s'adapter tout en améliorant les règles et les mécanismes du marché. Mais là encore, faut-il rappeler que la politique et l'économie qui devaient être entourées des choix et des stratégies consacrées par les réformes économiques d'ouverture intervenues en 1989 demeurent encore une vue de l'esprit ne jouant presque aucun rôle aujourd'hui dans la croissance et la construction d'une économie de marché et qui demeurent la préoccupation majeure des investisseurs locaux et étrangers (IDE). C'est la raison pour laquelle on n'arrive ni à développer l'offre, ni à produire suffisamment, ni parvenir à créer suffisamment de richesses et d'emplois durables.

Dans cette optique il serait plus urgent pour notre gouvernement d'accentuer les efforts sur l'avancée des réformes économiques qui continuent de connaître le vide sur le terrain et restent toujours au centre de la polémique et de discours dans les milieux de l'économie et de la politique sans qu'il y ait une réelle réforme de l'entreprise dans la mesure où il n'y a pas eu une évolution d'Etat d'esprit et de culture d'entreprise dans ce mouvement de réformes, car en termes de rentabilité, beaucoup d'entreprises devraient déposer leur bilan dans la mesure où l'économie s'est globalisée dans le contexte de la mondialisation. Une telle réorientation doit s'accompagner aujourd'hui de réformes complémentaires ou du moins de mesures correctives d'expression d'économie politique pour une approche nouvelle du rôle de l'Etat dans l'économie afin que l'entreprise retrouve désormais sa vitalité et sa raison d'être de manière à lui éviter autant que possible les blocages bureaucratiques pour répondre aux exigences économiques de l'heure. Ce rôle, est décisif dans la structure de l'économie pour restaurer rapidement la croissance et l'investissement productif par une réelle relation en termes de perspectives économiques et commerciale internationales où tous les leviers sont entre les mains du groupe des sept pays les plus industrialisés de la planète qui sont (USA, France, l'Angleterre, le Japon, l'Italie, l'Allemagne et le Canada) C'est ainsi que, le Monde fonctionne et évolue aujourd'hui auquel notre pays doit s'inscrire en mettant en avant les entreprises et les compétences. Nous paraît comme une voie fondamentale pour assainir le marché et libérer les bras et les cerveaux pour la grande croissance et la création d'emplois durables.

Cela doit constituer un aspect majeur d'un nouveau projet économique du pays auquel doit reposer les choix et les formes de la future économie de l'Algérie. En mettant en place les mécanismes les plus appropriés entre l'Etat et le marché permettant aux entreprises de s'oxygéner dans la conjoncture actuelle qui s'avère pénible en matière de production, d'emploi, de pouvoir

d'achat, de croissance... prônant ainsi un nouveau rôle de l'Etat dans l'organisation, l'orientation stratégique et la régulation économique plus dynamique aux normes et éthiques internationales, qui pourraient éventuellement nous intégrer dans la nouvelle économie et les évolutions mondiales. En effet, aujourd'hui, nous sommes à l'heure de la mondialisation et la globalisation, les rapports se tiennent largement sur les questions économiques, commerciales et financières qui intéressent l'entreprise. Donc, réfléchir en terme international est indispensable en cette ère de compétition impitoyable dont notamment le droit économique occupe aujourd'hui une place de choix dans l'amélioration du climat des affaires et de la qualité de l'entreprise. Pourquoi ? parce qu'en Algérie, il y a cette épineuse question : on n'a pas des idées au sens des technologies et du management, mais on a du pétrole, du gaz et des capitaux, voire nous sommes une nation de richesses, qu'il convient de savoir utiliser cette arme en ces moments d'une économie de production vulnérable pour le développement industriel. Dans ce nouveau contexte, notre souhait, est que l'économie d'entreprise devienne la première clé de notre politique économique pour une nouvelle dynamique de développement national est le maillon fort des politiques publiques pour la création des richesses, l'emploi durable et de même pour renforcer le budget de l'Etat en matière de fiscalité ordinaire et de balance des paiements en devises fortes qui constituent la contre partie du rôle et des efforts de l'Etat. Il est bien évident que le gouvernement, est appelé à relever ce défi par la nécessité d'une stratégie d'entreprise ouverte en amont et en aval, pour développer les exportations hors hydrocarbures, sachant bien que potentiellement, de par nos capacités technico-industrielles, notre vaste territoire, nos richesses naturelles et notre situation géostratégique, nous avons tous les atouts en main et les avantages comparatifs, pour s'en sortir vers une issue rapide et devenir le premier pays développé de l'Afrique et afficher notre supériorité économique et commerciale régionale dans les espaces maghrébins-Arabe et Afrique. Cela suppose que toutes les compétences soient sollicitées et pleinement mises au cœur du changement et engagées dans l'action d'une révolution économique, le credo des pays développés « aujourd'hui, si l'on veut faire carrière dans la politique ou la finance, c'est bien dans l'économie que l'on se fait un Nom ». L'importance d'une telle approche, nous conduit à aborder la question concernant l'heure de vérité pour l'après pétrole, tant elle se veut d'une importance capitale et incontournable pour l'avenir de notre pays. Nous n'avons toujours pas réglé la question de bâtir une économie sur l'industrie et les connaissances du savoir, et c'est toute l'importance de l'enjeu futur au regard de notre éventuelle adhésion à l'OMC autant chez le citoyen que la classe politique. En effet, le pétrole reste l'unique ressource économique et financière qui a fait vivre l'algérien durant ces cinq dernières décennies. Effectivement, jusqu'ici nos acteurs de l'économie demeurent assez classés et conservateurs en matière de pratique de l'économie moderne pour en faire de l'entreprise le fondement du système économique et financier du pays et un lieu opérationnel stratégique

nécessaire pour développer l'offre et placer l'excédent à l'exportation qui demeure la préoccupation majeure de notre indépendance économique en dehors des hydrocarbures. La vraie question des enjeux de l'économie de marché et nécessité des réformes économiques complémentaires s'impose qui consacrerait la naissance d'une nouvelle économie qu'exige l'étape actuelle pour aller sur le marché international et s'imposer dans le nouveau paysage économique qui est celui de passer à un management multinational dont l'entreprise doit devenir une culture de progrès de la société et l'instrument privilégié de notre développement économique.

Il s'agit ainsi pour notre gouvernement, un objectif stratégique à atteindre pour enclencher une nouvelle économie pour développer une stratégie par croissance externe afin d'accélérer notre développement industriel. Aussi et surtout gagner la confiance et l'appui des investisseurs directs étrangers (IDE) pour susciter des opportunités de l'acte d'investir pour améliorer notre économie et accroître le rendement des dépenses publiques. Et par voie de conséquence réduire les lourdes subventions de l'Etat pour pouvoir réduire la facture d'importation, et enfin, de se mettre à un niveau mondial, si l'on veut que le progrès dans l'économie de nos entreprises aillent du même pas ceci d'une part, et d'une autre part, c'est l'heure d'un premier bilan de nos réformes économiques à 50ans, mérite qu'on s'y arrête pour étudier l'état des lieux qu'exige l'étape actuelle pour mettre en évidence à la fois les aspects positifs et les aspects négatifs selon la démarche universitaire : thèse-antithèse-synthèse aussi bien dans les volets économique et humain que politique sur l'avenir de l'économie algérienne qui vise effectivement à aborder un sujet clé de société face au défi de l'après-pétrole tant que nous sommes dépendant« les algériens et le prix du baril de pétrole » qui risque d'influer encore sur les mentalités c'est-à-dire nous mison toujours sur le prix du pétrole qui nous garantissait le fonctionnement du pays et l'on s'achemine ainsi à oublier que notre développement économique et notre progrès social réside dans les valeurs du travail, la production et du savoir. C'est là qu'on juge l'arbre à ses fruits pour bien attaquer l'avenir. Sinon, on parlera alors d'une deuxième chance pour notre pays et de donner une base plus solide à nos réformes qui sont restées jusqu'ici comme un remède, mais pas de miracle. Faute d'une législation économique et financière en harmonie avec l'entreprise et l'investisseur

Tous les algériens se rappellent de cette chute énorme des prix du pétrole qui a mené notre pays vers une grande crise socio-économique des années 1986/1990, provoquant la liquidation de près d'un millier d'entreprises, l'explosion du chômage de près de 30%, l'inflation de près de 25% et enfin l'explosion sociale concernant la tragédie nationale du 5 octobre 1988... Cela appelle également qu'il faut prévoir ce que va devenir notre économie à la lumière de l'événement de l'attaque terroriste contre le site gazier de In Amenas, voire encore, de l'évolution démographique aggravera la situation si l'on sait que 75% de nos besoins sont importés où nos réserves de changes peuvent devenir préoccupantes pour notre

balance de paiement en cas de baisse des cours du pétrole dans la mesure où l'équilibre du budget de la nation est tributaire du prix du baril de pétrole aboutissant aujourd'hui, un seuil de 110 dollars en dépit du déficit budgétaire ainsi généré pour la troisième année consécutive et de la faiblesse de la structure de nos exportations hors hydrocarbures. En effet, l'Etat poursuit depuis deux décennies une véritable bataille dans la réalisation des infrastructures et d'équipements collectifs, certes salutaires et répondant à une nécessité incontournable. Mais sachant que l'importance économique d'un pays se crée et se développe au risque de se répéter dans l'entreprise un secteur clé pour l'économie nationale dont notamment, il y a un écart cruel entre l'offre et la demande, plus cruel encore la fiscalité ordinaire et l'exportation hors hydrocarbures, qui posent de sérieux problèmes et suscitent des inquiétudes en matière de consolidation et de perspectives budgétaires. Cela va sans dire que, l'économie algérienne fonctionne par la demande et non par les incitations à l'augmentation de l'offre qui reste plus faible de manière permanente dans la mesure où on exporte 2 milliards de dollars hors hydrocarbures contre 50 milliards de dollars en importation soit près de 60% des recettes totales d'exportations et 75% environ de nos besoins. Prendre conscience de l'enjeu de l'entreprise, c'est prendre conscience de l'importance de l'économie de croissance et de développement économique et social d'un pays. Pour cela, nous avons suffisamment de richesses et d'espaces pour créer autant d'entreprises pour améliorer la situation et par conséquent donner une nouvelle vie économique et sociale aux algériens.

Comme en témoigne ces indicateurs, l'argent de la rente pétrolière continuera t-il, sinon, à nous hanter? Telle est la question qu'il faudrait enfin se poser aujourd'hui. Par contre, nous sommes très heureux de la conjoncture favorable du prix de pétrole, car notre pays en dépend presque totalement ça nous fait gagner une masse d'argent en devise forte supplémentaire, mais l'argent n'a de valeur que si l'on sait s'en servir pour en tirer profit dans la croissance et le développement économique durable.

Les réformes économiques complémentaires ou de mesures correctives que nous préconisons visent principalement à injecter un sang nouveau dans les entreprises, véritables enjeux de la croissance, de l'amélioration du pouvoir d'achat et de l'emploi. Il va sans dire, définir et intégrer de nouvelles politiques de gouvernance face aux nouvelles évolutions du monde de l'économie pour s'attaquer aux contraintes structurelles.

En premier lieu : le fonctionnement de l'administration fondement de : l'efficacité de l'Etat, la qualité de la réglementation, la lutte contre la corruption, la gestion des fonds publics, l'organisation régionale, la gestion des services publics, la gestion des villes, l'assainissement de l'environnement, le rôle et place de la société civile et des élites. En second lieu : la réforme de l'économie d'entreprise conforme au droit privé fondement de : l'efficacité économique demeure la préoccupation majeure des investisseurs. Cela suppose, simplification davantage des conditions d'installation, de liberté création d'entreprises, respect du droit

commercial, protection des droits de propriété industrielle et intellectuelle, règles et lois sur la concurrence et la transparence, la qualité du système fiscal, la qualité du système bancaire, et enfin, Laisser émerger les libertés d'initiatives et les idées novatrices, compte tenu de l'importance de l'implication des élus, des organisations professionnelles et de la société en général. C'est en somme donner à travers ces réformes une bonne base de développement de l'entreprise pour la mobilisation économique par rapport à l'économie de rente et contribueront certainement à faire évoluer la gouvernance économique du pays et par conséquent permettront à notre économie d'atteindre les performances en conformité avec les potentialités et les atouts dont disposent le pays

Dans cette optique, l'Algérie a besoin d'une économie locale avec plus d'Etat de droit et de justice sociale évincant les gestions autoritaires et bureaucratiques entra vantes par une juste répartition du produit intérieur brut revenus (PIB) notamment de la valorisation des ressources locales qui doivent profiter à l'économie future de l'Algérie, il y a nécessité pour notre pays d'aller vers la gouvernance et les mécanismes de la régionalisation comme étant une alternative pour rééquilibrer la politique socio-économique pour une meilleure efficacité des politiques publiques au niveau territorial.

En effet, dans cette nouvelle étape décisive, nos Assemblées élues et de l'administration locale deviennent compétitives, efficaces et qu'elles déploient à cet effet, des indicateurs économiques, financiers, sociaux et culturels. C'est dans ce domaine stratégique qu'elles sont appelées, aujourd'hui, à établir la connexion entre le développement local, l'entreprise économique, l'investisseur et, enfin, développer des rapports bien établis avec les citoyens, la société civile, l'élite, en leur qualité de sujets des grandes valeurs du progrès. Lesquels ont peu évolué jusque là, car il se trouve sur le terrain l'inexistence de normes de gouvernance de la société où l'algérien a perdu toute notion de travail et de rationalité. C'est aussi et surtout ces tensions sociales que connaît aujourd'hui notre pays, de façon accélérées avec une forte urbanisation et une forte domination des jeunes est en fait beaucoup plus rapide et problématique au plan social. Par ailleurs, le manque à gagner est important en matière de création de richesses, de revenus fiscaux, de valorisation des ressources et de revenus. En somme, une politique de l'offre qui consacre le développement économique local.

En résumé :

Cela doit constituer un aspect majeur d'un nouveau projet de politique budgétaire du pays auquel doit reposer les choix et les formes de la future économie et en finir avec la rente et l'esprit beylical persistant encore dans les rouages de l'organisation et la gestion de nos institutions et nos entreprises. D'où l'activité économique s'est sensiblement dégradée par rapport aux potentialités de production dont le pays dispose à travers les zones industrielles et ce malgré le soutien financier en concours définitif et d'énormes plans de relances économiques dont l'Etat investissait près de 45% du PIB pour une croissance de 3 à 5%.

*Financier et auteur de deux ouvrages :
« Comptabilité des sociétés et gouvernance des entreprises ».
mhamedabaci@yahoo.fr

Quand le rêve est encore permis

« I have dream ! ». C'est par la célèbre métaphore du révérend Martin Luther King que Souhila El Hachemi de la chaîne 3 radiophonique a conclu son émission « l'invité de la rédaction » du 18 février 2013.



PAR FAROUK ZAHAI

Quelques heures avant l'ouverture officielle de la Grande Exposition du cinquantenaire de l'agriculture qui se tient du 18 au 24 du mois courant, l'invité du jour, n'était autre que Dr Rachid Benaïssa, ministre de l'Agriculture et du Développement rural. Comme à l'accoutumée, Benaïssa qui sait mettre le métronome au diapason de l'écoute, communique de manière contagieuse son optimisme. Références, le discours, sauf, de toute circonvolution techniciste, fait que l'on s'y intéresse de bout en bout. Pour parler d'avenir, il faut revenir au passé, pas très lointain, du recouvrement de la souveraineté nationale.

A cette époque, l'Algérien ne mangeait souvent pas à sa faim, ne bénéficiait que de 1730 Kilocalories, la norme de l'Organisation mondiale de la santé étant de 2100, actuellement, la valeur énergétique alimentaire est, actuellement, de 3500 K. calories par habitant. Cette progression, est le résultat de la politique agricole imprimée au pays depuis l'indépendance. S'il est vrai que l'on ne savait pas faire, parfois, il n'en demeure pas moins que les fondements cardinaux de cette politique n'ont que sensiblement changé. L'objectif majeur en était l'auto-suffisance agricole, clé de voûte de la sécurité alimentaire nationale.

On oublie, souvent, que la Guerre de libération nationale, a été, dans sa grande dominante, faite par la paysannerie sans terre. Elle eut pour principal objectif, la récupération des terres agricoles, qui ne profitaient qu'aux seuls colons. On constatera que le monde rural traditionnel est en bonne place dans cette exposition.

On y verra des répliques de case-mates, des modèles d'habitat de montagne, de plaine et des zones steppiques et sahariennes.

On distingue dans l'évolution du secteur 4 phases chronologiques de déroulement. Celle de l'autogestion du patrimoine bien vacant, entamée au lendemain de l'indépendance, dès les années 70 c'est l'étatisation par le Révolution agraire, les années 80/92 furent consacrées à la révision structurelle du secteur et aux grandes réflexions. L'année 2000, a été l'année charnière où, il a fallu se réconcilier avec soi et de là avec ses valeurs. Le concept rural, venait parachever, une œuvre qui a connu, certes, des bonheurs différents mais dont les résultats sont palpables. La contrainte majeure qui constituait la pierre d'achoppement à la revitalisation du secteur, a été, le foncier agricole. Cette contrainte est, présentement, levée par voie de Loi. Consacrée déjà par la tradition, la propriété agricole privée est explicitement reconnue; d'ailleurs, sur le million d'exploitations agricoles, l'Etat ne possède que 174 fermes pilotes. C'est dire, tout le poids économique que représente le secteur agricole privé. La nouveauté vient du fait que les terres publiques sont concédées aux particuliers pour une jouissance de 40 ans. C'est à partir de 2009 que le concept de nouveau agricole, englobe celui de la ruralité. On ne peut envisager une ruralité sans le fait agricole.

On estime, actuellement, à 8,5 millions d'hectares de terre arable et un potentiel de 50 millions d'hectares à mettre en valeur dans les Hauts Plateaux et le Sud. Les principes fondateurs demeureront, la répartition durable de la richesse agricole sur l'ensemble du tissu social et sur tout du territoire national. Ce territoire, à la

dimension d'un continent, n'en demeure pas moins une fierté et un atout majeur. La volonté politique réaffirmée lors de la Conférence nationale en février 2009 à Biskra, a commandé d'adapter l'approche managériale à la riche diversité territoriale et à faire inscrire tous les partenaires dans un mouvement dynamique. Cette dynamique, a libéré l'initiative, l'accompagnement par le crédit agricole et la professionnalisation de l'acte agricole. Et c'est, sans doute, ce tryptique qui a suscité une croissance annuelle de plus de 13% observée depuis 3 ou 4 ans consécutifs. Ce résultat encourageant, n'écluse, cependant pas, la grande marge de progrès dont nous disposons encore. A titre illustratif, si l'on prend la production de la pomme de terre dont il est toujours question, le ratio par habitant en 1962 était de 21 kilos/an, il est, actuellement, de 103 kilos/an pour une population qui a triplé depuis lors.

En ce qui concerne, l'emprise du bâti sur les terres agricoles, on estime à 150.000 hectares distraits de leur vocation première depuis l'indépendance, et peut être plus. La récupération a, par contre, engrangé 350.000 hectares. Le phénomène de dilapidation est de moins en moins observé. Les textes législatifs et réglementaires rendent plus difficile l'accès au patrimoine agricole pour des raisons autres pour lesquelles, il est destiné. On dit aussi que le secteur agricole est le 4^e secteur en matière de croissance, après les hydrocarbures, l'hydraulique et les travaux publics; Benaïssa, affirme ne pas s'inscrire pas dans cette analyse. Le secteur qu'il dirige est dans ses volets, agricole, élevage et forestier, l'unique secteur fortement présent dans les 1500 communes du pays. C'est à travers lui que les pulsions socié-

tales font irruption, sa sérénité peut participer à celle de la communauté nationale. Ces valeurs ancestrales, labeur, persévérance referont cette Algérie profonde à percevoir autrement.

Autrement appréhendé, le monde rural positif par l'activité agricole créatrice de richesses, s'adosera aux divers réseaux constitué préalablement par des flux: Etat-privé, privé-privé, industrie agroalimentaire. D'ailleurs, cette dernière qui s'est construite sur l'apport externe de matières premières, se cherche de nouvelles sources d'approvisionnement internes. La vision, tente maintenant, d'inverser la tendance importatrice.

Les jeunes, doivent s'inscrire déjà, dans cette dynamique d'intégration économique pérenne, créatrice de richesses à forte valeur ajoutée et libératrice de toute dépendance alimentaire externe. C'est noble et beau à la fois. Ils ne doivent pas percevoir que l'aide financière de l'Etat, comme seul attrait, mais leur inclusion dans un monde nouveau où ils peuvent s'accomplir pleinement. Lors de la visite du Premier ministre à Saïda, un investisseur a eu la géniale idée de construire un engin issu de plusieurs marques agricoles qui permet la plantation de plants d'olivier. Il était à 200 hectares lors de la visite officielle, il est actuellement à près de 1000 hectares, avec une moyenne de 17 hectares/jour. Ce genre d'agriculteur est leader dans son domaine, il suscite l'émulation. C'est dans cet ordre d'idées que les clubs de producteurs, ont vu le jour. Celui des céréales et dont la barre de performance était fixée à 50 quintaux à l'hectare, a déjà dépassé le seuil des 80 qx/ha. Les priorités actuelles sont: Amélioration des rendements par la professionnalisation, protection environnementale et faire du retard technologique un atout.

Pendant que des pays, sont en butte à l'imprégnation chimique de leurs terreaux et tentent par

de couteuses techniques à apurer, les sols algériens sont encore vierges de cette spoliation plaçant les spéculations à la tête des produits dits « Bio ».

La politique des filières est inexorablement engagée, après celle des céréales, de la pomme de terre, du lait, de l'aviculture, d'autres sont entrain de voir le jour. La tomate d'El Oued et de Biskra, même si elle encore chère, est quand même sur les étals en plein hiver. Est-ce que le soutien de l'Etat au produit alimentaire de base, ne sera pas rapporté un jour ou l'autre, dites-vous? En l'état actuel des choses, l'Etat, à travers sa volonté politique affirmée et réaffirmée à plusieurs reprises, n'est pas disposé à mettre en situation de famine la population. La colonisation a assez fait pour ça.

Quant à l'auto régulation du marché, le concept de suppression des marchés de gros a fait long feu. On ne décrète pas, ex cathedra, un vœu pieux, mais on fait tout pour que la prospective retombe sur ses pieds. La régulation ne peut être générée que par la production soutenue et le stockage. Sans cela, point de salut! Sans tomber dans le poncif patriotique, que d'aucuns considèrent comme une tare, le Ministre conclut son entretien pour dire:

- « J'en appelle à tous les jeunes en cette journée commémorative du « Chahid », que ceux qui se sont sacrifiés pour libérer le pays, n'étaient pas plus âgés qu'eux. Ils n'avaient, parfois, que quinze d'âge et pourtant, ils ont consenti le sacrifice suprême pour que vivent leurs congénères dans la dignité retrouvée ».

-« J'aurais aimé, M.Rachid Benaïssa, avoir une caméra pour montrer aux auditeurs, votre regard qui pétillait quand vous parlez de votre secteur » Dit, à la fin de l'entretien, la journaliste à son invité.

-« Vous savez, madame... le fellah ne croit que ce qu'il voit ! » Répliqua-t-il.

Ah ! si on ouvrirait nos boîtes de Pandore !

Au début de ce mois de l'automne 2012 avait éclaté un scandale qui a défrayé la chronique en Allemagne et qui a vu en fin de compte, en ce début du mois de février 2013, la ministre de l'Éducation de ce pays remettre sa démission de son poste [1].

PAR MOHAMMED BEGHDAJ

Est-ce pour une affaire de corruption ? Non ! Est-ce pour une affaire de détournements de deniers publics ? Non ! Est-ce pour avoir reçu des pots de vins d'un fournisseur pour équiper les écoles de son pays ? Non ! Est-ce pour abus de pouvoir ? Non ! Est-ce pour abus de biens sociaux ? Non ! Est-ce pour avoir échoué dans la politique de son département ministériel ? Non ! Est-ce pour avoir subi un revers électoral dans son parti ? Non ! Est-ce pour un détournement de la volonté populaire de ses citoyens ? Non ! Non et non, rien de cela, fut uniquement pour une affaire d'éthique et de déontologie. L'argent n'est donc pas au milieu de ce remords comme on ne cesse de le voir dans notre pays.

Annette Schavan, dont-il s'agit ici, est accusée d'avoir plagié sa thèse de doctorat universitaire. L'université de Düsseldorf qui lui avait accordé son doctorat, tenez-vous bien en 1980, n'a pas hésité un seul instant à expliquer aux opinions scientifiques en particulier et publique en général que madame la ministre, de surcroît également responsable de la recherche dans son pays, avait « systématiquement et délibérément » triché en écrivant sa thèse de philosophie. C'est grâce aux fortes critiques d'un simple enseignant de cette université, relayées ensuite par le journal Spiegel, que les choses s'étaient accélérées par la prise en charge du dossier par la commission de l'université chargée de délivrer les doctorats qui avait ensuite décidé, le 12 décembre 2012, d'ouvrir une enquête pour mettre au clair cette affaire. En toute liberté et en toute

transparence, l'université a finalement invalidé le titre de Doctorat de la ministre.

Comme on le constate fort bien, les commissions sont créées pour aller jusqu'aux bouts de ses investigations les plus profondes et non s'arrêter brusquement en les détournant de leurs objectifs dès qu'elles butent sur des grosses légumes. Dans le cas où ce type de commissions serait enfanté chez nous, combien de scandales auraient éclaté sur nos figures ? Combien alors de diplômés seraient-ils invalidés ? Portons à la connaissance des lecteurs que celle qui est députée depuis 2005 et qui fut, durant 4 années, la vice-présidente de l'Union Chrétienne-Démocrate (CDU), derrière la présidente, sa chancelière Angela Merkel et également son amie proche de longue date, a décidé de quitter librement son fauteuil, rongée par cette question de pure moralité. Comme elle l'avait déclaré, elle avait déposé sa démission pour ne pas traîner les conséquences d'une telle procédure sur son ex-ministère, sur les épaules de son gouvernement et sur le dos son parti qui affronterait les échéances des élections législatives dans moins de 8 mois. La démissionnaire rajoute que « Cela ne va pas, la fonction ne doit pas être salie » ! Est-ce que cette moralisation de la vie politique verrait-elle le jour chez nous ? Je sens que beaucoup de citoyens seraient pessimistes sur la question qui ne mériterait même pas d'être posée.

Cet exemple de pays de la transparence comme l'Allemagne, n'est pas à sa première dans son tableau de chasse. En effet, en mars 2011, c'était le ministre allemand de la défense Karl-Theodor zu Guttenberg,

accusé lui aussi de plagiat, qui passait à la trappe [2]. L'université de Bayreuth (à ne pas confondre avec le Liban, cette université se trouve dans la région de la Bavière en Allemagne), où il avait obtenu en 2007 son titre de Docteur en droit, avait annoncé par la voix de son président le retrait le titre du diplôme au ministre. Elle l'accuse de « ne pas avoir donné lieu à un travail scientifique correct » sans toutefois qualifier son travail de plagiat. Ses détracteurs l'ont surnommé le « Baron copier-coller » ou « Baron von Googleberg ».

Pour avoir recopié dans sa thèse des passages entiers sans citer leurs auteurs. Le ministre n'a pas non plus fui ses responsabilités en répondant pendant plus d'une heure aux questions des députés du Bundestag (chambre basse du Parlement Allemand), tout en reconnaissant avoir commis des « fautes graves » dans la rédaction de sa thèse, mais en rejetant les accusations de plagiat par l'opposition qui le traitait de : « menteur et imposteur ».

Pas loin de l'Allemagne, c'était le président hongrois Pal Schmitt en personne qui abandonnait ses charges présidentielles en Avril 2012 pour une affaire semblable après s'être vu retiré par le Sénat de l'Université Semmelweis de Budapest son titre de Docteur en affirmant que sa thèse de Doctorat ne répondait pas aux « méthodes scientifiques, ni éthiques » [3]. Le président ne cessait de plaider non coupable. Mais la sentence est tombée : « Puisque selon la constitution, la personne du président doit représenter l'unité de la nation hongroise, et que ma personne est malheureusement devenue synonyme de division, je sens que mon devoir est de me

séparer de mon poste », avait souligné le chef d'état hongrois, mort dans l'âme, devant la chambre des députés. C'était aussi un hebdomadaire hongrois HVG qui avait révélé l'affaire en présentant des passages de la thèse de Pal Schmitt, 69 ans qui s'avérait comme une traduction du texte en français d'un expert bulgare. Le couperet est lâché, le parlement avait accepté sa démission, avec 338 voix pour, 5 contre et 6 abstentions.

Un simple conseil scientifique d'une université qui fait tomber un président ! Il fallait vivre pour le croire dans un pays qui n'était pas plus tard hier dans le même système que nous. Des chemins diamétralement opposés sont parcourus par les deux, l'un pour un progrès sans cesse grandissant et le nôtre pour un marasme profond à rendre malade tous les sincères et honnêtes de ce pays.

« Khali Elbir Beghtah (Laisse le puits avec son couvercle) ! », comme m'avaient répondu certains amis sur Facebook lorsque j'avais posé la question si on pourrait un jour ouvrir nos boîtes de pandore. Une amère conclusion pour un dossier qui mérite toutes les attentions particulières si on veut que le pays puisse un jour espérer sortir de la bouteille dont l'issue s'obstrue sans fin avec un air qui se carbonise davantage.

Références:

- [1] http://www.lemonde.fr/europe/article/2013/02/09/accusee-de-plagiat-de-these-la-ministre-allemande-de-l-education-demissionne_1829628_3214.html
- [2] <http://www.lemainelibre.fr/affaire-plagiat-le-ministre-allemand-de-la-defense-privé-de-son-doctorat>
- [3] <http://www.liberation.fr/monde/01012399894-accuse-de-plagiat-le-president-hongrois-demissionne>

Des chevaux et des vaches

Depuis des millénaires, les équins ont été à cheval sur le four et le moulin. En d'autres termes, ils faisaient des travaux agricoles, transporter les gens et marchandises, incorporés à la cavalerie d'assaut pendant les guerres, les sports hippiques et, a la fin, carrément tués et mangés par les bêtes fauves des cirques voire le genre humain perturbant, depuis longtemps, la chaîne alimentaire de l'ensemble des écosystèmes mondiaux.

Par Ali BRAHIMI

Cette semaine, certains consommateurs Européens ont dégusté, sans qu'ils sachent d'après leurs propos, du bifteck chevalin surgelé. En revanche, on sait que les restes des corps, de ces animaux, ont été séchés puis triturés, avec les tourteaux (des oléagineux et légumineuses.), en tant qu'aliments du bétail qui est ainsi mangé par le genre humain à la merci des risques de carcinomes d'estomacs et les altérations de fonctionnement du cerveau (encéphalopathies) transmissibles par les bovins.

A l'exemple des vaches folles, durant les décennies 1980. 90, qui ont polarisé l'inquiétude des médias, l'opinion publique mondiale ainsi que les gouvernants et l'ensemble des scientifiques et les institutions de recherches de la santé publique. C'était le début des grandes peurs intercontinentales y compris celles vis-à-vis des oiseaux qui portent, dit-on, le redoutable virus de la grippe aviaire, ensuite celle porcine et tant d'autres vraies et fausses alertes qui ont fait le bonheur des uns (les fabricants de vaccins, politiciens véreux, les médias...) et le malheur des autres (les craintes de la population mondiale, les pharimaneuses dépenses en médicaments) ainsi exploités comme des...vaches à lait

Ces comportements craintifs, voire niais et absurdes puisque ils sont causés par l'inattention du genre humain lui-même, puisent leur origine des systèmes politiques, féodaux et esclavagistes, depuis les siècles précédents, relayés actuellement par ceux dictatoriaux. La première révolution industrielle, qui a eu lieu en Angleterre au XVIII^e siècle, a énormément participé à l'élimination du féodalisme et l'amélioration des conditions de vie d'une partie de la population notamment Européenne. Cette révolution, des mentalités et subsequmment des comportements culturels et culturels, s'est propagée dans l'ensemble de l'Europe, déclenchera le processus de rénovation des esprits ainsi que de nouveaux modes de productions dont celui agricole qui a participer à l'autosuffisance alimentaire de l'Europe, autrefois importatrice en produits agricoles, après des siècles de disettes et de ravageuses épidémies périodiques.

Cependant, ces transformations sociopolitiques, économiques, culturelles et culturelles, n'ont pas été obtenues du jour au lendemain. A titre d'exemple, en Angleterre, cela a commencé avec la révolution et les guerres civiles au plan interne, qui ont duré des décennies et paradoxalement des inventions révolutionnaires, ensuite des réformes politiques dont l'instauration de la monarchie parlementaire ouvrant la voie à d'autres conquêtes territoriales et industrielles, au plan interne, qui ont fortifié la couronne de la Grande-Bretagne et par ricochet la Démocratie naissante chez les autres pays d'Europe attirés par les vertus de la justice sociale qui les a propulser aux importantes conquêtes scientifiques et le progrès social jusqu'aux années folles de 1920 et 1930 menant, paradoxalement, à la 2^e Guerre Mondiale et ses malheurs dont la famine a telle enseigne que les gens se nourrissaient de chevaux, ânes et mulets, voire des rats et souris vecteur des maladies ravageuses dont le typhus, les fièvres etc. Le peuple Algérien a payé un lourd tribut en dizaines de milliers de jeunes gens et des centaines de milles d'équidés exportés en France

A propos des conquêtes scientifiques, le cheval «pur-sang Anglais» est le résultat, de nombreuses sélections génétiques (probablement aussi avec le mustang d'Amérique du Nord), du croisement de juments anglaises et d'étalons arabes. Il serait utile aussi de noter que l'insémination artificielle a été inventée et propagée partout par les arabo-maghrébins de l'Andalousie qui ont croise la race Arabe, qui est svelte, rapide et a crinière lisse et peu touffue, sur celle du Barbe, typique aux pays du Maghreb, qui est lourd, fort et a poils fournis. Après la chute de l'Andalousie, la Renaissance en Europe a bizarrement coïncidé avec la décadence des pays arabo musulmans sous protectorat de l'empire ottoman qui a fait disposer, notamment le Maghreb, à l'impuissance et la division des rangs et donc à la colonisation de peuplement et d'exploitation pour l'Algérie et de protectorat en ce qui concerne les autres pays Maghrébins

Cette semaine, le Maghreb a fêté, dans l'indifférence et la désunion voire la désillusion, le 24^e anniversaire de la création de l'UMA.

Hélas, cette union n'était pas sérieusement ancrée ni dans les esprits, des élites politiques de l'époque, encore moins dans la volonté des peuples, afin d'insuffler d'ambitieux projets de valorisation des immenses potentialités minières et agricoles dont les élevages liés aux terroirs. Malheureusement, le fameux grenier des céréales de Rome est devenu celui des mécontentes et des... charançons.

Pourtant, les pays du Maghreb ont encore des possibilités avérées afin qu'ils puissent affronter de face leurs conflits et régler les différends et d'aspirer à de meilleurs lendemains. Pour le moment, ils font tout le contraire voire s'accuser mutuellement de tous les maux : trafic de drogues, incursions des terroristes, etc., comme si c'est spécifique au Maghreb, et surtout échanger des insultes, inadmissibles, formulées par des sous-entendus en tous genres, y compris dénigrer et humilier la vie privée des dirigeants.

Et ce qui est d'autant insupportable et triste, ils créent des basses besognes et fausses ententes réciproques afin de reporter plus de 80 accords signés dont 6 ont vu le jour depuis un quart de siècle. Pourtant, malgré les brrouilles et mécontentes, une communauté économique Maghrébine pourrait aplanir les désaccords actuels et surtout débayer les grands chemins de la rénovation, au profit des futures générations, dont notamment les secteurs agricole, minier et socioculturel.

En effet, les filières de l'élevage bovin laitier et le maraichage, sans compter les autres possibilités dont industrielles, pourraient constituer un socle fondateur à cette union, à plus forte raison qu'il existe une volonté, certes chancelante voire ankylosée pour le moment, de renforcer la coopération et la fraternité entre tous les peuples Maghrébins enfin débarrassés des idées reçues et celles derrière la tête. Hélas, les vieilles habitudes et rancunes sont enragées A titre d'idées, parmi d'autres, la vache Maghrébine, malgré sa petite taille et le peu de lait engendré, est en revanche une grande productrice beurrière de qualité. A présent, elle se raréfie chez-nous. Afin de conserver son potentiel génétique formidable, une révolution, dans le développement de l'élevage moderne, s'avère indispensable à l'échelle du Maghreb.



Pour le moment, l'Algérie importe des milliers de vaches qui, à partir de l'âge de 8 ans encore valides voire gestantes, se retrouvent reformées (alors qu'habituellement et normalement c'est à partir de 12 années) sont vendues aux bouchers en train de se sucrer deux fois sur le dos des deniers de l'Etat. Des statistiques chiffrent à des centaines de têtes égorgées par jour et remplacées par des génisses importées, d'Europe, par d'autres millions d'Euros et dollars. Et ainsi de suite.

A l'évidence, les filières bovine chez-nous et chevaline chez les autres, (devancée par celle de nos ânes transformés en viande hachée et merguez), parmi un tas de sujets d'actualités liés aux malversations dont tout le monde en parle ces derniers temps, sont gangrenées par les malversations de haute volée et voltige. A l'image des Hydrocarbures de chez nous et supervisés ailleurs. Une razzia programmée et exécutée par les têtes de listes de la corruption ! En ce qui concerne les autres filières socio politique, économique, culturelle, les gouvernants du monde arabe continuent d'essayer de museler et à abattre les vifs chevaux d'une part et, d'autre part, affairés à nourrir et traire les vaches malades qui regardent passer le train de l'Histoire du monde !

Multinationales et paradis fiscaux

Par Michel Fourriques*

A un moment où les gouvernements occidentaux exigent des sacrifices de leur population, l'idée même que les multinationales puissent quasiment se soustraire à l'impôt est devenue insoutenable pour les contribuables, mais aussi pour les Etats à la recherche de recettes fiscales nouvelles ou complémentaires. Aux Etats-Unis, 1 700 milliards de dollars échappent au fisc américain ; 2 000 milliards de dollars pour l'UE.

C'est pourquoi, après la lutte contre les paradis fiscaux, l'OCDE veut s'attaquer aux stratégies d'optimisation fiscale agressive des multinationales (V., le rapport de l'OCDE, «Lutte contre l'érosion de base d'imposition et le transferts de bénéfices»).

Il a servi de base aux discussions des gouvernements réunis lors du G20 Finance à Moscou les 14 et 15 février dernier.

LE SYSTÈME ACTUEL D'IMPOSITION

Les administrations fiscales traitent les sociétés transnationales comme si elles étaient des entités distinctes opérant dans des pays différents, ce qui leur laisse toute liberté de transférer leurs bénéfices dans le monde entier en fonction de l'offre fiscale des Etats ; et cette offre est considérable compte tenu de la concurrence fiscale entre les Etats et de l'existence des paradis fiscaux (qui ne sont pas morts). Ce système remonte aux années vingt, à l'époque de la Société des nations (SDN).

LA PRATIQUE LÉGALE : L'ÉVASION FISCALE

Les multinationales créent des fi-

liales ou des succursales dans différents pays, soit pour mener des activités spécifiques, telles que les transactions financières, la fourniture de conseils ou autres, soit pour agir comme des sociétés de détentions d'actifs (Holdings passives).

Ensuite, les bénéfices du groupe sont orientés vers des filiales implantées dans des paradis fiscaux, d'où une imposition globale du groupe qui peut être très faible.

Les multinationales délocalisent ainsi intégralement la matière taxable ou le profit sans que l'activité économique suive. Selon le pays où elle se trouve, la filiale pourra rémunérer la maison mère en versant des intérêts, qu'elle pourra déduire fiscalement, tandis que la mère touchera des dividendes, partiellement exonérés.

Ainsi, par exemple, dans le domaine des éléments incorporels, en particulier, où se situe aujourd'hui l'essentiel de la richesse dans la chaîne de création de valeur, une entreprise va pouvoir, par exemple, localiser ses actifs à Singapour ou aux Bermudes où la fiscalité est faible, tandis que la recherche et développement va se faire dans un autre Etat.

On aboutit ainsi à la délocalisation des profits dans des pays à faible fiscalité permettant la réalisation de taux effectifs d'imposition de 3 ou 4 % au niveau du groupe.

L'EXEMPLE DES GÉANTS DU NET EN MATIÈRE D'IS

Les géants du Net (Google, Microsoft, eBay, ...) ont créé des filiales au Pays-Bas ou en Irlande, et font transiter des flux financiers entre ces pays. A la fin du montage, les bénéfices se trouvent aux Iles Caimans ou aux Iles Vier-

ges, taxés à 2 ou 3 % (2,4 % pour Google) ; le taux tombe quasiment à zéro en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne.

Microsoft a mis en place un montage ingénieux : l'argent échappe au fisc français. En effet, elle a adopté, dans ce pays, depuis 1994, le statut d'agent commissionné. Elle déclare ainsi au fisc français uniquement une commission sur les ventes réalisées en France. Concrètement, «Microsoft France» est l'agent commissionné d'une société irlandaise (Microsoft Ireland Operations Limited). C'est vers cette société irlandaise que remontent toutes les ventes en Europe, en Afrique et au Moyen Orient. Cette société irlandaise ne paie en Irlande que 76,5 millions d'euros d'impôt sur les bénéfices.

Ceci s'explique par d'importantes royalties payées pour l'utilisation des logiciels Microsoft. Selon une enquête du Sénat américain, ces royalties se sont élevées à 9 milliards de dollars en 2011. Ces royalties sont payées à une autre société irlandaise (Microsoft Ireland Research), qui elle-même achète le droit d'usage des logiciels. «Microsoft Ireland Research» achète ces droits pour 2,8 milliards de dollars, et les revend trois fois plus cher, ce qui lui permet d'enregistrer des profits considérables (4,3 milliards de dollars).

Ces profits partent ensuite aux Bermudes. En effet, «Microsoft Ireland Research» appartient à «Round Island One», une société opérant en Irlande, mais qui bénéficie du régime fiscal des Bermudes.

Par ailleurs, les ventes dans les Amériques passent par une filiale basée à Puerto Rico, qui appartient

à une filiale installée aux Bermudes. Le même montage a été mis en place pour les ventes en Asie.

Au final, les logiciels de Microsoft sont essentiellement développés aux Etats-Unis (qui représentent 85% du budget de R&D), mais le droit d'utilisation des logiciels est ensuite transféré à l'étranger, et ensuite refacturé au prix fort.

Ainsi, «Microsoft Ireland Research» paie 30% de la R&D du groupe, alors qu'en réalité, elle réalise moins de 1% de la R&D du groupe. Ce montage a ainsi permis de réduire de 2,43 milliards de dollars l'impôt qui aurait dû être payé aux Etats-Unis.

Une bonne partie du chiffre d'affaires réalisé aux Etats-Unis échappe aussi au fisc américain, ce qui a permis à Microsoft d'économiser 4,5 milliards de dollars d'impôts en trois ans.

Normal, car 47% des ventes aux Etats-Unis transitent fiscalement par Puerto Rico. Or l'île est aussi un paradis fiscal, qui bénéficie d'un taux d'impôt sur les sociétés : environ 2% dans le cas de Microsoft.

LA PRATIQUE SOUVENT ILLÉGALE : LES «PRIX DE TRANSFERT»

Les entreprises fixent les «prix de transfert», ceux auxquelles les différentes filiales d'un même groupe s'échangent des biens et des services, de façon à transférer leurs bénéfices des différentes entités de manière à délocaliser la marge brute dans des pays à faible fiscalité. En effet, les prix de transfert sont les tarifs auxquels les entreprises facturent des services ou des marchandises à leurs entités basées à l'étranger.

En vertu du principe de pleine concurrence, qui prévaut dans les pays de l'OCDE, ceux-ci doivent normalement être alignés avec les prix qui seraient pratiqués avec un tiers, afin de ne pas favoriser les échanges intra-groupes.

Bien entendu, dans la pratique, entre mêmes entités d'un groupe, on a tendance à se faire des «cadeaux» au détriment des recettes fiscales des Etats.

A Moscou, les ministres des finances du G20 se sont donné rendez-vous en juillet pour étudier «le plan d'action complet» que l'OCDE aura entre-temps préparé. «Nous sommes déterminés à définir des mesures pour répondre aux enjeux d'érosion des bases et de pratiques d'optimisation fiscale, à prendre des actions collectives nécessaires», ont-ils indiqué dans leur communiqué final.

Le travail de l'OCDE va être divisé en trois. La Grande-Bretagne prendra la tête d'un groupe de travail de l'OCDE sur la tarification des transferts de bénéfices. L'Allemagne présidera celui qui se penchera sur l'érosion de la base d'imposition, tandis que la France étudiera avec les Etats-Unis une refonte des normes juridiques s'appliquant notamment au commerce électronique.

Ce travail est phénoménal car il ne s'agit pas moins de refondre les normes fiscales internationales et celui-ci ne pourra vraiment aboutir que lorsque les paradis fiscaux seront réellement «morts», ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, car tous ces montages défiscalisant (légaux et illégaux) les utilisent.

*Enseignant chercheur associé Sciences Po Aix (France) Professeur à l'ESAA (Algérie)

Human right, humain left

Les droits de l'Homme, quels droits et selon quelles conceptions : le point de vue du HRW ou du moins de son deputy director sur l'Algérie. Faites-vous une idée sur le comment nous sommes vus à travers le prisme de ceux censés défendre ces droits des Humains.

PAR BACHIR BEN NADJI

Au début du mois de février de cette année (2013), il m'a été donné de lire, de parcourir et de relire plusieurs fois un entretien réalisé par un journal électronique algérien avec le directeur de Human right watch, Eric Goldstein. Et là et au-delà du contenu des déclarations de ce monsieur sur lesquelles je reviendrais, j'ai été obligé de faire un petit test de recherche de ce nom pour au moins connaître qui il est. Hé bien figurez-vous que Google m'a donné en l'espace de 0,36 secondes, environ 247.000 résultats (très connu le mec !). J'ai encore une fois posé la même question au même moteur de recherche, en ajoutant bien sur sa fonction, hé bien encore une fois et en l'espace de 0,30 secondes, environ 1.190.000 résultats me sont «jetés» sur la face. Hé oui, qui peut le connaître mieux que Google ! Et là je m'en suis tenu à cette recherche et je n'ai pas voulu le rechercher sur d'autres supports, pour m'éviter et aussi vous éviter une avalanche de ... résultats.

Le monsieur est (source Google) un expert de la Tunisie, de l'Algérie, du Maroc et du Sahara occidental. Je voudrais bien savoir comment l'on peut obtenir cette expertise, quelle école ou université dispense un enseignement en matière de droits de l'Homme dans cette partie de la planète. Et puisqu'il y a les trois pays du Maghreb, pourquoi ne pas avoir ajouté la Libye et la Mauritanie qui font partie du même ensemble géographique dans cette même expertise (question à deux sous !) ?

Trêve de commentaires sur ce monsieur et attaquons-nous au contenu de cet entretien assez intéressant. Et là vous aurez des surprises, surtout ceux qui n'ont pas eu la possibilité de lire ses réponses. Hé bien nos amis du journal électronique ont voulu avoir un aperçu sur les critiques de HRW quant à la situation des droits de l'Homme en Algérie. Et ce gus d'affirmer tout de go que cette «situation reste critique dans le sens où la société civile demeure quadrillée, verrouillée, sans la possibilité de manifester pacifiquement dans la capitale».

Et de un, pour lui, l'Algérie c'est la capitale. Et qui sont les gardes communaux qui ont «bouclé» Alger, il n'y a pas si longtemps. Sont-ils des extra-terrestres ou des algériens. Et les étudiants, et les médecins. Et, et, et... Ça rien que pour Alger.

La meilleure vient après. Ce Goldstein, expert, semble se plaindre en déclarant que «les ONG sont fragilisées». Par quoi dirais-je ? Par... «la nouvelle Loi sur les associations», et tenez-vous bien, «les syndicats autonomes sont sans grande marge de manœuvre». Que veut-il dire par marge de manœuvre ?

Hé bien, il dira que «même après le début de la violence, suite à l'arrêt du processus électoral il ya eu plus de libertés pour la société civile que maintenant». Oui dirais-je, dans les années 90 les gens de la société civile avaient plus de libertés de se faire zigouiller par ceux qu'il a lui-même soutenu par souci démocratique. Tenez-vous bien, il dira, optimiste, «qu'il est possible que les choses évoluent». Dans quel sens ? Il ne le dira pas, peut-être qu'il pense à «grandes œuvres» de son ami et coreligionnaire BHL.

La deuxième question a eu trait à l'existence d'une réelle volonté de changement chez les autorités algériennes. Hé oui, le deputy director of HRW revient sur les intentions du président Abdelaziz Bouteflika de vouloir revoir certaines lois en 2011. Pour lui, «après leur promulgation, il s'est avéré que ces textes n'ont pas été réformés pour donner plus de libertés». «Bien au contraire», rétorquera-t-il.

Enfonçant le clou, il citera l'exemple selon lequel «les ONG sont fragilisées par les restrictions sur le financement provenant de l'étran-



ger». Rien que ça ! dirais-je. Hé oui, monsieur veut que les ONG algériennes reçoivent de l'argent de l'étranger. Et puis quoi encore, comme l'a si bien dit M. Sellal quand il s'est agit de donner aux autres nations le timing de l'assaut de l'ANP à Tiguentourine.

Le monsieur laisserait son fils âgé de 14 ans ramener de l'argent en dollars de chez des inconnus. Qui seraient ces mères Theresa qui financeraient des ONG algériennes, et contre quels services ? Serait-ce pour haute trahison ou pour des BA (bonnes actions de... boys scouts) ? Hé bien non monsieur, ces restrictions resteront en vigueur (je ne suis pas un décideur, mais un algérien jaloux des prérogatives de son pays de refuser que ses ONG made in Algérie ne reçoivent pas un rond de qui que ce soit ! Et pensez tout ce que vous voulez, même si pour vous, comme vous le dites si mal, «les engagements en faveur des réformes n'ont pas été tenus».

Sur la question relative à la reconnaissance par les pays occidentaux des efforts de l'Algérie dans ce domaine, monsieur Goldstein a un autre avis. Pour lui, «les droits de l'Homme en Algérie ne font pas partie des priorités de ces pays». Il pense que cette question est rarement soulevée par ces pays qui n'ont que des intérêts liés aux hydrocarbures et à la lutte antiterroriste dans la région du Sahel. Oh la-la !, à le croire les gouvernements occidentaux ne font que flatter l'Algérie. Il va jusqu'à «dénoncer» l'Union européenne d'être molle avec l'Algérie en matière de droits de l'Homme.

Et là, il enfonce un autre clou. Pour lui, et sans vergogne, il avance que «l'Algérie a utilisé le prétexte -ou la réalité- du terrorisme pour briser la dissidence pacifique». Rien que ça. Monsieur veut que la dissidence pacifique, laquelle ?, arrive à ses fins, lesquelles ?

Hé bien figurez-vous qu'avec tout ce que Goldstein a avancé comme propos, il n'a pas d'antenne HRW en Algérie. A ce sujet, il dira que son organisation n'est pas autorisée à se rendre en Algérie. Il assimile notre pays à l'Arabie saoudite et à la Syrie qui refusent des visas aux délégations de HRW. Et sans scrupules, il indiquera que chez nos voisins de l'Est et de l'Ouest, «les occidentaux n'ont pas besoin de visa et peuvent entrer facilement». Il omet de dire que nous aussi nous ne pouvons pas entrer dans les pays occidentaux avec facilité. Il regrette que les demandes de visa de HRW sont refusées depuis trois ans. Donne-t-il des explications dans ce sens, non ! Il souhaite seulement «un changement de politique en Algérie vis-à-vis des

ONG étrangères», ce qui leur «permettra de venir pour dialoguer avec la société civile... et avec les autorités». A quel sujet ? Il ne le dira point et on le devine. Son seul...souci, c'est les droits de l'Homme pardi !

Sachez chers lecteurs que pour travailler sur l'Algérie, le deputy director de HRW, expert de quatre pays du Maghreb (le 4ème c'est le Sahara occidental) clame tout haut que «l'Algérie n'est pas un pays ou personne n'ose parler». Qui aurait pensé le contraire, dirais-je encore une fois ?

Monsieur compte sur les défenseurs des droits de l'Homme, des avocats, des victimes (de quoi ?) «qui donnent des informations au téléphone, par email ou lors de rencontres à l'extérieur du pays». Il le dit tout haut qu'il ne nous assimile pas à la Corée du nord car son organisation peut «toujours avoir des éléments».

Mais il veut quand même avoir des visas pour se déplacer en Algérie «pour discuter» et «avoir une vision globale et plus nuancée». A ce que je comprends, les informateurs ne suffisent pas, ils peuvent peut-être lui mentir. Il semble rendre hommage à la société civile et à la presse, qui sont selon lui, «en train de bouger et de lutter», une découverte pour ce Goldstein. Il n'oublie cependant pas de souhaiter que l'Algérie se retrouve parmi «les pays qui se montrent plus ouverts aux ONG étrangères», bien sur sans les nommer. A mon tour de lui dire qu'il peut par mail demander au ministère algérien des Affaires étrangères de lui fournir le nombre d'ONG étrangères qui travaillent avec l'Algérie et le nombre de visas accordés à celles qui ne lui ressemblent pas à HRW en matière d'objectivité et de partis pris. L'Algérie à ses amis et ses ennemis, elle sait faire la différence entre le bon grain et l'ivraie. A bon entendeur salut !

Je ne terminerais pas cet écrit sans rendre hommage aux «forumistes» du site du journal électronique en question qui ont identifié Eric Goldstein, lui, (ses origines !), et son HRW, ses visées et ses silences devant ses ... carences et les millions d'atteintes aux droits de l'Homme dont souffrent les palestiniens et d'autres peuples de la planète Terre. Ces «forumistes» lui ont reproché aussi son silence au moment où le peuple algérien se faisait égorger par les hordes terroristes dans les années 90, la position de son organisation lors de la décennie rouge ou noire. Il faut dire qu'ils n'ont pas été tendres avec lui ni avec les lobbies qu'il défend et sa conception des droits de l'Homme à géométrie variable.

LA CHRONIQUE DU BLEND



Paris : Akram Belkaïd

François Hollande oublie la lutte contre les discriminations

Les socialistes français seraient-ils d'indécrottables menteurs pour ce qui concerne la lutte contre les discriminations dont souffrent les populations d'origine étrangères ? Depuis le début des années 1980, l'histoire ne cesse de se répéter. D'abord, des promesses, de beaux discours et une volonté proclamée d'être différent de la droite en ce qu'elle peut véhiculer comme discours xénophobe et excluant. Ensuite, une fois l'élection, présidentielle ou législative, remportée, vient le renoncement, le discours dit réaliste et l'agacement à l'égard de celles est ceux qui espéraient que les promesses seraient tenues (*). Des promesses et de la déception, c'est aussi cela la gauche socialiste (de retour) au pouvoir.

Depuis le mois de mai dernier, les choses ont-elles changé pour ceux que l'on désigne par l'expression Français d'origine étrangère, comprendre les Noirs et les Arabes ? La réponse est évidemment non. Si le gouvernement s'est pleinement engagé dans certaines batailles clivantes, à commencer par celle du mariage pour tous, il a repoussé aux calendes grecques l'urgence d'une politique de lutte contre les discriminations. Oubliées donc les belles promesses électorales d'une France pour tous, sans aucune exclusion. Oublié le constat selon lequel l'égalité des chances est une urgence nationale au nom d'une cohésion sociale en lambeaux.

Et, comme toujours, ce renoncement est présenté comme une nécessité tactique du fait d'un contexte politique difficile. On connaît les arguments avancés : ne pas donner raison à l'extrême-droite ou, tout simplement à la droite. Attendre des circonstances particulières qui, comme la Coupe du monde de football 1998, pourraient permettre au gouvernement de convaincre la population française qu'il est temps d'honorer ce terme d'égalité dont on finit par se demander pourquoi il est inscrit au fronton des mairies.

Pour l'étranger, pour le fils ou la fille de l'étranger, pour celui qui a la peau noire ou qui porte un prénom inhabituel, pour l'arabe ou le musulman, les temps sont loin d'être faciles et il flotte comme un air de «sarkozie» dans la France de François Hollande. Au ministère de l'intérieur, est désormais installé Manuel Valls, héritier direct, pour ne pas dire clone, de l'ancien président français. On n'y parle pas d'égalité, d'accueil ou de lutte contre les discriminations à l'emploi et au logement – les deux maux les plus insidieux de la société française. Non, on continue de jouer au matamore, on clame que l'on va continuer à cogner les uns et à expulser les autres. Dans le métro parisien, dans les gares, sur les routes, le contrôle au faciès n'a pas disparu, loin de là.

Pour dire les choses de manière simple, l'étranger continue d'être brutalisé. Quant au Français d'origine étran-

gère, il ne cesse d'attendre qu'on l'aide à crever ce plafond de verre qui empêche son ascension sociale. On pensait que les émeutes de 2005 et de 2007 avaient provoqué une prise de conscience salutaire. C'était une erreur. La crise de 2008 est passée par là et, avec elle, une provincialisation de la classe politique française, incapable d'imaginer son travail et son engagement uniquement que par le biais de la frénésie sondagière et de l'usage d'expédients concoctés par de savants communicants. Droite ou gauche, c'est kif-kif...

Prenons la question du droit de vote aux élections locales pour les étrangers. Un pas en avant, trois en arrière. Un matin, c'est à l'ordre du jour, le lendemain ce n'est plus d'actualité. Quelle désinvolture, quel mépris ! Pour donner le change, on parle de faciliter les naturalisations. Comme si cela pouvait être possible. Comme si cela pouvait constituer une sorte de compensation au fait de ne pas considérer comme égaux un étranger européen (qui a le droit de vote) et un étranger non-européen. On peut estimer que cette affaire du droit de vote pour les étrangers n'est pas prioritaire. Il n'en demeure pas moins qu'elle reste symbolique des tergiversations des socialistes pour ne pas parler de leurs ambiguïtés.

Il est temps de dénier ouvertement à la gauche socialiste sa qualité de courant politique intrinsèquement progressiste. Car, c'est cela qui crée le malentendu. «Nous sommes socialistes, nous ne pouvons être racistes ou indifférents aux souffrances des Français d'origine étrangère voire des étrangers eux-mêmes» : c'est le discours que tiennent souvent les responsables de la rue Solferino et leurs ouailles. Et c'est ce propos qu'il ne faut plus prendre pour argent comptant. Les socialistes au pouvoir et leur ministre de l'intérieur néoconservateur, n'ont rien à envier à Nicolas Sarkozy. Et il leur faudra désormais faire leurs preuves pour démontrer le contraire.

A ce sujet, les élections municipales prévues en 2014 seront un grand test. Outre la question du vote des étrangers, on regardera avec attention la composition des listes électorales. Mais, le pari peut d'ores et déjà être pris. La «discipline du parti» et les exigences du «principe de réalité» vont, encore une fois, décevoir nombre d'attentes car, en l'état actuel, on voit mal le parti socialiste se transformer soudainement, en héritier de l'égalité des chances. Et, d'ici là, on peut toujours rêver de voir la question des discriminations être posée en tant que priorité des priorités nationales.

(*) Lire à ce sujet, «La lutte antidiscrimination ou la promesse oubliée», tribune publiée dans Le Monde daté du 15 février 2013 par Amirouche Laïdi (président du Club Avernoes), Charles Aznavour (artiste), Saïd Taghmaoui (acteur) et Fadila Mehal (présidente des Marianne de la diversité).



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

EL SHARIKA EL DJAZAIRIA EL OMANIA LIL ASMIDA AOA Spa, lance un avis d'appel d'offres national ouvert pour le choix d'un prestataire pour le transport de son personnel.

Les sociétés intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès du :

Bureau du service juridique de la Société AOA Spa situé au site de construction d'un complexe d'ammoniac et d'urée à Mers El Hadjedj.

Contre paiement d'une somme de : Quatre Mille Cinq Cents Dinars (4.500,00 DA) au compte numéro : **00 400 416 400 0012898 44** ouvert auprès du CPA Agence KHMISTI Oran au nom de : (EL SHARIKA EL DJAZAIRIA EL OMANIA LIL ASMIDA AOA Spa).

La date limite de réception des offres techniques est fixée au 21 Mars 2013 à 15 h 00.

OFFICE PUBLIC DES VENTES AUX ENCHERES
MAÎTRE FELLAHI TOUFIK
COMMISSAIRE-PRISEUR PRES LE TRIBUNAL D'ORAN
Rue Moulay Ahmed (Ex-Lamoricière) Immeuble N° 08 – ORAN –
Mbl : 070 / 31-69-47 Tél. / Fax : 041 / 29-30-62

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

Au profit de la société des briqueteries de la corniche oranaise Oran, société en liquidation, il sera procédé le 04/03/2013 à 10 h 00 mn, à la vente aux enchères publiques par admission des soumissions cachetées, de divers matériel ci-dessous désigné.

Lot	Désignation	Lot	Désignation
01	Camion à Benne Renault GBH 260 Imm : 1595-274-31	10	Lot de FOSSE SOL + CIMENT FONDU
02	Camion à Benne Renault GBH 260 : 1593-274-31	11	Lot de Matériel Fuel
03	Lot de Containers usagés (6 M – 12 M) vides	12	Mobilier de Bureau et Informatique
04	Lot de Maçonnerie usagée	13	Pelle Chargeuse FURUKAW 330 1991
05	Lot de Broyeur à meules + Pièces de rechange	14	Cuves GPL équipées (100 m3)
06	Pelle Chargeuse JCB 420204	15	Camion Plateau K66 Imm : 4603-279-31
07	Lot Mouleuse 28 MEV (Bongioanni) + Pièces de rechange	16	Groupe électrogène 12 cylindres DEUTZ
08	Lot de Palettes en bois usagées	17	Lot Extincteurs
09	Lot de Matériel d'atelier usinage + Lot de Compresseurs à air	18	Lot divers : pneus, batteries, citerne cuve de 13 m3, cuve de 14.000 lit, citerne tractable et en tôle, tronçon de chaîne pour bulldozer, godet clark.

Conditions de vente :

- Les conditions de vente sont indiquées dans le cahier des charges à retirer au bureau du Commissaire-priseur, contre paiement de 300,00 DA.
- La visite ne sera autorisée qu'après délivrance d'un bon de visite à retirer auprès du bureau du Commissaire-priseur.

Le Commissaire-priseur

CONFIANCE ! QUALITE !

ET BON PRIX !

TOUT TYPE DE PROPRIETES - ALICANTE ET PROVINCE - GESTION
IMPECCABLE
ET EN TOUTE SECURITE
TEL./FAX : (0034) 965 12 17 71
MAIL: choclan99@hotmail.com
WEB : www.inmoach.com
Adresse : C/Pintor Aparicio, 33 bajo

PENSÉE

C'est le 21/02/2012 que nous a quittés pour un monde meilleur notre très chère et regrettée épouse, mère, grand-mère, belle-mère, sœur et parente

Mme HARCHAOUI Djemila née IMAM.

Nous prions tous ceux et celles qui ont connu cette grande dame si généreuse, si affectueuse, si noble et pleine de bonté d'avoir une pieuse pensée pour elle et prier Dieu Le Miséricordieux de l'accueillir en Son Vaste Paradis.

إنا لله وإنا إليه راجعون



DÉCÈS

Mme KEDDAR Rabia

née SELLES

est décédée le 17/02/2013.

L'enterrement a eu lieu à Nédroma

le 18/02/2013.

راجعون إليه إنا و الله إنا

الواسعة جناته في أدخلها و الله رحمها



Société spécialisée dans la vente des Véhicules (Lourd / Léger)
Sise à ORAN
Recrute

Poste 1 : Chef d'atelier (Lourd et Léger)

Poste 2 : Conseiller commercial secteur Lourd

Conditions :

- Diplôme dans la spécialité (Poste 1 et 2)
- Maîtrise de l'outil informatique (P 1 et 2)
- Expérience dans la filière automobile plus de 3 ans pour le Poste 1 et 2.
- Apte au déplacement pour le poste 2.

Les candidats intéressés sont invités à adresser leur CV à l'adresse suivante : Oranrecrute2013@gmail.com

Ou prendre contact au **N° 041 58 32 21**

Clinique du grand bassin Tlemcen

Tél : 043.20.36.62/65

Fax : 043.20.36.57

Consultation : 043.26.37.83

E-mail : cliniquegbassin@hotmail.fr

Le Docteur **Brixi Chakib** informe son aimable clientèle ainsi que ses confrères de la mise en service de sa nouvelle plate-forme réfractive dernière génération suisse allemande pour la chirurgie de la myopie astigmatisme hypermétropie presbytie (procédure tout laser en moins de 20 secondes).

REMERCIEMENTS

Les familles **AINOUZ, OUSMER, CHADER, DJENDER, parents et alliés**

remercient vivement toutes celles et tous ceux qui se sont associés à leur douleur

lors du décès de **LOUISA GHENIMA AINOZ née OUSMER,**

Avocate, cruellement ravie à l'affection de siens à Paris le 29 Janvier 2013.

A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons.

**Société Industrielle
et Commerciale**

Recrute dans l'immédiat :

01 Cadre Comptable (H ou F)

Il est exigé :

- Licence en sciences financières ou CMTC + CED
- Maîtrise du système SCF
- Expérience de 05 années au minimum
- Résider à Oran ou environs immédiats

Veillez transmettre CV + photo

à l'adresse suivante :

Algerie.orn@gmail.com

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE INTERNATIONAL

Recrute pour ses besoins sur l'ensemble du territoire national :

Des Visiteurs Médico-Commerciaux:

Médecin, Pharmacien,

Dentiste, Biologiste

Bonne présentation

Aptitudes en matière de communication

Permis de conduire

Véhicule récent

Aptitudes pour les déplacements

Maîtrise du Français

et de l'outil informatique

Passeport en cours de validité

Expérience professionnelle souhaitable

Envoyer CV détaillé avec photo et lettre

de motivation à :

medicaux.2012@Gmail.com

Démocratie ex nihilo, démocraties de contrefaçon

PAR MAZOUZI MOHAMED *

Si ces gavroches écervelés de la révolution française se sont laissés embringués sans la moindre hésitation dans un très large mouvement insurrectionnel dont ils ne mesuraient ni l'ampleur ni l'issue, c'est tout simplement à cause de certaines idées-forces qui circulaient depuis déjà bien longtemps : celles de Montesquieu, celles de Voltaire, celles de Rousseau, celles d'un cri de désespoir balancé sur des pavés poisseux par une misère séculaire qui atteignait enfin son point de non retour.

Tout le monde sait que les démocraties ne naissent pas d'un processus semblable au big-bang, émergeant subrepticement d'un néant mystérieux, néanmoins il faut admettre aussi que jamais dans le monde, aucune révolte ni aucune révolution se s'est déroulée selon les vœux de ses dialecticiens-instigateurs ou de cette tourbe qui s'offre comme chair à canon pour communiquer au monde des ressentiments et des injustices entassées depuis des lustres. Que de chemins tortueux sommes-nous forcés d'emprunter, de pactes avec le diable faut-il se résigner à parapher pour aboutir à la consécration d'une démocratie dont on sait aujourd'hui qu'il sera toujours nécessaire d'y introduire des amendements permanents par le débat, le suffrage et " l'Idjtitah "

On parle aujourd'hui de ce printemps arabe avec amertume et beaucoup de déception, on égrène ses erreurs monumentales. On qualifie ce mouvement de gageure et de débâcle comme si c'était une surprise, et comme si en l'espace de quelques saisons on espérait sans mésaventures extraire des décombres d'un système politique et social vermoulu un nouvel art de vivre, de penser, de coexister, de construire un projet de société commun où la norme essentielle serait la communion et l'union sacrée et indivisible.

"Une partie de l'humanité peut être appréhendée comme une nationalité, si elle est liée par des sympathies communes et exclusives". (1) disait John Stuart Mill. Je peux vous affirmer que le monde arabe est exclusivement sympathique. Le philosophe Ernest Renan enrichissait cette définition de la nation en posant deux conditions : "la première est la possession commune d'un riche héritage de souvenirs, l'autre est l'engagement, le souhait de vivre ensemble".(2)

Le monde arabe possède tous ces attributs splendides et davantage encore, il cherche seulement et désespérément sur quel socle juridique il pourrait discipliner cette richesse de passions antagonistes. Les arabes sont dotés d'une générosité extraordinaire, ils veulent vivre ensemble, mais faisant chacun ce que bon lui semble avec des comportements et des modes de pensées qui ne pourront jamais être gérées par un même système politique.

On aura beau essayé de rendre l'Islam soluble dans les libertés infinies de la démocratie, il n'a pas réussi à prendre sa place. On aurait bien voulu que l'Islam rogne un peu ses intransigeances canoniques. Il a répondu qu'il ne pouvait pas se servir de ciseaux qui sont entre les mains de Dieu.

Tout le monde feint d'ignorer pourquoi le monde arabe familiarisé lui aussi à ce matériau de " Sympathies communes et exclusives " et d'"héritage de souvenirs", demeure incapable à pérenniser cet "engagement et ce souhait de vivre ensemble" selon des règles admises par tout le corps social.

On a donc le plus souvent essayé de s'accommoder les uns aux autres dans l'espoir que certains affrontements inévitables ne menaceraient point nos pouvoirs politiques, mais en vain. Nous venons récemment de goûter à l'esprit des barricades, des tribunes publiques enflammées et de l'immense privilège de concourir pour ces trônes qui étaient dévolues à des dictateurs dont le seul mérite était d'imposer un silence religieux dans un monde profane. Aucun chahut de quelque part que ce soit n'était ja-



mais toléré. Aujourd'hui l'appel irrésistible de la rue essaye d'engloutir tout le monde. Mais parfois, lorsqu'on descend dans la rue, c'est pour ne plus en remonter, pour ne plus en sortir. On y laisse des plumes, on y perd son âme, on se salit les mains. La rue est un ogre, la rue est un abîme où il n'y a pas que des clameurs d'enthousiasme qui annoncent des lendemains meilleurs et des songes qui déposent dans votre imagination cette promesse de soulagement et de bonheur qui nous pousse à égorger sans scrupules ceux qui sont en face.

La rue est faite également d'impasses, d'endroits mal famés, de lieux mal éclairés, de recoins obscurs d'où n'importe quoi peut surgir. La rue nous donne la force de dresser l'échafaud pour décapiter nos tyrans, mais dans notre liesse, par mégarde, nous y érigeons aussi des trônes pour de nouveaux despotes. La rue est humaine, imprévisible, volubile, indécise, hésitante. Elle accepte tout le monde, miroir de toutes les passions, de toutes les convoitises. Aveugle, elle répond à toutes les sollicitations et compatit à toutes les rancœurs. La rue se rallie à toutes les résistances et à tous les opportunistes : ceux qui s'accrochent désespérément à leur royaume et refusent l'avènement d'un nouveau monde, ceux qui se résignent enfin à mourir réellement après avoir pris conscience qu'ils n'existaient pas, et enfin ceux qui viennent de nulle part, qui étaient là seulement par hasard mais qui auront la veine ou le culot de prendre le train en marche et finir le voyage en première classe.

La révolution française a été un exemple édifant en matière de terreur et de chaos, elle a chancelé, titubé, regretté ses audaces et ses ambitions. Elle fût contrainte de plonger ses mains dans le sang, le plus souvent innocent. On n'a pas hésité à consentir l'inconcevable compromis. On a décapité une Vendée insoumise et assassiné des prêtres hostiles au pouvoir civil. On avait, par cette funeste Loi de Prairial, exécuté des centaines de personnes selon des formes expéditives et barbares qui feraient vomir de honte les philosophes des lumières. On est passé du Directoire au Consulat, on a créé un empereur, on a réinvité au pouvoir une monarchie qu'on avait décapitée, Bref ! Il s'en est passé des choses et beaucoup de grabuge pour qu'une république embryonnaire puisse sortir sa tête et survivre hors de ce chaos que personne n'avait prévu lorsqu'on pensait à cette démocratie qui abolirait les privilèges et ferait de chaque citoyen le roi de son destin. Personne n'avait prévu ce chaos lorsqu'on a décidé un jour de grimper sur des tribunes et de vociférer aux gens de prendre les armes pour défendre ces idées et ces promesses.

Si pendant qu'ils dissertaient penauds dans des salons littéraires ou entre les allées embaumées de quelques jardins, vous auriez demandé à tous ces génies de cette France de

lumières quelles étaient les recettes les plus sûres, les moins humainement désastreuses pour mettre concrètement en place cette jolie trouvaille qu'était la république avec son florilège de droits et de libertés. Personne ne vous aurait répondu.

On vous aurait seulement suggéré : voilà tel que le monde doit être, comment l'humanité serait plus belle, plus humaine, plus généreuse et moins cruelle si elle prenait tel chemin. Mais le malheur c'est que le chemin n'est jamais vacant, il est chaque fois occupé et depuis déjà bien longtemps par des gens qui y vivent avec leurs bardas, leur confort et leurs habitudes auxquelles ils tiennent énormément et pour lesquelles, eux aussi, ils sont prêts à tuer " légitimement ". Ce n'est pas une sinécure de déloger un système, déverrouiller une mécanique, inverser l'ordre des choses, modifier une nature. Il n'y a absolument aucune recette pour cela hormis la théorie du chaos, le hasard, du bon sens et beaucoup de temps.

Les démocraties européennes sont tributaires d'une série d'événements sans lesquels rien n'aurait été permis. La guerre d'indépendance des Etats-Unis(1775) et la révolution française (1789) sont l'éruption d'un magma d'éléments incandescents travaillé depuis des siècles par des forces interactives imperceptibles mais fortement déterminantes dans la suite des événements qui ont enfanté les républiques occidentales.

Pour frayer son chemin, la Démocratie a été obligée de dissoudre les antagonismes qui rongeaient la société et freinaient la naissance de la république. Il était indispensable donc pour elle de s'attaquer à ses deux plus grands ennemis de l'histoire, deux despotismes millénaires : le premier incarné par une royauté qui estimait détenir son pouvoir de Dieu tandis que le deuxième pouvoir extraordinairement omnipotent, délégué disait-on par Dieu lui-même, était confisqué par une gargantuesque église qui s'était donnée pour charges de régenter tous les aspects de la vie humaine.

Abattre les Rois, les tyrans et les despotes devait inéluctablement passer par des guerres, des révoltes incessantes, des révolutions, beaucoup de sang comme toujours et surtout un génie exceptionnel combiné à des Lois bien adaptées et qui suscitèrent l'assentiment général.

"La Charte des Libertés" en l'an 1100, "La Magna Carta" en 1215, "La Déclaration des droits" (ou Bill of Rights) en 1689, marquent les jalons de cette chronique sanglante face à une tyrannie séculaire.

"Le Traité de Westphalie" (1648) a permis à une mosaïque de territoires agglomérés par une puissance arbitraire de créer non seulement leurs propres "foyers nationaux" mais surtout de prendre conscience pour la première fois de l'incalculable valeur de ce butin de guerre qu'est " l'Etat-nation " et d'une "Souveraineté" dont nul ne

pouvait auparavant concevoir les innombrables bienfaits.

Le 18ème siècle verra fleurir toutes ces idées terriblement subversives et annonciatrices d'une ère nouvelle, proclamée à travers la pensée de ces philosophes du désordre fécond (Montesquieu, Voltaire, Benjamin Franklin, Rousseau, Adam Smith, Emmanuel Kant...)

Quant au sort de cette deuxième tyrannie exercée par les représentants de Dieu, il sera scellé pendant la révolution française. L'Eglise commencera par se ratatiner sur elle-même jusqu'à ce que son divorce sera officiellement et irrévocablement entamée avec un Pouvoir terrestre qui obéira désormais à une nouvelle dogmatique moins figée mais davantage déterminée par le choix des hommes et l'alternance au pouvoir.

L'Eglise sera entièrement dépouillée de ses incalculables richesses et de son pouvoir politique. Sa chute aux enfers connaîtra des moments angoissants (La Constitution civile du clergé en 1790 - une accalmie pendant la période du Concordat de 1801 et enfin le coup de grâce de 1901, date de la séparation de l'Eglise et de l'Etat)

L'Eglise sera enfin démobilisée, renvoyée dans ses foyers pour laisser surgir une Laïcité que tout le monde attendait impatiemment et qui promettait de réunir les citoyens autour de valeurs nouvelles.

" Elle le fait en conjuguant la liberté de conscience, qui permet aux options spirituelles de s'affirmer sans s'imposer, l'égalité de droits de tous les hommes sans distinction d'option spirituelle, et la définition d'une loi commune à tous visant le seul intérêt général, universellement partageable." (3)

Le Monde arabe quant à lui continue à flotter au-dessus d'une ligne sismique dont les prodigieuses forces telluriques le font tressaillir en permanence. Ces deux formes de despotisme que je viens d'évoquer et pour lesquelles l'Occident a mis presque un millénaire pour les annihiler subsistent encore dans un monde arabe qu'on voit constamment osciller entre un despotisme séculaire exercé par des révolutionnaires qui ont eux aussi reçu en héritage un pouvoir éternel, un pays et des sujets, et entre la tyrannie d'une pensée sacrée et intouchable que l'on attribue à des fous de Dieu qui veut elle aussi subordonner les ouailles que nous sommes à une vision du monde qui ne coïncide pas avec le développement constant de nos désirs et de nos aspirations.

Parfois il y a des peuples qui ne sont pas prêts pour la démocratie, ils ont été préparé à la rêver mais pas à la vivre en commun, ni à la pétrir ensemble, à l'exercer, à subir et à respecter ses règles. Les Etats-Unis fut le premier pays au monde à s'en être aperçu et à nous avoir révélé à nous-mêmes les mécanismes latents et très complexes qui risquent de gripper une démocratie " clés en mains ". Il a fallu du temps

et un génocide pour que l'oncle Sam prenne conscience qu'il était impossible en une seule virée d'installer une entité républicaine et démocratique homogène sur un site mésopotamien traversé par un enchevêtrement de disparités archaïques inconciliables, les mêmes auxquelles nous tous n'avons pas prêté attention et que nous avons laissé traînées telles des paillassons effilochés sur lesquels tout le monde trébuche aujourd'hui.

Depuis la mort d'Averroès et de ses pairs, le monde arabe a essayé vainement de débroussailler le chemin qui le mène vers le futur en se tortillant un cul majestueusement callé entre deux chaises. Nous survécurent ligotés par nos traditions inamovibles et immuables et constamment sollicités par la nécessité de s'adapter au présent avec des logiques sinon plus conciliantes au moins réétudiées et réexaminées à la lumière de nos propres invariants religieux objectivement et pacifiquement confrontés aux exigences du monde contemporain et de cette modernité intraitable.

Avec un contentieux aussi vieux et à propos duquel aucunes réflexions sérieuses n'ont été officiellement engagées, ça revient à dire que nous sommes toujours engluisés au moyen-âge avec des corps qui déambulent dans un futur totalement étrange.

Le plus choquant, le plus paradoxal, c'est que dans notre réalité intime, nos mœurs ne correspondent nullement ni à cet Islam qu'on tient en otage ni à une modernité qui ne cesse de nous expulser et de nous renier. Qui sommes-nous donc alors ?

Nous nous sommes hypocrite ment ligués pour un temps contre un colonialisme qui menaçait un bien que nous avions en commun et qui soit dit en passant était de création récente, c'est-à-dire une Nation dans laquelle nous nous sommes tous fourrés ? Nous gigotons à l'intérieur tant bien que mal avec des constantes nationales qui laissent peu de place à un esprit républicain qui trimballe dans sa valise une laïcité et une démocratie sans tyrans imberbes et sans barbus irréductibles. Nous ressemblons à ce pauvre corps possédé par une multitude de démons et que Jésus voulait exorciser. Qui es-tu ? Demandra le prophète en s'adressant à cette âme torturée.

Légion ! Lui répondit une voix de l'intérieur d'un corps sans véritable propriétaire. Aucune carcasse ne peut supporter d'être habitée et han-tée par autant d'entités divergentes.

-Mon ami, qui crois que tout doit changer

Te crois-tu le droit de t'en aller tuer les bourgeois?

Si tu crois encore qu'il nous faut descendre

Dans le creux des rues pour monter au pouvoir

Si tu crois encore au rêve du grand soir

Et que nos ennemis, il faut aller les pendre

-Mon ami, qui crois que rien ne doit changer

Te crois-tu le droit de vivre et de penser en bourgeois

Si tu crois encore qu'il nous faut défendre

Un bonheur acquis au prix d'autres bonheurs

Si tu crois encore que c'est parce qu'ils ont peur

Que les gens te saluent plutôt que de te pendre

-Dis-le-toi désormais

Même s'il est sincère

Aucun rêve jamais

Ne mérite une guerre

Jacques Brel " La Bastille "

Notes de renvoi :

(1) J.S.Mill, Considerations on Representative Government, Londres, 1861 - Traduction française : Considérations sur le gouvernement représentatif par Patrick Savidan, Paris, Gallimard, 2009

(2) Renan E. (1992), Qu'est-ce qu'une nation ?, Presses Pocket.

(3) Henri Peña-Ruiz, Histoire de la laïcité, genèse d'un idéal, Gallimard, coll. " Découvertes / Histoire ", 2005
* Universitaire

Qu'attend-on pour changer le pays ?

PAR KAMAL GUERROUA*

Bricolages et rafistolages au sommet politique, survie au jour le jour sans horizons élargis ni trajectoire précise à la base sociale. Entre-temps, un fait inexplicable en surgit : «ceux d'en haut et ceux d'en bas» pour reprendre le terme de l'écrivain mexicain Mariano Azuela (1873-1952) dont les imaginaires se frottent, s'arrangent et décident d'un commun accord sans se consulter entre eux de bannir le mot «changement» du dictionnaire lexicographique algérien. En voici-là le triste décor de l'Algérie de 2013! La majorité de mes compatriotes dont je partage en certains points l'avis ne comprennent pas pourquoi ce capharnaüm qui fait que le pays reste encore coincé dans son sous-développement persiste. Alors que les autres contrées, proches ou lointaines, essaient au moins d'avancer, nous ici, on se serre les coudes pour ne pas oser un pas en avant et il semble que dans cette tendance à la régression chacun y a trouvé son compte, du simple élève d'une école primaire au premier magistrat du pays ! A regarder de plus près, l'Algérie est un pays qui s'est fourvoyé dans un labyrinthe tout particulier à lui et échappé plus d'une fois au destin de puissance aussi politique, diplomatique qu'économique qu'implique sa situation géographique, ses richesses souterraines et son histoire millénaire. Certes, la sous-exploitation de son potentiel culturel, économique, humain et juvénile la met à la traîne mais n'en reste pas moins un facteur capital par rapport au problème de la «gestion». Il y a, pourrait-on y ajouter aussi, comme une attitude d'attentisme, de mollesse, d'inertie, de léthargie et surtout de défilance permanents dans les deux blocs séparés (État-Pouvoir et Peuple-Société). De manière on ne peut plus naturelle, les élites, du reste mal-inspirées, continuent de s'aliéner en s'engouffrant davantage dans le rituel du déni. En conséquence, force nous est de constater qu'aucune approche originelle ni originale des réalités locales sous le prisme des politiques nationales n'ait été entreprise depuis l'indépendance (l'arabisation forcée de l'école, les révolutions agraires, la politique agricole des plans, la fameuse «industrie industrialisante», la politique d'anti-pénurie «P.A.P.», l'économie de marché...etc). Tout s'est fait et continue encore de se faire au grand dam de «la plèbe» sur la base d'une saugrenue comparaison à l'Orient ou à l'Occident. Hélas, l'Algérie est encore dépourvue de modèle propre de représentation identitaire, sociale ou économique. Ce qui est à même d'ériger en dogmes inaliénables les phénomènes d'acculturation et d'aliénation parmi nos élites. Or il est incontestablement admis que l'authenticité des choix fondamentaux d'un pays est une condition sine qua non pour que celui-ci enfourche le cheval de l'évolution. Ainsi l'idée du changement est-elle tristement sacrifiée sur l'autel de fixations idéologiques et de vieux replis régionalistes ou tribalistes.

En plus, l'absence d'une couche moyenne, régulatrice de l'ordre social ajoute au «maelström algérien» un soupçon de tragi-comédie dans la mesure où le retour du refoulé sectaire, corporatiste ou népotiste dans les secteurs névralgiques tels que l'éducation, la culture ou mêmes des services étatiques (mairies, Dairas, consulats) marche concomitamment avec l'effritement graduel de la notion de citoyenneté. Laquelle est une construction permanente du savoir-vivre politico-social en étroit rapport avec la modernité dans toutes ses dimensions : morale, intellectuelle, phi-



« Il n'existe rien de constant si ce n'est le changement »
Confucius, philosophe chinois (551- 497 A.V J.C)

losophique et civilisationnelle. Il est à rappeler qu'une classe moyenne performante est un antidépresseur social par excellence. Or, en Algérie, le renouvellement générationnel qui se fait au compte-goutte injecte une overdose de traditionalisme et d'archaïsme dans les mentalités. C'est vraiment triste, l'algérien d'aujourd'hui est, à de rares exceptions près, un condensé de conservatisme, d'orgueil et d'obstination mêlé à une certaine «peur incomprise» de l'aventure collective.

Quand une nation manque de paradigme consensuel de cohabitation (un pacte national de confiance) accepté de plein gré par ses masses, les liens individuels l'emportent largement sur le sens de la communauté au sens classique du terme et de la collectivité au sens moderne. Ainsi la société se gère-t-elle selon le principe qu'un ami à moi m'a un jour expliqué «il n'y a pas de destin collectif mais simplement des solutions individuelles». Autrement dit, la mentalité de «hena khaoua» (nous sommes tous des frères) se laisse dominer par le stéréotype «selk rassek» (sauve ta peau). C'est peut-être dans cette logique que les jeunes des banlieues algéroises ont troqué le vocable de «kho» (frère) contre celui de «chriki» (associé, partenaire). L'Algérie qui aurait survécu à la parenthèse sanglante de la terreur des années 90 grâce à la solidarité de ses enfants, aurait payé un lourd tribut de sang et de larmes à une fausse fraternité forgée autour d'un dogmatisme et d'une idéologisation religieuse accélérée, laquelle est en net déphasage avec les préceptes du rite malékite tolérant dont nos ancêtres furent des adeptes des siècles durant. Ces transformations sociologiques qui ont commencé par une fraternité des armes (la guerre de libération) en passant par une fraternité du sang (l'islamisme politique), ont culminé au final en «une fraternité-partenaire» sur fond de l'ère économique Al-Infatih. Du coup, ces transformations qui ont sillonné le processus d'édification étatique ont coïncidé avec le trop-plein d'État répressif et la disparition de l'État-providence. En termes plus simples, «l'Etat-nounou» qui gère le bâton et le carotte selon les humeurs du chef dans les années 70 et 80 s'est transformé en un État du «tout sécuritaire» dans les années 90 puis actuellement en «Etat-toutou» dont l'informel tient le gouvernail. Ces mutations sauvages de la société algérienne sont

résumées par une formule lapidaire par le sociologue Lhouari Addi «le régime algérien aime le peuple et déteste la société». Cela, il est vrai se constate au quotidien dans la vertigineuse ascension du défaitisme social qu'accompagne une sclérose politique d'un pays où un conseil de ministres ne se tient qu'au bout de trois mois. Chose étonnante, en toile de fond, l'édifice idéologique du régime se ramène invariablement à trois constantes aussi fondamentales qu'irréfutables : le culte du mystère, la culture du complot et le prurit tribal-régionaliste avec des relents d'affairisme politique teinté d'un discours national aussi populiste que démagogique. Les crises à répétition dont furent le théâtre les casernes du F.L.N depuis au moins 1996, date du premier coup de force scientifique contre le secrétaire général de l'époque feu A/ Mehri dénote l'incohérence des idéaux du plus vieux parti algérien, façade du régime politique actuel quand il s'agit de trouver une alternative ou une autre vision des problèmes du pays. Il est certain que Mehri et après lui Benhamouda, Benflis et Belkhadem sont tous mis à la porte suite à des motions issues du congrès du parti ou à des votes de confiance par ses cadres militants mais il n'en demeure pas moins qu'il y ait souvent des connivences malsaines, des tractations et des jeux de pouvoir qui n'honorent en aucun cas la démocratie. Le F.L.N est l'image de profil de tous les partis algériens où le mystère et les coups de force priment sur le débat contradictoire et la liberté d'expression. C'est dramatique, en Algérie, un coup d'État n'est jamais qualifié de son nom mais assimilé à un redressement.

D'entrée de jeu, la stratégie de la falsification du discours et le mensonge institutionnalisé distillés sous forme d'euphémisme prennent la relève des luttes claniques pour le pouvoir. Fait incompréhensible, au cours de ces dernières décennies est apparu un nouveau problème : l'absence de statistiques officielles ou leur fausseté si elles existent : ni le C.N.E.S (conseil national économique et social) ni le forum des chefs d'entreprises (F.C.E) ni moins encore le syndicat officiel (U.G.T.A) ne peuvent aujourd'hui préciser le nombre exact de chômeurs en Algérie ! La baraque algérienne est, semble-t-il, en déclin et le peuple est mis hors circuit d'information. Il y a même certains algériens qui doutent du nombre réel d'habitants que les

autorités déclarent (35 millions). Par ailleurs, l'absence de synergie d'efforts et surtout de transparence dans la gestion des dossiers sensibles du pays a donné une nouvelle forme à la méfiance vis-à-vis des institutions d'État. L'ancienne génération accrochée au poncif éculé de la sacro-sainte «famille révolutionnaire» est plongée dans une véritable «crise de valeurs», cherchant au milieu de résidus lyriques d'un nationalisme en agonie une raison pour la perpétuation du système.

Tout au plus, le chimérique révolutionnaire est utilisé comme une parade infaillible à toute velléité du changement. Du coup, on se rend bien à l'évidence que la génération de «tab djenanou» croit plus au mérite du fusil qu'au clavier de l'ordinateur qui aurait pu détrôner en quelques jours le pharaon d'Égypte de son règne.

«quelle est cette société qui n'offre qu'une alternative : subir ou s'évader, au sens propre l'exil, au sens figuré, internet, alcool, drogue» s'est interrogé Marwane Ben Yahmed ⁽¹⁾, ma réponse à l'éditorialiste de Jeune Afrique est vite trouvée : l'Algérie. Mais à quoi bon ce malaise est-il dû? Les algériens sont-ils moins friands du changement que leurs voisins? Ont-ils été atteints de la maladie du statu-quo ou ont-ils peur de toute vision prospective de leur avenir? Il semble bien évident que ces jeunes rongés par l'angoisse protéiforme et pris en tenailles entre d'amères réalités (chômage-harragas) ne comprennent pas du tout leur itinéraire, marqué à jamais par cette culture de reniement, du dénigrement et de la hagra tous azimuts. Mais qu'y a-t-il de mal pour nos responsables à oser faire la rupture avec les discours lénifiants sur les glorieuses d'une certaine histoire et à affronter sérieusement l'amertume du présent? L'Algérie ferait mieux de s'en tenir aux principes de la citoyenneté et aux idéaux de la démocratie. Un défi titanesque à même, si tant est qu'il soit de bonne foi, de donner un coup d'éclat et tout particulièrement une crédibilité à des institutions étatiques sérieusement gangrenées par la corruption. Ce fléau endémique dont se servent les adeptes de «Hizb Chekara» comme tremplin pour remplir leurs poches et mépriser davantage ce «ghachi», à leurs yeux, inculte et sans civilité.

En vérité, les frustrations individuelles ne pourraient que générer des colères collectives. Du coup, l'émeute qui est devenue le langage primordial du citoyen al-

gérien ne saurait être décryptée qu'à la lumière de ce ras-le-bol général, de cette fatigue du peuple de subir le fardeau des promesses non tenues et plus de son incapacité à formuler en termes clairs ses intimes volontés. C'est triste de le dire mais c'est bien de cela qu'il s'agit «aujourd'hui qu'elle a pansé ses blessures sans avoir totalement fait son deuil d'une tragédie qui avait failli l'emporter et dont elle observe avec circonspection la reproduction dans un certain nombre de pays voisins, a-t-elle réellement en main les moyens de se dépasser et de réussir à construire la république sociale et démocratique sans avoir à compter indéfiniment sur l'homme providentiel?» conclut Badreddine Mili parlant de l'Algérie ⁽²⁾.

Al'évidence, il en faut beaucoup à l'Algérie pour qu'elle se mette en selle car à force de s'engager dans des mutations non réfléchies, voire sauvages, elle risque de se déboussooler si ce n'est pas déjà le cas présentement. Ce qui laisse la voie libre à des spéculations à tout-va. Le syndrome de l'inflation ayant conduit ces derniers jours à la cherté de la vie et la dévalorisation inquiétante du pouvoir d'achat en est un cas d'épée. On dirait que l'inconstance des prix des produits alimentaires est le fait d'un simple jeu d'enfants. C'est évident, à défaut d'une production nationale pérenne et régulière, le pays va couler sous les politiques monopolistiques des barons de l'import-import. Pourquoi alors ne reviendrait-on pas au principe des cultures vivrières? Forme certes primitive de gestion agricole mais fort salvatrice au moment actuel en Algérie. Pour le surplus, la dépendance de l'Algérie des filières de l'agro-alimentaire occidentales en général et hexagonales en particulier est un grave handicap qui la rend moins souveraine en matière économique. Et qui dit économie dit sans doute politique. Il est certain que le désintéret grandissant porté au potentiel agro-pastoral des wilayas de l'intérieur (Sétif, Djelfa, M'sila...etc) est une pièce à décharge contre cette politique d'abandon dont souffre tout le pays, «L'Algérie est un pays agricole, elle ne peut continuer à servir de réceptacle aux containers au détriment de la production. Il faut renverser la situation de pays consommateur à celui de pays exportateur» ⁽³⁾. Dans cette perspective, force est de constater que le plan quinquennal d'investissement (2010-2014) plus de 212 milliards d'euros, inscrit dans le cadre du projet de la relance économique enclenché par tranches par le président Bouteflika depuis les années 2000 n'est même pas de nature à nettoyer le pays, comment saurait-on croire alors qu'il va générer de l'emploi et secouer le cocotier de la bureaucratie, cette arme fatale du «terrorisme administratif» ! L'installation des bureaux de main-d'œuvre et la mise en place de stratégies nationales d'absorption du chômage et de soutien de jeunes via l'A.N.S.E.J se sont avérés peu performants. Désormais, la désérence culturelle, la quasi-tutelle consentie du référentiel «el baylek» et la «mentalité Taiwan» ne font qu'empirer la situation. A quand donc le changement messieurs les responsables?

*universitaire.

Notes de renvoi:

- 1-Voir l'éditorial de Marwane Benyahmed: si jeunesse pouvait, Jeune Afrique N° 2717, du 04 au 09 février 2013 et surtout son pertinent éditorial du 14 février 2013, Algérie: L'autre révolution
- 2-Badreddine Mili, les trois morts de Mohammed Boudiaf, rubrique «contributions», le Soir d'Algérie, 16 janvier 2013
- 3-Voir l'article de Salima Tlemçani, les neuf plaies qui gangrènent l'Algérie, El Watan, le 05 février 2013.

FLN : à quand la révolution des jeunes militants ?



PAR EL YAZID DIB

Avec ou sans Belkhadem, le FLN est condamné à assurer sa propre survie. Fort de ses référentiels et surtout de ses jeunes cadres, arrivera-t-il à sauver l'histoire ?

Le parti vacillera d'une rive à l'autre lorsque la vantardise empêche le bon sens d'unir la saveur du mythe à la réalité de l'erreur.

La présence structurelle du parti semble donner entre deux échéances électorales l'impression d'une simple existence d'un néant dynamique soit l'illusion de la coquille vide. Ce grand parti libérateur et rédempteur, artisan du sentiment nationaliste ne serait-il plus habité par ces élans rassembleurs et unitaire de la composante patriotique ? Aurait-il subi, à l'instar d'autres corporations le syndrome de l'usure et du vieillissement méthodique et fonctionnel ? Cet anachronisme qui ne devait point sévir au sein des forces vives et centrifuges serait pourtant devenu une nature essentielle pour le fonctionnement de tout l'appareil tant central que local.

Si la libération du pays avait exigé dans le temps l'utilité nécessaire d'un front unique apte à pouvoir mener vers les rives de l'indépendance l'immense volonté populaire, il en serait un peu autrement après la période post-indépendance. Le parti se transformant en un appareil usuel de propagande commençant à se faire sortir de l'option politique qui devrait tendre à réunir davantage les potentialités managériales et gestionnaires. Il faisait plus dans l'inquisition que dans la persuasion politique. L'Etat se confondait dans la rigueur qu'exerçait par fonction non électorale le commissaire du parti. L'administration ne trouvait issue que dans l'application de résolutions.

L'unicité du parti n'avait rien apporté comme élément fondateur d'une nation si ce ne fut cette discipline quoique honnie, mais qualifiée d'indispensable pour éviter toute dérive. Le moindre vent de vouloir dire ou faire des choses en dehors d'un « cadre organisé » s'assimilait de facto à un acte contre-révolutionnaire. La démocratie n'avait qu'une signification occidentale et bourgeoise au moment où, l'appropriation de l'outil de travail, la justice sociale et l'égalitarisme rimaient avec la négation des classes. L'embourgeoisement condamné à plus d'un titre sera une fois la démocratie mise sur scène, un mode apte à appâter les foules et gagner croit-on, l'estime de la populace. Les slogans d'à bas l'impérialisme et la réaction se tairent et les vociférateurs feront la chaîne devant les ambassades des pays qualifiés ainsi. Le parlement en 1976 ne constituait qu'un regroupement de gens réunis pour la galerie tout en faisant office d'une preuve tenant lieu d'un amphithéâtre de libre expression dans le cadre d'une démocratie « responsable et organisée ».

En fait de classes, elles n'avaient certes aucun statut juridique sauf que la réalité matérielle de certains pontes en disposait autrement. L'opulence ne signifiait pas un rang mercantile donné beaucoup plus qu'elle voulait signifier un état d'esprit. La



Ph. : Arch.

division sociale n'était pas douée d'être perçue telle une expression justifiant l'option politique prise dans la théorie de la lutte des classes. La bourgeoisie d'alors se limitait à un affichage idéologique tacite et dissimulé parfois contraire, dit-on aux principes de la révolution populaire.

L'édification nationale formée de taches de grandes envergures tels que le barrage vert, la transsaharienne, le volontariat dans la campagne, devait se partager par tout un chacun sans quoi les idéaux majeurs d'une révolution jeune et ferme n'auraient point eu les mérites dignes de la grandeur d'une nation à peine sortie des affres séculaires de la dépendance colonialiste.

Ce fut un temps où l'engagement politique ne variait nullement de l'ardeur à pouvoir continuer la révolution autrement et sur d'autres fronts. L'école, la rue, l'usine et tout espace de la vie active ne pouvait être extrait à un militantisme qui ne cesse de déborder jusqu'aux fins de tous les rouages institutionnels.

Le parti qui jusqu'ici remporta la victoire sur un plan et la perdit sur tous les autres se trouvait coincé entre les serres d'un système qui voulut en faire un simple mécanisme de règlement de compte historique. Tantôt il prêchait la bonne parole au profit d'un pouvoir, tantôt il faisait dans l'éloge et la déification de personnes. Il était ainsi devenu au regard des foules le réceptacle de l'échec de toute politique. Ils on en prescrivirent insidieusement d'en faire le parti unique. Il jouait le rôle sans avoir en finalité le mot ou l'ultime mot. Dans cette lancée le FLN ne pouvait survivre aux mites qui le rongeaient. Les figures de proue commençaient à lui causer une sérieuse hémorragie pour voir d'autres noms s'élever et s'ériger

à l'avenir en des symboles incontournables dans l'échiquier politique algérien.

Octobre 1988 ne fut en d'autres termes qu'un salut politique pour la résurrection du FLN. Jusqu'aux soupirs languissants de l'agonie organique il lui avait permis en fin de cheminement un certain « ressourcement ». Bien ou mal opérée, cette nouvelle démarche dynamique n'aurait pas réussi totalement du seul fait de l'insistance farouche et sournoise de l'ancienne garde. Manœuvrant à distance, les caciques ne lâchent pas les rennes qui les ont entraînés aux zéphyrs de la gloire Du jeune Etat. Les coulissses ne sont plus utiles, pour eux plus que ne le sont les eaux troubles de ce qu'ils qualifieront de démocratie. Cette dernière est là d'abord au service de leurs intérêts. Puis, elle aura à servir dans un proche avenir ceux de leurs relais que sont les futurs certains personnages politiques façonnés dans le coté cour de l'immeuble coté infecte de la corporation.

C'est ainsi que l'on s'aperçoit au fur et à mesure de l'effilement de toutes les élections que les batailles dans le parti n'ont jamais pris l'allure de courants idéologiques contradictoires. Les conflits opposaient les personnes, les clans et les familles et non les idées ou la nature de projets sociaux. Il reste édifiant encore de pouvoir constater avec lassitude que même avec la surveillance, d'ailleurs salutaire d'autres associations politiques, le FLN tient à contrario du discours à imposer une caste au nom d'une légitimité, non plus historique mais militantiste. L'opportunisme est confectonné grâce à l'octroi d'une carte ou le renouvellement d'une autre. La lutte n'apparaît qu'autour de l'échéance de vote qui fera, croit-on toujours savoir, des hommes publics pour ceux qui

ne sont que de quelconques noms usuels. Les éventuels candidats dont les portraits lacérés et en déchets pavoisent toujours les arcades des grandes avenues et des petits douars, n'ont de cure que la magouille des coulisses, le beniamin politique et la hargne inégale d'occuper le confort d'un bureau qu'ils n'auraient pu avoir par diplôme ou qualification professionnelle.

Le sens éveillé de ceux qui ne vivent que par la légende, les rapports et la carte du parti, ne sera certainement pas capable d'entraîner dans un élan enthousiaste, l'électorat comme fut le cas lors des dernières législatives. Comment une population locale qui ne connaît de certains noms que l'habitude de les voir ressurgir aux moments opportuns, puisse croire le discours redondant tendant à faire du renouveau et du rajeunissement un credo sacrosaint du parti nouvelle-version alors que le plateau candidatural qui lui serait présenté n'offre que du réchauffé (sabah) ? Qu'ont-ils fait ces éternels candidats, ratés à tout métier, retraités précoces en perpétuelle attente de meilleures opportunités électorales ? Ils pensent avoir sous la main les instances élues alors qu'ils n'arrivent point à faire l'unanimité dans leur quartier ! Parfois dans la famille !

Avec un personnel des années du parti unique le FLN n'ira pas vers le fond philosophique de la démarche qu'il semble préconiser. Il demeurera otage des caciques et de groupes corporatistes fort jaloux envers toute « pénétration » étrangère. Faisant dans une nébuleuse volonté, sa propension de changement, il n'arbore qu'une démocratie de bavardage dénuée de toute logique propre à un parti où le centralisme démocratique est une règle d'or. La défection collective de militants, les démissions successives de chefs de kasma désavoués par la commission de wilaya dans l'établissement de listes n'ont cessé de mettre à jour le souci révolutionnaire flniste qui vient déranger les opportunistes, les attentistes et les profiteurs sans idéologie ni conscience et dont l'unique but n'est autre que de continuer à se positionner dans un confort matériel singulier. Il aura, Belkhadem à s'intéresser un peu plus et sans affinités aucune à « ses amis » ou à ceux qui crient qu'ils le sont. Lui le vieux routier, l'excellent coulisssier ne peut plier sous la pression des faux jésus et des anxieux du pouvoir.

Par principe, par coutume « boultique » il échoit au simple citoyen de juger juste à la lumière du mandat électif en cours, les prouesses passives et actives des auteurs élus, qui ont causé l'érosion au crédit-confiance accordé aléatoirement au FLN. Ainsi à travers le menu offert aux électeurs, la diversité des profils présente une indigence accrue en matière de valeur politique. Le plateau électoral dévoilé lors des précédentes joutes, aurait d'un goût insipide, fade et amère tant les éléments le composant plus ou moins furent extraits des archives mouillées pour s'introniser intronisés dans les accointances claniques ou parentales.

Supplanté par ses arrières gardes, le FLN n'entend pas se refaire selon la norme mondiale d'un parti moderne et politique. Il ne devait ce respect quelquefois intact que par le mythe qu'il tente d'entretenir au moyen de recours itératif et sans cesse rabâché à la légitimité historique. Mais en réalité que lui reste-t-il de tout cela ? Il n'est plus le représentant du mouvement national quoique s'essayant de s'inscrire dans une mouvance de démocratie et de modernisme. Développant un double discours, il tressaute tel un appareil en manque d'énergie et apporte jusqu'aux fonds du ridicule la preuve de la contradiction et de la discorde. L'on a l'impression que chez ce parti tout fonctionne comme avant avec une certitude en bout qu'il ne faut pas le dire ou l'écrire. La cajolerie exercée envers les militants ne sera pas de la même conviction qu'exigerait un lectorat vif et vivace. Les plus grincheux des militants ne pouvaient soutenir des listes imposées.

La tentative du moins déclarée d'opérer la décantation menant vers un assainissement progressif des rangs tenus en tête par les vieux randonneurs du FLN, n'aura certainement pas lieu. Hélas pour ce mouvement de premières heures. Patrimoine immatériel sans démenti ; il est la propriété morale de tous les algériens. Il ne peut demeurer une possession de quelques auto-proclamés éternels détenteurs.

La restitution de ces trois initiales confisquées sournement par des potentats ou des néo-dinosaures est à réclamer par tous au nom de l'histoire, des martyrs et des profondes fibres de la nation. Il restera tout de même ce parti d'avant garde qui a su galvaniser à un certain moment le sentiment national. Il aura été contre vents et marées le catalyseur des efforts libérateurs et de l'emploi rédempteur pour le recouvrement de l'indépendance nationale. Comme il aura l'avantage du mérite de pouvoir continuer sa trajectoire non sans faire ablation de tous les microbes qui le gangrèment et faire table rase des méthodes inquisitoires qui l'abîment, des clans qui le minent et de la fourberie immorale qui gravite comme un essaim autour de son noyau dur.

L'angoisse du prochain conclave devant désigner ou même plébisciter le futur patron n'atteint plus tout le corps social. Seuls les plus intéressés par les privilèges continueront à se lamenter sur le sort à faire subir à ce prestigieux étendard. Et s'ils venaient à le quitter tous, pour le laisser, à défaut de musée, entre de mains juvéniles et compétentes. L'on sait que de nouvelles énergies, jeunes et vigoureuses épaient dans son soubassement ce vieux parti. Mais hélas le commandement semble bien leur échapper, pour cause, que le réflexe d'appropriation subsiste encore dans la moelle sèche d'os poliomyélitiques. Encore que, à la faveur des printemps arabes, des NTIC, du face book, de l'handicap managérial des tenants et aboutissants ; ces jeunes militants auront à penser dès à présent à initier un novembre-bis la réappropriation politiquement partisane n'est-elle pas une revendication légitime ?

Publicité

SOULEVEZ À VOLONTÉ
3 À 5 TONNES

REMISES EXCEPTIONNELLES...

LIVRAISON IMMÉDIATE

DEP
Matériels de Manutention

- ✓ MOTEUR NISSAN TD 27 D'ORIGINE JAPONAISE EURO III
- ✓ GARANTIE CONSTRUCTEUR : 2 ANS OU 4 000 H
- ✓ ATELIER MOBILE

SIÈGE ASIAN HALL : 114 Route CAP, Bordj El Kiffan, Alger,
Tél. : 021 21 36 15 / 26 - Fax : 021 21 36 37
Mob. : 0770 30 39 97 / 0770 25 25 00 / 0770 95 51 74 / 0770 31 48 89
ORAN : Zone de dépôt El kerna - Es sénia. Mob. : 0770 53 86 43
ANNABA : Zone d'activité el Bouni. Tél. : 0770 97 82 21

la Chronique de Paris

Par Pierre Morville



Mali : débats sur la durée de l'intervention française
Les succès sur le terrain de la Misma pourraient laisser croire à un départ rapide des troupes françaises mais la France est investie pour longtemps au Mali.

L'enlèvement cette semaine de sept touristes français (dont quatre enfants en bas âge) et la mort d'un second soldat français a relancé un débat sur la durée de la présence des forces françaises sur une ancienne terre coloniale et la stratégie à terme de la Misma. Celle-ci regroupe plus de 5.000 soldats des forces africaines (dont 1800 Tchadiens) déployés sur le sol malien dans le cadre de l'opération Serval menée par les Français et les Maliens afin de "sécuriser" le nord-est du pays et de "désorganiser" les groupes terroristes, a annoncé mardi le ministère français de la Défense. Les contingents togolais, sénégalais, béninois, ghanéens et tchadiens ont vu leurs effectifs accroître ces derniers jours et devraient poursuivre leur déploiement sur le terrain.

Au total, près de 8.000 soldats africains sont attendus au Mali pour épauler les forces maliennes et prendre le relais de l'armée française lorsqu'elle se sera retirée, écrit l'état-major.

TROUPES FRANÇAISES : DÉBUT DU DÉPART DÈS MARS ?

Sur le terrain, la «sécurisation» du nord-est du pays, le massif montagneux des

Ifoghas, et plus largement des zones isolées du vaste Nord-Mali s'avère plus difficile que la reconquête des agglomérations du Nord-Mali. La coordination des troupes des différents pays ne fait que commencer et l'état-major militaire français s'inquiète d'exactions qui auraient été commises par l'armée malienne. Le ministre français délégué en charge du Développement, Pascal Canfin, a affirmé mercredi lors d'une visite au Mali, que la France est très attentive face aux accusations d'exactions visant l'armée malienne. «Il ne peut pas y avoir de dialogue politique dans la durée, s'il y a des exactions sur le terrain. Et donc, nous sommes extrêmement attentifs à ce que ça se passe le mieux possible», a-t-il déclaré sans pour autant confirmer ces accusations d'exactions.

L'aide militaire internationale hors Afrique reste toujours aussi tenue. Seul signal positif nouveau : Le gouvernement allemand a annoncé qu'il pourrait envoyer jusqu'à 330 formateurs militaires au Mali afin de former les soldats maliens et pourvoir à une assistance logistique aux troupes françaises et africaines sur le terrain. Le porte-parole du gouvernement, Steffen Seibert, précise néanmoins que le contingent allemand ne sera pas autorisé à participer aux hostilités.

Côté finances, une conférence internationale des bailleurs de fonds à l'initiative de la France et de l'Union européenne pour venir en aide du Mali aura lieu à la mi-mai à Bruxelles, associant notamment la Banque Mondiale, le FMI et diverses ONG internationales. Elle est destinée à compléter les 250 millions déjà promis par l'UE. La relève économique du pays est pourtant aussi décisive que le rétablissement d'une réelle démocratie dans l'ensemble du pays. Après la reprise de Gao et de Tombouctou, le président par intérim, Dioncounda Traoré, avait souhaité que ces élections aient lieu le plus tôt possible. Elles se dérouleront le 7 et 21 juillet prochain. Mais les difficultés d'organisation d'un scrutin dans un pays en guerre ne manquent pas, comme l'instauration de listes d'électeurs comme celle d'une carte électorale pour éviter au maximum les fraudes...

Quant à la durée de l'intervention, les déclarations gouvernementales françaises ne sont pas tout à fait à l'unisson. Laurent Fa-

bis a créé une certaine surprise en annonçant sur RTL, mardi, que les troupes françaises pouvaient commencer à se retirer dès le mois de mars, alors que Jean-Yves Le Drian, ministre de la défense estimait que la pacification du Nord-est du pays prendrait un «certain temps», et il a conditionné ce début de retour à un déploiement effectif des forces africaines de la Misma (mission internationale de soutien au Mali), mais celles-ci "ne sont pas en situation" pour l'instant de prendre le relais des forces françaises, a-t-il relevé.

L'institut de géopolitique IRIS a publié très récemment une étude de René Cagnat, «Guerre et pacification au Sahel à la lumière de l'expérience afghane». Certes, on peut ne pas suivre toutes les analyses de l'auteur et l'on sait que toute comparaison abusive entre des situations de conflit dans des contextes historiques, géographiques et politiques, est extrêmement périlleuse.

Toutefois, en analysant l'intervention de l'armée américaine en Afghanistan, le chercheur pointe, selon lui, quelques erreurs majeures, dont il faut se protéger dans toute intervention extérieure, y compris au Sahel.

LES «LEÇONS» DE LA GUERRE EN AFGHANISTAN

L'une d'entre elles qu'il souligne, est notamment celle du «départ annoncé» : Le 24 juin 2011, le Président OBAMA en effet fixé un terme précis pour le retrait des forces américaines en Afghanistan, la fin de 2014. ««Rien de plus décisif pour affaiblir la résistance des forces loyalistes !», remarque René Cagnat.

Le chercheur note également que les Américains après des premières victoires ont laissé les Talibans reconstruire leur force dans les zones pachtounes du Pakistan : «les organisations terroristes islamiques, note de son côté David Gauzère, dans la «revue de la Défense nationale», se déploient en trois temps, à partir d'un sanctuaire, avec l'appui d'une zone grise, vers un objectif à conquérir», ou à reconquérir. Dans le cas du Mali, les groupes islamistes ont pour objectif de sanctuariser le massif montagneux des Ifoghas. D'où l'importance pour la Misma, de la réussite de l'opération actuelle. Mais de nombreuses «zones

grises» existent autour du Mali, que ce soit en Mauritanie, au Niger ou dans le Sud algérien, ou de façon plus éloignée, en Libye. Voire même l'existence, l'existence de lointaines bases arrière, comme l'a montré la récente intervention du groupe islamiste nigérian Boko Haram avec le rapt de touristes français au Nord-Cameroun. Si la maîtrise de la zone sahélienne est nécessaire, elle entraîne une opération et complexe et réclame surtout une étroite coopération entre tous les états concernés. Compliqué.

René Cagnat remarque enfin que l'intervention américaine, sur le plan politique, «s'est appuyée sur l'installation d'un pouvoir totalement inadapté aux réalités afghanes» et sur un plan militaire, avec un corps expéditionnaire isolé de la population dans «des camps bien clos», incapables, notamment de nuit, de contrôler le territoire conquis. De même, l'utilisation à l'excès des bombardements aériens aveugles, seul moyen de maintenir ce corps expéditionnaire en Afghanistan, retourne rapidement la population contre un «libérateur» qui devient «ipso facto un agresseur».

Comparaison n'est pas raison. Les guerres en Afghanistan qui ont commencé en 1979 par une intervention militaire russe, se sont déroulées dans un pays par sa culture, sa géographie et son histoire, dans un environnement régional et dans des contextes internationaux qui n'ont rien à voir avec le Mali.

En revanche, estimer comme Laurent Fabius, que l'intervention française réglera la question malienne en trois mois, relève de la gageure peu crédible. L'intervention sera nécessairement plus longue et sa réussite éventuelle impose deux conditions stratégiques :

- une coopération étroite, sur des objectifs stratégiques et sur les actions à tenir décidés en commun, avec l'ensemble des pays frontaliers de la zone du Sahel et plus largement avec les pays d'Afrique de l'Ouest qui interviennent dans la MISMA

- l'établissement d'un régime que les Maliens du nord et du Sud, choisiront eux-mêmes, démocratique, transparent et certainement très fédéral. Cette reconstruction politique ne peut se faire dans un pays très pauvre et malmené par la guerre qu'avec une aide financière et logistique

internationale puissante et rapide, et avec l'appui des grandes organisations internationales.

Beaucoup d'objectifs à réaliser, dont, le moins puisse dire, l'intervention politico-militaire française n'en ait qu'à ses débuts.

TUNISIE : IMPASSE POLITIQUE, CRISE SOCIALE SANS PRÉCÉDENT

Mardi après-midi, Hamadi Jebali est allé remettre sa démission au président Moncef Marzouki. Il aura été Premier ministre 14 mois, ayant pris ses fonctions en décembre 2011 après la victoire de son parti, Ennahda, aux premières élections libres de l'histoire de la Tunisie deux mois plus tôt.

«Notre peuple est déçu par sa classe politique, a constaté Hamadi Jebali qui, a regretté que sa proposition de sortie de crise, pour «restaurer la confiance», avec un gouvernement composé de techniciens plutôt que de leaders de parti, n'est pas été acceptée par sa majorité parlementaire. «Je dis en toute clarté que l'initiative, telle que je l'ai présentée, c'est-à-dire un gouvernement composé de membres n'appartenant pas à des partis politiques, n'a pas recueilli un consensus», avait-il déclaré dans la soirée de lundi.

L'assassinat de Chokri Belaïd, populaire leader de la gauche tunisienne a cristallisé une crise politique qui semble ne plus en finir.

Ali Laârayedh, l'actuel ministre de l'Intérieur, qui s'accroche à son poste, n'a pas à ce jour trouvé les coupables de cet assassinat, comme il n'avait pas voulu enrayer la montée d'une violence politique croissante, ni même su protéger l'ambassade des États-Unis d'une attaque en règle à la suite d'une manifestation où devaient participer bon nombre d'adhérents ou de sympathisant de son parti, Ennahda.

L'actuelle majorité parlementaire est également très menacée : les deux autres partis qui soutenaient Jebali, le Congrès pour la République (CPR) du président Moncef Marzouki, et Ettakatol, la formation dirigée par le président du Parlement Mustapha Ben Jaafar, menacent de claquer la porte si leurs alliés islamistes d'Ennahda, grands vainqueurs des législatives d'octobre 2011, refusent de céder plusieurs ministères régaliens. Mais Ennahda refuse de limoger

le ministre de l'Intérieur, Ali La-rayedh, critiqué en raison de la montée des violences politiques et sociales, celui de la Justice, Nourredine Bhiri, ainsi que le chef de la diplomatie, Rafik Abdesslem, impliqué dans un scandale de corruption. Ce dernier est également le gendre de Rached Ghannouchi, cofondateur et président d'Ennahda.

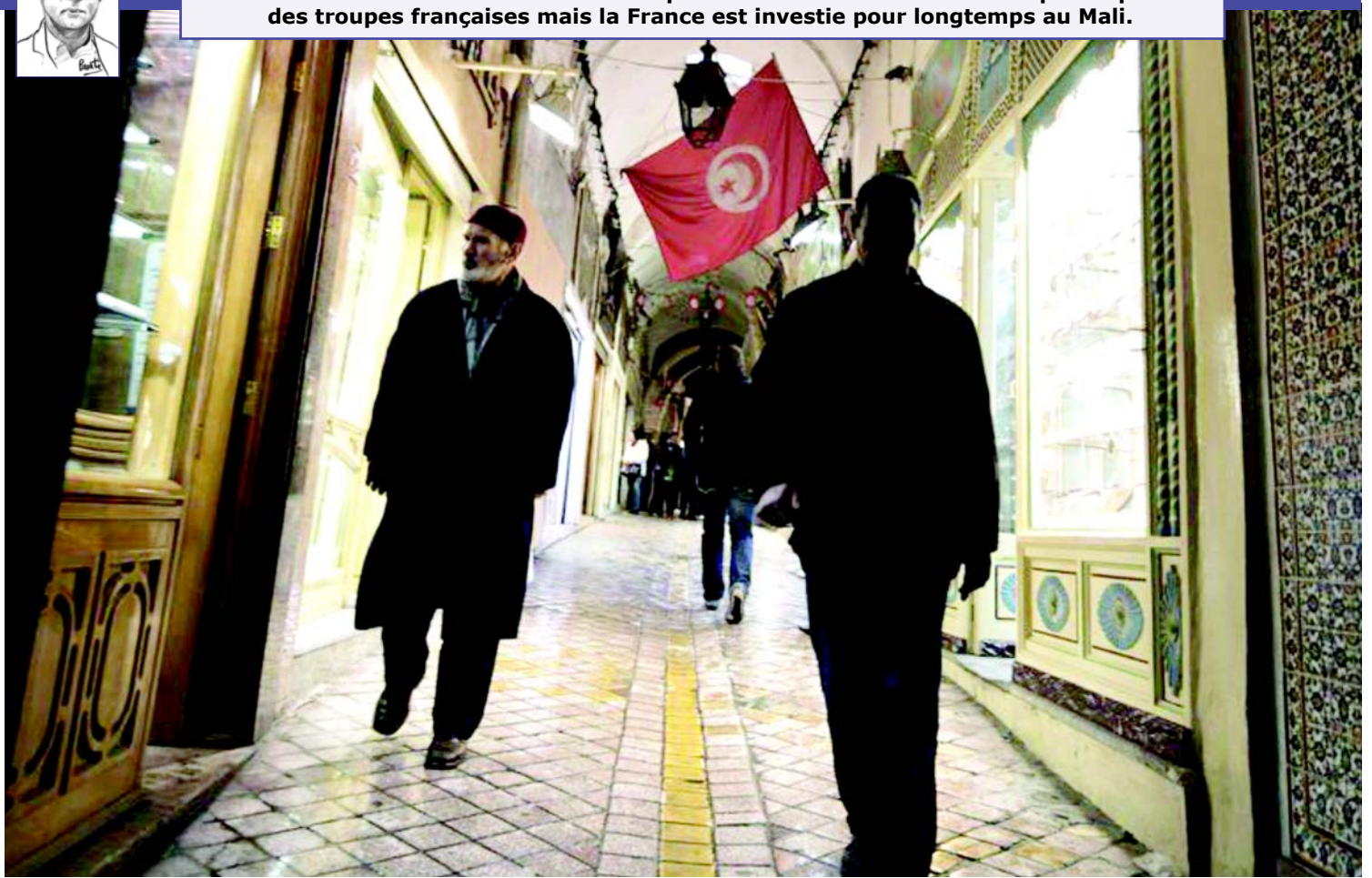
Fixer la date des prochaines élections est la première urgence, a rappelé Hamadi Jebali. Mais toute possibilité de scrutin est paralysée par l'impasse de la rédaction de la Constitution par l'Assemblée nationale constituante (ANC). Parmi les noms qui circulent pour le poste de Premier ministre, on compte Abdelatif Mekki, ministre de la Santé, et même celui de Nouredine Bhiri, ministre de la Justice.

Quel que soit son nom, le nouveau Premier ministre et son nouveau gouvernement, qu'il aura de grandes difficultés à composer, se heurtera aux mêmes difficultés : une crise économique et sociale qui s'aggrave (le chômage touche selon les estimations entre 18 et 25% de la population), une récession économique qui touche les principaux secteurs des phosphates ou tourisme, une inflation vertigineuse.

Il devra également faire face à une très grande désillusion des Tunisiens qui avaient placé beaucoup d'espoir il y a deux ans dans la «Révolution de Jasmin». Il est vrai que la nouvelle classe politique qui est apparue, après la chute de Ben Ali, a quelque mal à s'organiser.

On ne compte, pour une population de seulement 10, 6 millions d'habitants, pas moins de 20 partis politiques officiels, regroupés en trois coalitions mouvantes, et ce, sans compter les groupes extrémistes et les anciens partisans de Ben Ali.

Les recompositions de majorité politiques potentielles sont donc nombreuses mais ne sont pas pour autant gage de la réussite d'une sortie de crise. D'autant que les sondages actuels donnent toujours Ennahda, bien qu'actuellement très divisée, comme vainqueur d'une courte tête d'une éventuelle future élection législative. Devant cette longue crise, certains évoquent la possibilité d'une pression accrue sur le plan politique de l'armée, d'autant que son chef, le général Rachid Ammar, le renverseur de Ben Ali, dispose aujourd'hui d'un prestige sans équivalent en Tunisie.



Corruption: l'économie passe avant la justice

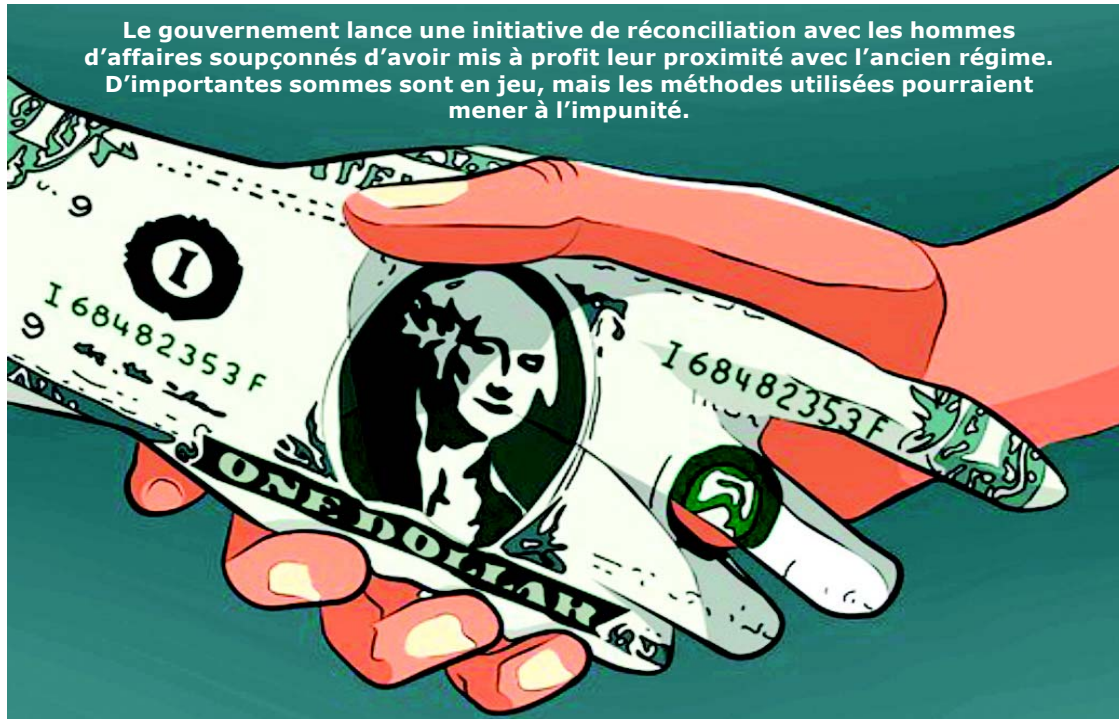


Le ton des Frères musulmans change vis-à-vis des hommes d'affaires accusés de malversations. Hassan Malek, puissant investisseur de la confrérie et président du comité Tawassol (synergie) - dont la mission est de faire le lien entre la présidence et les investisseurs - a lancé une initiative de réconciliation avec les hommes d'affaires accusés de corruption sous Moubarak. Il s'agit pour l'Etat de récupérer l'argent extorqué suite à la vente de terrains et de propriétés à des prix dérisoires, grâce à la proximité des acheteurs avec le régime déchu.

Malek a effectué la semaine dernière une visite à Londres et aux Etats-Unis pour discuter avec d'anciens ministres et hommes d'affaires en fuite. «Une liste regroupant 30 hommes d'affaires est actuellement en cours d'étude. Hamed Al-Cheati et Yassine Mansour sont en tête. Les responsables politiques sont cependant hors de cette initiative, tout comme Hussein Salem, l'homme d'affaires et ami proche de la famille Moubarak, mis en cause dans le procès d'exportation de Gaz à Israël. Le comité s'occupe seulement du dossier des hommes d'affaires», précise Malek à l'Hebdo. Al-Cheati est accusé d'avoir obtenu des terrains sur la Côte Nord en contournant le système d'adjudication alors que Mansour, PDG de Palm Hills, à l'époque, est accusé de corruption.

Il affirme que «nous étudions chaque cas séparément et que des étapes concrètes seront prises prochainement. La réconciliation est très importante, elle engendrera des liquidités importantes en temps de crise. Mais cette initiative n'implique pas de renoncement aux droits de l'Etat».

Il y a deux ans, avant l'arrivée des Frères musulmans au pouvoir, l'idée d'une telle démarche était inconcevable et les responsables politiques l'évitaient de peur d'être qualifiés de traîtres. Les Frères musulmans étaient d'ailleurs les premiers à s'y opposer. Aujourd'hui, ils tentent de mettre en place un accord avec les hommes d'affaires en fuite, malgré



Le gouvernement lance une initiative de réconciliation avec les hommes d'affaires soupçonnés d'avoir mis à profit leur proximité avec l'ancien régime. D'importantes sommes sont en jeu, mais les méthodes utilisées pourraient mener à l'impunité.

l'opposition de la société civile et de plusieurs partis politiques.

«Nous étudions actuellement les mesures juridiques pour finaliser quelques accords et préciser la date de retour des hommes d'affaires», confie à l'Hebdo un responsable proche du dossier, en mentionnant que les personnes n'ayant pas fait l'objet de condamnation par la justice sont prioritaires.

■ SECRET ET OPACITÉ

Mais l'opacité et le secret entourant le processus de réconciliation inquiètent. «Société égyptienne doit faire partie de cette initiative. Elle doit connaître les accusations pesant sur chacun, les actifs pillés, les procédures adoptées et les négociations», déclare Mohammad Esmat Al-Sadate, président du Parti de la réforme.

A cet égard, Malek confirme qu'une fois les négociations et les accords terminés, leurs contenus seront dévoilés. «Droit de l'Etat sera bien protégé et les hommes d'affaires qui veulent faire partie de la relance économique prochaine

auront un rôle positif à jouer». Sobhi Saleh, avocat et membre de la confrérie et du Conseil consultatif (Chambre haute du Parlement), révèle à l'Hebdo quelques traits du projet de réconciliation. «Il fait la différence entre les hommes d'affaires qui ont porté atteinte à l'économie égyptienne à travers des monopoles ou des fraudes, et ceux qui ont abusé de leur relation pour profiter de réductions de prix ou de mesures exceptionnelles. Les premiers sont hors négociation».

Ainsi, Ahmad Ezz, le magnat du fer emprisonné depuis la chute de Moubarak, ne fait pas partie de l'initiative. Saleh souligne que la loi de réconciliation sera discutée en février au cours d'une session publique du Conseil consultatif, un organe qui détient provisoirement le pouvoir législatif.

«La loi envoie pourtant en prison les personnes coupables de détournement de fonds. Alors pourquoi donc cette différenciation ?», s'insurge Aboul-Ezz Al-Hariri, ancien député. Selon lui, les hommes d'affaires doivent rendre toutes les

sommes dues et pas seulement une partie. «Le projet de loi proposé pour finaliser la réconciliation est inconstitutionnel. Il poursuit la même logique que celle du régime Moubarak», insiste Al-Hariri.

■ «UN CRIME SOCIAL»

L'initiative de réconciliation avec les propriétaires d'usines privatisées fait également partie du processus de réconciliation lancé par les Frères. Mais ces cas ont déjà été tranchés par la justice administrative, ce qui s'oppose aux termes de la réconciliation révélés par Sobhi Saleh. «De plus, cela contredit la juste distribution des ressources de l'Etat», opine Khaled Ali, activiste et ex-candidat à la présidentielle.

«Cette réconciliation est un crime social. Les islamistes qui plaident pour l'application de la charia pour les petits vols commis par des citoyens modestes plaident en même temps pour la réconciliation avec des investisseurs ayant dérobé des sommes importantes !», s'exclame-t-il.

Une opinion partagée par Al-Ha-

hiri : «La négociation des autorités égyptiennes avec les hommes d'affaires de l'ère Moubarak n'est qu'une manœuvre politique des Frères musulmans pour acheter la loyauté de ces individus au détriment de l'intérêt public», estime-t-il, tout en soulignant avoir lancé un procès pour faire annuler ce projet de loi.

■ ACCORDS PERDANTS POUR L'ÉTAT

La société égypto-koweïtienne est un bon exemple du processus de réconciliation sous Morsi et montre le gaspillage de fonds publics. Cette entreprise avait proposé 80 milliards de L.E. pour en finir avec son procès, elle, qui avait acheté 26 000 feddans (près de 11 000 ha) de terres agricoles pour ensuite lancer un projet immobilier. Le président Morsi a récemment annoncé un accord de réconciliation pour 42 milliards de L.E. «Quel gaspillage des richesses du pays !», poursuit l'ancien député Al-Hariri.

Il plaide pour l'adoption des méthodes de la Banque Mondiale (BM) qui, soucieuse d'étudier et de surveiller la corruption dans le monde, a fait part de sa vision et des conditions auxquelles doit être soumise toute réconciliation. La BM exige, entre autres, un comité juridique pour surveiller les négociations de réconciliation, et que toutes les parties soient informées des résultats des négociations et des investigations avant l'approbation de la réconciliation. Le plus important, selon elle, est que la valeur des amendes payées dépasse les bénéfices engendrés par les fraudes.

Le mouvement du courant public, présidé par l'ex-candidat à la présidentielle Hamdine Sabbahi (gauche), a lui aussi lancé une initiative pour faire cesser les procédures de réconciliation des islamistes. «Se réconcilier avec la corruption fait passer le message à tout investisseur qu'il peut voler, puis se laver les mains. C'est inacceptable !», dit-il.

Bref, la réconciliation, selon les termes proposés actuellement, n'est qu'une nouvelle facture qui sera en fin de compte payée par les Egyptiens au détriment des revendications de la révolution : «Pain, liberté et justice sociale».

Royaume-Uni : la viande de cheval, une horreur juste bonne à exporter

Les Britanniques ont une aversion pour la viande chevaline, comme vient de le rappeler de récents scandales alimentaires. Cela ne les empêche pas d'en exporter de grandes quantités à leurs voisins du continent.



Si les anglo-saxons ont en horreur le carapaccio de cheval, ils en exportent en revanche de plus en plus depuis quelques années. Notre industrie agroalimentaire nous réserve parfois quelques surprises : vaches folles, œufs mortels, corn flakes qui ressemblent à Jésus. Alors à quoi bon s'inquiéter si quelques bouts d'ADN provenant d'un animal d'abattoir se retrouvent parmi les ingrédients entrant dans la composition d'aliments transformés bon marché. Mais quand, à la mi-janvier, a éclaté la nouvelle selon laquelle de la viande hachée de "bœuf" vendue dans plusieurs enseignes de grandes surfaces contenait de l'ADN chevalin, le Royaume-Uni et l'Irlande sont montés sur leurs grands chevaux. [Un nouveau scandale similaire a éclaté début février, impliquant des produits Findus vendus en France et au Royaume-Uni.]

Pour trouver l'origine de cette viande, il a fallu remonter jusqu'à Silvercrest Foods, un transformateur agroalimentaire situé dans le comté de Monaghan, en pleine Irlande équestre. Le PDG de la maison mère de Silvercrest, le groupe ABP Food, s'est empressé de souligner que la substance inattendue provenait d'un fournisseur européen et a été ajoutée accidentellement aux steaks hachés. Ironie du sort, le nombre des chevaux abattus en

Irlande est passé de 822 en 2006 à 7 000 en 2010-11, à cause de la récession, et quatre nouveaux abattoirs chevalins y ont été construits au cours de la même période. La plupart des carcasses qui en sortaient ont été exportées vers l'Europe. Dans le circuit mondial tortueux de l'industrie agroalimentaire moderne, les chevaux arrivés dans le comté de Monaghan sous la forme d'un prétendu "produit bovin" retournaient peut-être au berceau.

■ UNE CONSOMMATION MONDIALE EN HAUSSE

Une indigne hypocrisie va de pair avec le dégoût que nous inspire, à nous les Anglo-Saxons, la consommation de la viande chevaline. A l'heure actuelle, 1 milliard de personnes en mangent. Elle est servie couramment à table dans de nombreuses contrées (Chine, Russie, Asie centrale, Mexique, Pays-Bas, Suisse, Italie, Japon, Belgique, Argentine). La consommation mondiale est en hausse de 27,6 % depuis 1990. De leur côté, le Royaume-Uni, l'Australie, l'Irlande et l'Amérique expriment ostensiblement leur répulsion à l'égard de leurs cousins hippophages, tout en expédiant allègrement leurs chevaux indésirables à l'étranger pour qu'ils y soient transformés en bresaola et autres Sauerbraten [un plat allemand, comparable au bœuf bourguignon].

La viande chevaline a une histoire aussi vieille et contradictoire que celle de l'humanité. Des centaines de milliers d'années du-



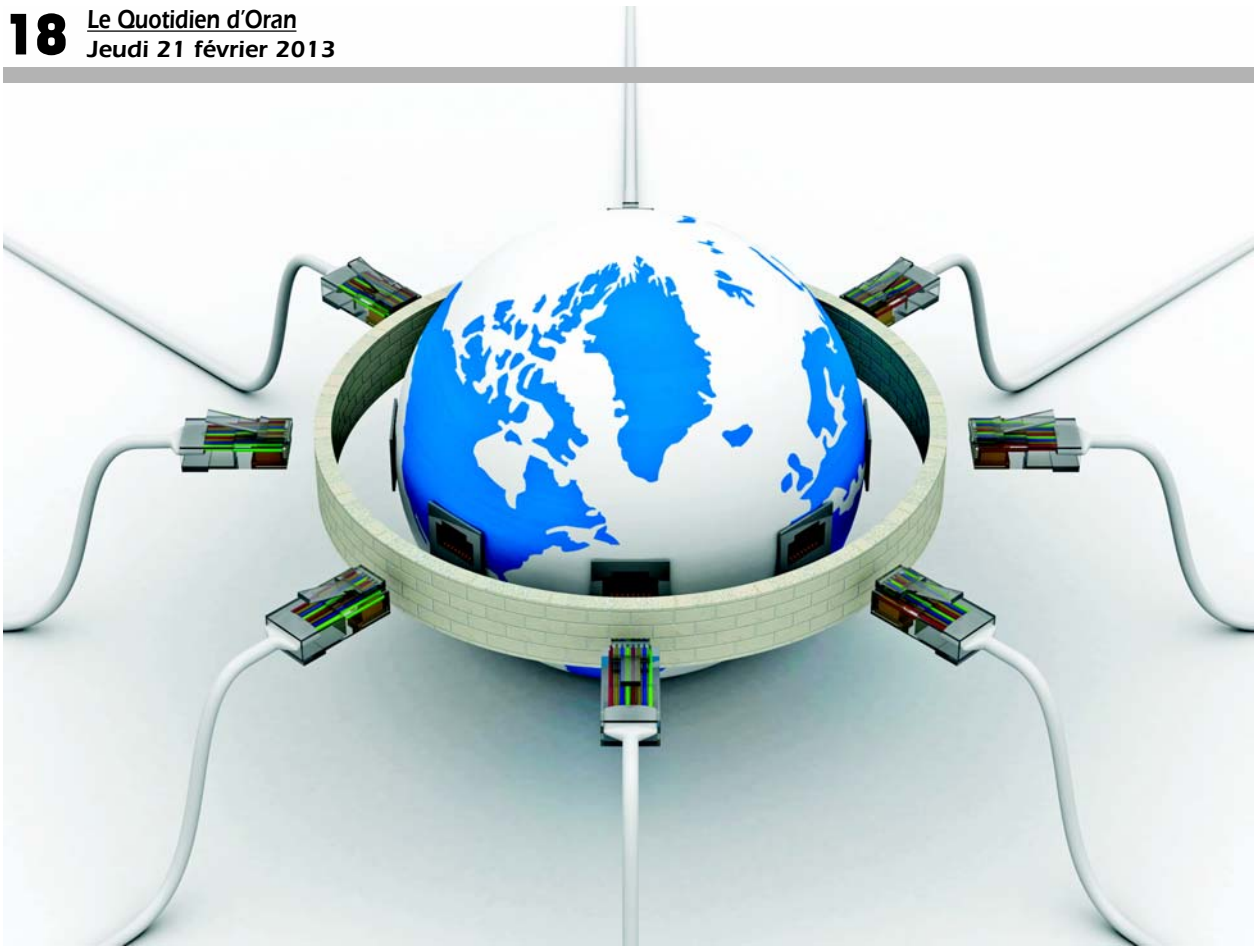
rant, l'homme a mangé du cheval, et ce n'est que depuis cinq mille ans qu'il a fait de l'animal son ami. Ce n'est qu'en 732 que le pape Grégoire III a qualifié l'hippophagie de pratique païenne ignoble en usage chez les barbares germaniques. Cette distinction entre "eux" et "nous" était une façon commode de définir la civilisation chrétienne par opposition aux hordes barbares qui la menaçaient, envahissant les villes un arc dans une main et une brochette de cheval dans l'autre.

Avec l'introduction du chemin de fer au XIXe siècle, il fallut des chevaux pour transporter le nouvel afflux de marchandises depuis les voies jusqu'à leur destination. Les chevaux tiraient les omnibus, les carriages, les charrettes à ordures, les fiacres, les tramways et les fourgons. Leur espérance de vie était faible sous le harnais, cinq ans peut-être. Le processus de recyclage qui suivait est une merveille dont les écologistes du XXIe siècle pourraient s'inspirer. Les chevaux étaient

transformés en tout et n'importe quoi : bougies, boutons, nourriture pour animaux de compagnie, fouets de cuir, engrais et même capotes de fiacre. Pourquoi laisser se perdre cette source de viande rouge ?

■ CES BARBARES DE FRANÇAIS LES MANGENT ACCOMMODÉS À L'AIL

En 1856, Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, de la Société protectrice des animaux, proposa d'autoriser l'hippophagie au motif que la France, contrairement à la Grande-Bretagne, ne pouvait compter sur ses colonies pour fournir de la viande à tous ses sujets. L'Autriche, la Norvège, la Suède, nombre d'Etats allemands et la Belgique avaient déjà dépénalisé la consommation de cheval quand la France légalisa la boucherie chevaline* en 1866. Au XXe siècle, nombre de villes britanniques comptaient des boucheries chevalines cependant. A Sheffield, à Aberdeen, le bœuf n'était pas la seule viande rouge disponible.



Depuis quelques semaines, une page Facebook nommée "Scoop Marrakech" terrorise les jeunes filles marocaines. Son propriétaire est sous les verrous, mais des photos compromettantes continuent d'y être publiées. Le point sur une enquête qui donne du fil à retordre à la police.

Internet : psychose à Marrakech

TELQUEL

Vous avez sûrement entendu parler de "Scoop Marrakech", cette page Facebook qui a semé la zizanie dans la ville ocre et contribué à ternir la réputation de dizaines de jeunes femmes. Pêle-mêle, on y trouve des photos prises dans des lycées, des piscines, des cafés, voire lors de fêtes privées comme les anniversaires ou les mariages. Dans l'écrasante majorité, et hormis quelques clichés vraiment "hot", il s'agit de photos "banales", mais les commentaires les accompagnant sont d'une extrême violence. Les filles figurant sur ces photos sont traitées de "Zahirate" (prostituées), avec assez souvent leurs noms, des indications sur leurs lieux de résidence, leurs fréquentations... Inondés de plaintes, les services de police ont finalement décidé de réagir. Après quelques jours d'investigations, la police judiciaire de Marrakech, appuyée par une unité d'informaticiens de la DGSN, est parvenue à localiser et arrêter un premier suspect. Mais l'affaire n'est pas pour autant close. D'autres éventuels suspects sont toujours recherchés.

GEEK TRIP

Le 23 janvier 2013, des officiers de la police judiciaire se présentent au domicile d'une famille au quartier populaire "Al Massira" à la recherche de M.A.Z. Il s'agit d'un jeune homme de 21 ans, au chômage depuis qu'il a quitté les bancs de l'école il y a quelques années. "Ce n'est pas un as de l'informatique, mais c'est un vrai accro à Internet, pratiquement sa seule occupation", affirme une source policière de Marrakech, qui ajoute que l'ordinateur portable du prévenu, ainsi que son téléphone et des supports USB ont été saisis pour les besoins de l'enquête. Notre source explique que M.A.Z. ne souffre d'aucun trouble psychologique et n'a aucun problème avec l'autre sexe. Il n'aurait même pas agi par vengeance suite à quelque aventure amoureuse qui aurait tourné court. "Il a lancé sa page en novembre 2012 et a fini par se prendre au jeu. Le trafic et la célébrité qu'a connus cette page l'ont poussé à persévérer", poursuit notre interlocuteur. Mais comment est-il arrivé à piéger ses victimes et à entrer en possession de leurs photos ? "On sait qu'il a rarement pris des photos lui-même, mais il a piqué l'essentiel sur des sites Internet et surtout sur d'autres pages Facebook. Les autres utilisateurs, par centaines, ont pris le relais", explique un enquêteur. La page

"Scoop Marrakech" étant ouverte à tout le monde, n'importe quel utilisateur peut poster les photos et les commentaires qu'il veut.

Cependant, nos sources à Marrakech n'écartent pas l'éventualité de l'existence de complices qui continuent à leur tour à alimenter la page. C'est ce qui explique d'ailleurs le black-out de la police concernant ce dossier. Car près de deux semaines après la première arrestation, la DGSN n'a émis aucun communiqué officiel sur cette affaire qui continue de tenir en haleine la population marocaine.

LE LABYRINTHE FACEBOOK

"Scoop Marrakech", même après l'arrestation de M.A.Z., continue de narguer les services de sécurité. Le 25 janvier, deux jours après son interpellation, la page diffusait un film de 3 minutes montrant deux personnes en pleins ébats dans un lieu public. "C'est ce qui renforce notre conviction concernant l'existence de complices", affirme une source sécuritaire. Mais ce n'est pas tout. Le ou les auteurs de "Scoop Marrakech" ont fait des émules. Des pages similaires, portant le même nom, se sont multipliées comme des champignons et reprennent presque toutes le même contenu. Et c'est ce qui complique la tâche, autant pour les enquêteurs que pour les spécialistes du laboratoire régional d'analyse de traces numériques, un service spécial installé depuis le 16 décembre 2012 au sein de la préfecture de police. Alors pourquoi ne pas agir directement à la source et obtenir la fermeture de "Scoop Marrakech" ? "Des démarches ont été entreprises dans ce sens auprès de Facebook et nous attendons leur réponse", affirme une source à la police de Marrakech. Mais même cette démarche ne résoudra pas le problème puisqu'il est pratiquement impossible de venir à bout de toutes les pages. A moins d'interdire carrément l'accès à Facebook ! Pour ne rien arranger, d'autres internautes ont pris le relais sur d'autres sites Internet, dont YouTube, où les mêmes photos défilent pendant plusieurs minutes, accompagnées des mêmes commentaires assassins. Et même au-delà de Marrakech, c'est devenu une mode. En effet, on ne compte plus les pages Facebook avec le mot "scoop" accolé au nom d'une ville, avec des séries de photos commentées. Pire, des photos "piquées" sur des sites étrangers sont même présentées comme étant celles de jeunes Marocaines. En attendant, l'affaire de "Scoop Marrakech" n'a pas livré tous ses secrets. Aux dernières nouvelles, M.A.Z. aurait tout nié, revenant ainsi

sur ses déclarations initiales à la police. Il est toujours interrogé dans le cadre d'une enquête approfondie, en attendant qu'une date soit fixée pour le déférer devant la justice.

PEUR SUR LA VILLE

Les premières victimes de "Scoop Marrakech" vivent des jours difficiles, leur réputation ayant été salie dans toute la ville. "Certaines refusent d'aller dans leurs écoles ou simplement de sortir dans la rue de peur d'être montrées du doigt", explique une source dans la ville ocre. C'est la psychose générale et tout le monde se méfie de tout le monde. Une mère de famille aurait même tenté de se suicider quand on lui a montré des photos de sa fille adolescente. Une information démentie par une source sécuritaire : "Les gens exagèrent, mais il est vrai que cette page a fait beaucoup de dégâts". Depuis, sur les places publiques, les cafés et autres lieux accueillant le grand public, brandir un appareil photo ou un téléphone portable devient suspect. Il a fallu plusieurs mois à Agadir pour faire oublier le scandale du journaliste belge Philippe Servaty dont le procès n'est toujours pas clos, 7 ans après l'éclatement de l'affaire. Il faudra sûrement du temps à Marrakech pour faire oublier "Scoop Marrakech". "En attendant, il est du devoir des autorités de mieux surveiller les environs des établissements scolaires et de sensibiliser les adolescentes qui sont les premières cibles de ce genre de sites", nous déclare un père de famille marocain. Les parquets de plusieurs villes ont ordonné des enquêtes sur plusieurs pages Facebook qui ont vu le jour ces dernières semaines et qui ont opté pour le même mode opératoire que "Scoop Marrakech".

"Scoop Marrakech" est la première grosse affaire sur laquelle a travaillé le laboratoire régional d'analyse des traces numériques (LRATN). Cette structure, relevant de la préfecture de police de la ville ocre, est la deuxième du genre au Maroc après celle de Fès, lancée en septembre 2012. Ces unités régionales, couvrant chacune plusieurs villes, travaillent sous la supervision du laboratoire national de police technique basé à Rabat. Leur mission consiste en général à apporter leur soutien à la police judiciaire lors des enquêtes impliquant l'utilisation de nouvelles technologies. Plus concrètement, ces équipes composées d'as de l'informatique se chargent d'éplucher, pour les besoins d'enquêtes criminelles, toutes sortes de supports informatiques : ordinateurs, disques durs, téléphones portables.

ACTUALITE VUE AUTREMENT

Les secrets de fabrication du numéro un mondial des épices

À Baltimore, la ville d'origine de McCormick (qui possède notamment Ducros et Vahiné), 30.000 volontaires forment le panel de consommateurs du groupe et participent ainsi à l'élaboration des nouveaux produits.

LEFIGARO Heureux les enfants de Baltimore. Ce jour-là, ils sont près de 200, âgés de 8 à 10 ans, à avoir testé, garçons et filles séparément, un en-cas sucré pour le matin. La séance a duré une heure et demie, sur l'apparence, les couleurs et l'utilisation du produit, à l'école comme à la maison. Derrière un mur sans tain, le client - un poids lourd de l'agroalimentaire - écoute attentivement, à six mois du lancement de son snack. Sur les six parfums proposés aux enfants, il en retient trois.

Ces enfants font partie des 30.000 habitants de la région de Baltimore, la ville d'origine de McCormick, qui constituent le panel de consommateurs du géant mondial des épices. Le groupe - qui fabrique aussi bien des épices que des sauces, des plats cuisinés et des arômes - apporte aux industriels et aux restaurateurs (40% de son activité) un service clés en main, de la recette d'un produit au packaging en passant par les tests consommateurs. Ici, il travaille tel un chef d'orchestre, main dans la main avec les fournisseurs de ses clients.

En interne, quelque 400 personnes (nutritionnistes, cuisiniers, chercheurs, chimistes...) participent à l'élaboration d'un produit. McCormick a 120 projets en cours, qu'il s'agisse d'innovations pures, de changements de formats ou d'allègements de recettes. L'an passé, les réductions de sel, de sucre ou de gras étaient à l'origine de 40% de ses lancements aux États-Unis.

UN COFFRE-FORT ENFERME 20 000 ARÔMES

Basé en pleine campagne du Maryland, McCormick fonctionne tel un immense laboratoire avec un coffre-fort automatique où sont stockés à température ambiante quelque 20.000 échantillons d'arômes servant à élaborer des recettes, de la vanille au caramel en passant par le miso japonais.

Pas loin de là, à côté des trois cuisines où s'agitent des chefs, vingt panélistes formés aux tests sensoriels s'affairent. «Nous utilisons les profils émotionnels de chaque arôme pour élaborer ou modifier la recette d'une boisson ou d'un plat cuisiné», explique Jason Ridgway, chargé des tests sensoriels. Nous partons du principe que chaque saveur participe à l'expérience alimentaire, pendant et après le repas.»

Ici, chaque épice, chaque ingrédient est décoré tel un grand vin en fonction de son apparence, de son goût, de son odeur et de sa texture en bouche. La cannelle - utilisée différemment selon qu'elle provient d'Indonésie ou du Vietnam - fait ainsi appel à des émotions qui rappellent l'enfance. Même chose dans le choix des poivres, paprika et autres épices contenues dans le grill mate (barbecue mix) qui doit évoquer pour les hommes l'expérience virile du barbecue.

L'institut de santé du groupe est là pour apporter sa caution scientifique à McCormick. Depuis quatre ans, le groupe a recentré sa communication autour des vertus pour la santé des herbes et épices. À la façon de Danone sur les bienfaits des probiotiques, McCormick a mené une quinzaine d'études cliniques ces trois dernières années pour établir sa crédibilité et être au premier plan de la lutte contre l'obésité, auprès notamment des pouvoirs publics. Un enjeu d'avenir pour ce poids lourd de l'agroalimentaire.



Costard ou survêt : comment un entraîneur doit-il s'habiller ?

Pourquoi Pep Guardiola est-il avec José Mourinho l'entraîneur le plus renommé de la planète ? Avant tout, grâce à ses compétences et son palmarès, bien sûr : en quatre ans à Barcelone, le futur coach du Bayern a remporté 14 titres, dont trois Ligas et deux Ligues des champions.

Rue89

Mais aussi pour son look, qui l'a transformé en figure de mode : Pep, qui a déjà défilé pour Toni Miro – un créateur catalan de ses amis – a dépassé l'autre fashionista du foot, Mourinho. Près du banc de touche catalan, Guardiola portait des costumes (Armani, Prada, Dior et Toni Miro) cintrés bien comme il faut, avec parfois un petit pull sous la veste. Ce petit rien qui en fait un coach différent.

«AVEC LE COSTUME, JE PASSAIS À UNE AUTRE VIE»

Pour autant, impossible d'affirmer qu'être un entraîneur talentueux passe forcément par un costume élégant. Lors de l'Euro 2008, l'Espagne emmenée par Luis Aragones, qui n'est pas franchement une gravure de mode, a terrassé en demi-finale la Russie du carré Guus Hiddink, impeccable en costume cravate, puis en finale, l'Allemagne de l'autre entraîneur le plus classe du monde, Joachim Löw.

L'homme le plus classe du monde (extrait de «Le Grand Détournement»)

Pourquoi donc porter un costume sur le bord d'un terrain ? Pascal Léandri, ex-international de handball passé par la case entraîneur adjoint avant de diriger l'équipe d'Ivry-sur-Seine, la plus ancienne de l'élite, s'est essayé au costume en 2008 lors de sa prise de fonctions : «J'ai toujours aimé les sports US, l'allure d'un mec comme Phil Jackson, et quand je suis devenu entraîneur, je ne me voyais pas rester en jogging ou en jean. Ce sont pour moi des tenues réservées à d'autres activités.

Le concept du costume me plaisait bien du coup : ça marquait la fonction, ça donnait du style ; je passais à autre chose, à une autre vie. Le coach et sa fonction avaient de la valeur pour moi et il fallait que ça se voit.»

«JE PRÉFÉRERAI COACHER EN JOGGING»

Et puis... Et puis, ça n'a pas du tout fonctionné. «Au bout du compte, je me suis rendu compte que ça ne me correspondait pas. J'ai alors adopté un look plus sportswear qui collait à ce que je suis vraiment.»

Élément troublant : le changement de tenue est intervenu à un moment où le club flirtait avec la relégation avant de se sauver en extremis en fin de saison. «Ce n'est pas faux», sourit le technicien.

De là à dire que la barrière de la tenue supprimée, il a su se rapprocher de son groupe pour en tirer le meilleur, il n'y a qu'un pas.

Au Stade de Reims, club de foot de Ligue 1, Hubert Fournier voit en revanche le costume comme un outil quasi indispensable à sa fonction :

«Je pense que je préférerais coacher en jogging car on est quand même plus à l'aise dedans pour faire notre métier. J'en porte d'ailleurs le reste de la semaine aux entraînements, mais comme je suis un des représentants du club, que celui-ci a un passé important, qu'il y a des actionnaires, des partenaires et que j'ai des engagements médiatiques, il est tout de même nécessaire que je porte un costume les jours de match...sans que ça soit une obligation.»

LES CONTRE-EXEMPLES ELIE BAUP ET GUY ROUX

Il ajoute : «Mais la tenue peut dépendre du contexte social, économique et historique du club pour lequel on officie. A Auxerre, Guy Roux est resté pendant quarante ans sans porter de costume.»

Et si dans le football, des hommes de banc, dont l'émblématique technicien marseillais Elie Baup (jogging et casquette), persistent et signent en restant très «terrain», ils sont de plus en plus rares. On a fait le classement des tenues des coaches de Ligue 1 ces dernières semaines :

- 12 costards ;
- 2 tenues de ville améliorées ;
- 4 joggings ;
- 2 variables, parfois jogging, parfois pas.



Jean-François Royer, directeur général de Sportlab, agence de marketing sportif, explique cette nouvelle mode du costume par la mutation de la profession, qui trouve ses racines, en France, au cœur du Mondial 1998 :

«C'est le moment qui a fait basculer le sport français dans le sport business. Les marques, les annonceurs et les médias se sont rendus compte que le football, puis les autres sports, n'étaient plus réservés au peuple.

Il y avait donc la nécessité d'avoir des pros aux postes-clés, notamment du marketing. Ce n'était pas le cas partout avant, tout simplement parce que le sport français a longtemps été un phénomène culturel lié à l'éducation nationale.

Les entraîneurs étaient d'abord des éducateurs. Et c'est de moins en moins le cas aujourd'hui.»

«LES ENTRAÎNEURS SONT DEVENUS DES AVOIRS»

Il ajoute : «Au même titre que les joueurs, les entraîneurs sont devenus des avoirs et doivent faire attention à leur image, à ce qu'ils sont, à ce qu'ils représentent dans un monde concurrentiel.

Car ce ne sont plus que des techniciens, mais aussi des managers, des gestionnaires de groupes et d'équipes. Hormis pour une personnalité très forte, l'image peut même l'emporter sur le discours.»

Toutes les disciplines ne sont pas logées à la même enseigne. Peu de sportifs voient leurs coaches endosser le costume comme habit de scène.

Le basket européen, influencé par

la NBA, est un peu comme le foot mais le rugby, le handball, le volley, le hockey ou encore les sports individuels n'ont pas vraiment sauté le pas.

EN TOP 14, TOUS LES COACHES EN TENUE DE SPORT

On y retrouve donc régulièrement des survêtements, tenues sportswear ou des combos jean/chemise parfois agrémentés d'une veste, précieusement déposée sur le dossier d'un siège. Et quand il fait froid, on sort les grosses doudounes.

«Cela peut aussi dépendre de l'impact financier de la discipline», prévient Jean-François Royer de Sportlab. Assertion démentie par le rugby, où le professionnalisme a fait exploser les salaires et les enjeux financiers mais où les cravatés aux plis impeccables sont toujours aussi rares. Lors de la dernière journée de Top 14, tous les entraîneurs portaient une tenue de sport.

«LE CÔTÉ ÉDUCATEUR RESTE IMPORTANT»

Parfois, le sélectionneur national, qui reste en tribunes et passe ses consignes via des oreillettes à ses adjoints, déroge à cette habitude.

Laurent Travers entraîne le club de Castres avec Laurent Labit :

«Dans la préparation d'un match, on est proche des joueurs. On participe à l'échauffement et ce n'est pas quelque chose que l'on peut faire en costumes et chaussures de ville.

Et puis je pense que dans le rugby, le côté éducateur conserve un rôle important. Il faut accompagner.»

Et la relation aux sponsors ? «Je crois que les sociétés qui met-

tent de l'argent dans le rugby sont satisfaites de voir qu'on a les mains dans les cambouis. Et quand le travail est terminé, on enfle une autre tenue pour assister aux réceptions d'après-match.»

LES COACHES, «COMME LES GOUROUS DES SECTES»

Le philosophe Robert Redeker, dont l'ouvrage «L'emprise sportive» mérite une lecture avisée et qui voit le sport comme «une idéologie, diffusée à jet continu, destinée à légitimer la mondialisation turbo-capitaliste qui renverse tout sur son passage», affirme que la tenue du coach importe :

«Les méthodes de mise en condition des sportifs ressemblent à celle des sectes. C'est l'emprise. Et le comportement des entraîneurs ne diffère guère de celui des gourous de ces sectes. C'est le cas aussi dans les toutes petites équipes, là où il n'y a aucun argent en jeu. Dans ce genre d'affaires, l'habit fait le moine. Pour que les âmes soient sous emprise, pour les impressionner, il faut le costume adéquat.»

Du coup, écrit-il, le costume est fonction de la nature du message que l'on veut faire passer et de la relation :

«Pascal avait remarqué cette importance des vêtements dans la justice : comme la justice en soi n'existe pas, estimait-il, il faut, pour que les jugements en imposent, que les magistrats aient des hermines, des robes de velours pourpres, etc...»

Guardiola en robe rouge et hermine pour les fraîches soirées de Bavière, voilà qui serait chic.

Face aux crises, le tourisme regrette la stabilité sous Ben Ali



L'Orient LE JOUR

A mesure que la Tunisie s'enfonce dans une crise politique, économique et sécuritaire, des travailleurs dans le tourisme en arrivent à regretter la stabilité du régime autoritaire de Zine el-Abidine Ben Ali, chassé du pouvoir il y a deux ans.

«On vivait mieux avant. Il ne se passait rien de tout sous Ben Ali et on était tranquille. C'est bien qu'il soit parti, mais avant c'était beaucoup mieux !» lance Mahmoud Ben Rabeh, devant son étal de produits artisanaux à Sidi Bou Saïd, célèbre village bleu et blanc perché sur une colline dans la banlieue de Tunis.

«La sécurité était meilleure. Maintenant on ne peut ni dormir ni se promener tranquillement», ajoute-t-il, rangeant son stand dans une rue piétonne largement déserte de ce haut lieu du tourisme où un célèbre mausolée soufi a été incendié en janvier, un crime qui n'a pas été élucidé mais renvoie aux méthodes employées ces derniers mois par les salafistes. «Cela fait 25 ans que je suis dans l'artisanat et je n'ai jamais été aussi désargenté. J'ai vendu tous les bijoux de ma femme. J'ai même dû vendre nos alliances, on n'a plus rien !» raconte Mahmoud. Un hôtelier dans ce même village em-

blématique de la bourgeoisie tunisienne partage le même avis, mais il préfère parler sous le couvert de l'anonymat «de peur de prendre une balle dans la tête», comme l'opposant Chokri Belaïd, virulent critique de la politique du parti islamiste Ennahda au pouvoir, assassiné le 6 février.

«Le tourisme est sinistré depuis la révolution, on n'a pas de visibilité au niveau des réservations. C'est pire que sous Ben Ali, la Tunisie bénéficiait d'une bonne stabilité pour les affaires», dit-il.

Le tourisme, principal pourvoyeur de devises et secteur économique stratégique qui représente 6,5 % du PIB, passe par ses pires années depuis la révolution de janvier 2011 qui a renversé l'ancien régime.

«Cela commence à peser lourd sur nous. C'est à peine si nous pouvons payer l'électricité et le personnel. Rien de rassurant à l'horizon, que de l'agressivité et de la violence», se lamente-t-il.

«On vivait mieux sous Ben Ali et on gagnait bien notre vie», avoue de son côté Moncef, serveur dans le célèbre Café des délices qui domine la baie dans son style architectural arabo-andalou.

Mais l'employé est interrompu brutalement par le gérant portant la barbe à la mode salafiste et une tunique à l'Afghane. «Qui t'a autorisé à donner ton avis !» lui assène-t-il, renvoyant du même coup les

journalistes, sans ménagement. La présence de groupuscules radicaux dans les zones touristiques était inimaginable sous Ben Ali qui réprimait toutes les formes d'islamisme jusqu'à opprimer ceux qui se rendaient simplement prier dans les mosquées. La Tunisie a vécu des décennies durant sous une dictature implacable au nom de l'éradication de l'islamisme radical et de la lutte contre le terrorisme.

L'émergence de courants intégristes après la révolution a grandement affecté l'image de la destination touristique, qui peine à se relever des contrecoups de l'attaque mi-septembre de l'ambassade américaine. L'assassinat retentissant de Chokri Belaïd risque d'hypothéquer de nouveau la saison.

Néanmoins, le politologue Salaheddine Jourchi met en garde contre le désenchantement qui pourrait, selon lui, être une aubaine pour les tenants du régime déchu.

«C'est grave, même si ce n'est pas très surprenant dans une phase post-révolutionnaire, ce sentiment risque d'éteindre l'enthousiasme et provoquer un désintérêt de la chose politique et au boycott des urnes», explique-t-il. «La responsabilité en incombe à l'ensemble de la classe politique», note M. Jourchi, qui siège dans un «Conseil de sages» formé mardi par le Premier ministre Hamadi Jebali pour tenter de trouver une sortie de la crise actuelle.



* Prix Licence Moudjahidine

L'impulsion d'une nouvelle génération.

La nouvelle Classe A. Commandez la dès maintenant chez GMS et son réseau de distribution.

A partir de 2 500 000 DA*

Agilité, efficacité, confort et technologie seront au rendez-vous. Vous serez fascinés par la nouvelle Classe A.



Mercedes-Benz

GMS Représentant général Mercedes-Benz VP&VUL, Complexe Autoroute Dely Ibrahim, Alger. Tél.: 0561 15 15 15 - 0561 16 16 16, www.algerie.mercedes-benz.com. Blida: Z.I Ben Boulaid, route de Beni Tamou, Blida. Tél.: 025 36 00 37-025 36 00 38. GMS Oran: Zone des Show Rooms, Route Nationale N° 4 Es Senia Oran. Tél.: 0555 06 13 95 - 041 49 91 33. Tlemcen: Garage du Moghreb, Z.I. N° 104 Chetouane, Tlemcen. Tél.: 0555 00 50 22 - 043 27 27 50. Chlef: sarl El Baka, Bocaa Meknassa, Chlef. Tél.: 0550 31 25 62 - 0550 13 69 36. Constantine: Ets Maherzi RN N° 3 Hama Bouziane. Tél.: 0560 02 88 85.

BJ1049 /PLATEAU : 1 490 000,00DA.ttc*

*Taxe de mise en circulation incluse



FOTON

MOTEUR S/L ISUZU

2.5 diesel



3,5T_{PTAC}

Direction générale : Cité Oued El Dhab 02, en face casnos - ANNABA - Algérie, Tél : 038 84 04 06 (03) / 038 83 23 00 / Fax : 038 84 62 04

KIV
Concessionnaire

KIV Alger : Bordj el kiffan Tél/Fax: 021 21 54 32 / 021 21 54 32
KIV Annaba : Les Palmiers, Tél/Fax : 0661 364 168 / 038 84 52 49 / 0661 168 927
KIV Oran : Z.I Bir el Djir Tél/Fax : 041 27 32 71

KIV Annaba : Berrahal, Tél/Fax : 038 87 88 87
KIV Bejaia : Tél / Fax : 034 10 25 51 / 034 10 22 82
KIV Jijel : Tél / Fax : 034 49 54 54 / 034 49 54 54
KIV Mila : Tél / Fax : 031 50 61 93 / 031 50 61 93
KIV Setif : Tél / Fax : 036 84 74 26 / 036 84 74 26

Azzaba : Tél/Fax : 0550 509 580 / 038 775141
Batna : Tél/Fax : 033 81 82 13
Becharimostaganem : Tél : 0550 264 868 / 040 29 06 43
B.B. Arreridj / Mila : Tél/Fax : 035 68 44 00
Biskra : Tél/Fax : 033 75 97 94
Djelfa : Tél/Fax : 027 87 66 01
Constantine : Tél/Fax : 031 66 06 31 / 031 66 90 21

Guelma / Tebessa: Tél/Fax : 0661 168 927
Khenchela : Tél/Fax : 032 32 40 40
Ouergla : Tél/Fax : 029 71 84 67
El Oued : Tél/Fax : 0550 678 187
Saïda / Sidi bel abbes: Tél/Fax : 048 51 78 24
Touggourt : Tél/Fax : 029 69 62 25
Tlemcen : Tél/Fax : 043 27 29 89 / 043 27 69 97

Des fuites sur le tracé du MAO Perturbations dans l'approvisionnement en eau à Oran-est

S. M.

Des perturbations dans l'approvisionnement en eau de toute la zone-est de la ville ont été enregistrées, au courant de cette semaine, causant de nombreux désagréments aux abonnés et essentiellement à Haï Es Sabah et dans les cités AADL. Les habitants de cette zone, qui est en principe alimentée H/24h, ont constaté ces derniers jours, un chamboulement dans les plages horaires et leur durée. Des chutes de débit en-deçà d'un niveau tel que les pompes des immeubles ne fonctionnent pas, ont été signalées dans les cités AADL. La pression de l'eau tombe souvent à un bar et parfois en-dessous, pénalisant les locataires des tours et en particulier ceux des étages supérieurs. Les abonnés sont

restés, durant plusieurs jours, livrés à eux-mêmes et les nombreuses réclamations adressées aux services concernés sont restées lettre morte.

Contactée à ce propos, la chargée de communication de la Société de l'eau et de l'assainissement d'Oran (SEOR) explique: «ces perturbations dans l'AEP sont dues à des fuites signalées sur le tracé du MAO après sa remise en service, la semaine dernière. Des équipes ont été dépêchées sur les lieux pour la réparation de ces fuites. Nous avons procédé au remplissage des canalisations et des réservoirs de Belgaid. La situation de l'approvisionnement en eau a été rétablie et les ménages seront alimentés régulièrement à partir d'aujourd'hui». L'approvisionnement de la ville à partir du transfert du MAO

avait été, en fait, suspendu durant une dizaine de jours, au début du mois, pour le raccordement de la méga-station d'El Mactaâ, dans la commune de Mers El Hadjdaj, au transfert MAO, rappelle-t-on. La direction de l'Hydraulique avait été contrainte de suspendre, durant toute cette période, l'approvisionnement de la ville, à partir du transfert MAO, ce qui a provoqué des perturbations dans l'approvisionnement de plusieurs localités de la wilaya. La SEOR avait bénéficié d'apports supplémentaires du barrage de Fergoug (Mascara) et de la station de dessalement de Mostaganem pour compenser la suspension de l'approvisionnement à partir du MAO. Le MAO achemine quotidiennement 140.000 m³ d'eau pour approvisionner la wilaya d'Oran, précise-t-on.

FLN Les redresseurs pour un candidat rassembleur

K. Assia

Les membres du mouvement de redressement et de l'authenticité de la Mouhafada d'Oran du FLN, ont demandé, hier à partir d'Oran, la tenue de la réunion du comité central du parti. Dans un point de presse animé, au siège de l'hôtel 'El Azhar' par le bureau de coordination du mouvement, les militants ont dénoncé ces reports injustifiés pour organiser cette rencontre. Une réunion qui se veut, selon le coordinateur de wilaya M. Jaâdouni, décisive pour assainir la situation dans laquelle se trouve le FLN. Un état préoccupant qui interpelle, désormais, tous les militants intégrés à s'impliquer davantage pour barrer la route aux opportunistes, affirme-t-on. En ap-

pelant ainsi au rassemblement de tous les militants du parti dont certains ont été écartés par l'ex SG et par ses proches collaborateurs, les membres du bureau de wilaya ont été unanimes quant à la volonté de ce mouvement d'aller de l'avant sur des bases saines. Les confédéranciers ont demandé également l'élection du SG du FLN, une élection qui se fera, selon eux, en toute transparence loin des critères et des conditions exigées par certains membres du bureau politique. «Ils ont exigé que le candidat au poste de secrétaire général doit avoir moins de 60 ans» s'interroge un militant du mouvement. Une condition que les intervenants rejettent catégoriquement car pour eux ceci va créer un conflit de génération.

Les militants du mouvement dont la mission expirera, une fois le redressement, l'élection du SG et celle de la composante opérés, ne posent aucune condition à l'exception d'une transparence exigée et surtout que le futur SG soit intègre, honnête et surtout rassembleur de toute la famille révolutionnaire.

Cette vision futuriste que le mouvement espère obtenir, ne peut se faire sans la récupération de tous les militants du parti, un des objectifs auquel aspire le mouvement indique M. Hacène membre du bureau de coordination. Tout en dénonçant certaines pratiques et agissements de certains membres du bureau politique, les confédéranciers ont exigé le respect des délais pour, enfin, réorganiser ce parti et aller de l'avant.

Aïn El Turck 32 commerces fermés pour défaut d'hygiène

Rachid Boulélis

Trente-deux mesures de fermeture administrative, d'une durée d'un mois, ont été prononcées, mardi, à l'encontre d'établissements de commerce dans la commune d'Aïn El Turck, par les brigades mixtes, composées de contrôleurs de la DCP, du bureau d'hygiène de l'APC, de celui de la Santé et Hygiène de la daïra et des services de police, apprend-on auprès de la cellule de communication. Des mises en demeure, à titre d'avertissement, ont été adressées au préalable à ces contrevenants et ce, dans le but de les convaincre à se conformer à la réglementation en vigueur dans le secteur du Commerce. Malheureusement, aucune amélioration en matière d'hygiène notamment, n'a été relevée lors de la deuxième intervention des contrôleurs relevant de cette brigade, qui ont finalement décidé de la fermeture de locaux commerciaux, en infraction, sans possibilité de recours contre cette décision.

Selon nos sources, cette mesure de fermeture a touché, en grande partie, des établissements de restauration pour défaut d'hygiène. Il s'agit de 7 locaux de commerce installés dans la localité côtière de Bouisseville, 7 à Haï Bensmir (ex-douar el-nakous), dans la commune d'Aïn El Turck, 3 sur la rue Melinette et 15 dans le marché couvert de Bouisseville. Dans le cadre de la lutte contre le commerce informel, les mêmes brigades ont procédé à l'éradication de 629 sites dont, entre autres 47 dans le seul faubourg Haï Bensmir et en grande partie au lieu-dit « Chteïbo », 50 sur la rue Jérusalem, 36 sur la rue Melinette, 33 sur la rue Harichi Boumediene et 23 à la place Vassas, situés dans le chef lieu de la daïra d'Aïn El Turck. 93 opérations de démantèlement des auvents et autres étalages illicites ainsi que l'éradication de squat des trottoirs ont été menées dans la municipalité de Mers El Kébir, 42 dans celle de Bousfer dont 17 au village Fillaoucène (ex-Qaria) et 30 dans la commune d'El Ançor.

Les interventions ont ciblé les établissements de commerce ayant squatté des trottoirs ou/et ont procédé à des extensions illicites débordant sur la voie publique. Des auvents, des casquettes et des étalages ont été démantelés lors de ces interventions et ce, conformément aux décisions instruites par le gouvernement pour l'éradication du phénomène de l'informel. Notre source souligne encore que les brigades mixtes de contrôle ont procédé à 773 interventions, dans la daïra d'Aïn El Turck.

Il importe de noter que la cadence menée par les brigades mixtes, dans le cadre de la lutte contre le commerce informel, toujours en cours, n'a pas baissé d'un iota, dans cette daïra côtière et ce, depuis son lancement initié par le gouvernement.

Le fruit des efforts consentis est ressenti positivement par la population à travers l'évacuation des trottoirs notamment, qui étaient squattés, des années durant par des établissements de commerce.

Campagne d'assainissement à Oran Plus de 8.000 tonnes de déblais enlevées en un mois

Djamel B.

Plus de 8.000 tonnes de déblais ont été enlevées dans 12 secteurs urbains de la commune d'Oran, durant le mois écoulé, apprend-on auprès de la commune d'Oran. Selon les mêmes sources, plus de 120 sites répartis entre les 12 secteurs urbains ont été traités.

Pour les besoins de l'opération, les services de la commune ont mobilisé 25 camions, une quinzaine de chargeurs et un 'Poclin'. Il y a lieu de signaler, que depuis le lancement de l'opération, plus de 40.000 tonnes de déblais ont été enlevés dans les communes d'Oran, Bir El Djir et Ain El Turk. Au total, ce sont plus de 300 sites qui ont été traités, au cours de cette campagne de préservation de l'environnement, laquelle a mobilisé une cinquantaine de camions et une vingtaine de chargeurs en plus des moyens humains.

Les opérations de traitement des points noirs se poursuivront avec des volontariats réguliers, notamment au niveau des sites connus pour être des endroits de rejets des déblais. Pour la prise en charge de ces déblais, des sources proches de l'EPIC 'Oran Propreté' nous ont indiqué que la future décharge des déchets inertes à Ain El Beida sera bientôt opérationnelle.

Exportation Un programme de formation au profit des opérateurs économiques

Mokhtaria Bensaâd

Un programme de formation aux métiers de l'exportation, initié par le ministère du Commerce, sera lancé le 2 mars, dans les chambres de Commerce et d'Industrie. Cette formation est destinée à toute entreprise détenant un registre de commerce, activant dans l'exportation ou possédant un potentiel dans ce domaine. Pour expliquer le programme de cette formation, une rencontre a été organisée, hier, à la chambre de Commerce et d'Industrie de l'Oranie (CCIO), à laquelle ont pris part les opérateurs économiques. Animée par un expert en commerce international, M. Aris Ali, cette journée a permis aux présents d'avoir toutes les informations sur ce programme. Tel qu'expliqué par l'expert, il s'agit d'une opération soutenue par le Fonds de soutien à la promotion des exportations (FSPE) à hauteur de 80%. L'opérateur n'aura à payer que les 20% restants.

L'écrivaine Djemila Benhabib rend visite au «Quotidien d'Oran»

L'écrivaine Djemila Benhabib, en visite à Oran, la ville qui l'a vu grandir, a été l'hôte du «Quotidien d'Oran», auquel elle a offert ces deux derniers ouvrages. Native d'Ukraine, en 1972, la Lauréate du Prix Femmes - catégorie communication, a grandi dans «une famille de scientifiques engagée dans des luttes politiques et sociales».

Elle était finaliste au prix littéraire des Écrivains francophones d'Amérique - catégorie essai et finaliste aux prix littéraires du Gouverneur général 2009 - catégorie études et essais. Sa famille se réfugie en France en 1994, suite à sa condamnation à mort.

Djemila Benhabib qui a pris très tôt conscience de la condition subalterne des femmes de son pays, s'installe au Québec en 1997, où elle fait des études en physique, en sciences politiques et en droit international.

«Ma vie à contre-Coran. Une femme témoigne sur les islamistes» est son premier essai. Pour ce livre, l'auteure a remporté, en 2009, le prix des Écrivains francophones d'Amérique et a été finaliste aux prix littéraires du Gouverneur général dans la catégorie études et essais.

B. Lahouari

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Kadouri Yamina, 81 ans, Victor Hugo

Ayad Jeloul, 88 ans, stade Habib Bouakeul

Senhadji Med, 84 ans, Carteaux

Belabess Houari, 55 ans, Les Amandiers

Horaires des prières pour Oran et ses environs

11 rabie ethani 1434

El Fedjr
06h17

Dohr
13h16

Assar
16h24

Maghreb
18h54

Icha
20h11



Tranche de Vie

Par El-Guellil

Dégueu...



pays est «muette» dans ce cas de figure. La boxe, c'est connu, est dénommée «noble art». En l'occurrence,

il s'agit... d'ig...noble art!

Dans mon quartier, j'ai vu que d'autre parents n'ont rien à envier au «forain» argentin, même s'il ne s'agit pas de boxe. N'étant nullement dans le besoin, ils poussent leurs deux garçons (excellents à l'école) à vendre des cigarettes aux portes d'un cabaret mal famé, et ce, jusqu'à une heure tardive de la nuit.

J'ai vu des parents installer leurs enfants au coin du quartier les transformant en gardiens de voitures, affrontant le bon et le mauvais client. Je les ai vu ces enfants initiés au port de l'arme blanche pour se défendre en cas de pépins et plus si gain il y a.

L'appât du gain reste le trait commun de ces scabreux faits divers. Et pourtant, que représentent quelques escudos et quelques dinars face au «vol» prémédité de la candeur enfantine?

Les chroniques journalières foisonnent de faits divers plus ou moins rebutants. S'il y a des enfants ingrats envers leurs géniteurs, on trouve également des parents indigènes.

On vient d'apprendre qu'en Argentine, un père se fait de l'argent en exhibant ses trois garçons (12, 10 et 8 ans) lesquels sur ring, sont obligés de «boxer» les yeux bandés. Avec leur «carbitre» de père, ils se donnent des coups à la ... grande joie d'une foule en délire qui, pour manifester sa satisfaction, jette aux bambins des pièces de monnaie. Ce genre de «sport» ne date pas d'hier. En Argentine, il y a des décennies qu'on se délecte de ce «spectacle», semblable aux odieux combats de coqs.

Les associations pour la protection de l'enfance ont porté plainte à... l'UNICEF, étant quasi certaines que la juridiction de ce

EL-BAYADH

Deux Assemblées populaires communales dans l'impasse

Hadj Mostefaoui

La tension est montée de plusieurs crans en ce début de semaine chez les citoyens de la commune de Brézina, qui n'ont pas trouvé mieux que de cadener à plusieurs tours le portail du siège de la mairie, et pour cause, le maire de la ville n'a pas encore été désigné définitivement depuis le dernier scrutin des locales du mois de novembre de l'année écoulée, à telle enseigne que toutes les activités de cette collectivité locale sont gelées et ses élus communaux enfoncés et piégés dans un véritable cul-de-sac. Une mairie qui a été la citadelle imprenable du RND pendant deux décades. Les 15 élus communaux, dont 6 RND, 5 Moustakbal et 4 FLN, qui sont sortis vainqueurs des urnes, peinent jusqu'à ce jour à désigner la personne qui portera l'écharpe tricolore et l'on a appris d'ailleurs que les relations entre ces élus communaux n'ont jamais été depuis au beau fixe. Les interférences dans le choix du maire se multiplient et l'influence de grosses pointures locales, qui reviennent à la charge, se déroule au grand jour. Ces dernières refusent de lâcher du lest et tentent à tout prix, au risque de laisser des plumes, de reprendre au profit du parti majoritaire (RND) les rênes d'une commune qui a été toujours et de tous temps la sienne, presque une chasse gardée qui ne dit pas son nom. Une atmosphère délétère et intenable règne dans les couloirs de la mairie et

chaque jour apporte son lot de dissensions entre les élus. Le décryptage des interminables échos et chuchotements qui parviennent à nos oreilles fait état d'une réelle guerre de tranchées entre deux puissantes tribus locales. Chacune d'elles tente tant bien que mal de tirer la couverture vers elle et à son avantage, à coups de pièces sonnantes et trébuchantes, afin de gagner la majorité absolue pour placer sur le perchoir de la mairie son candidat favori. Cette situation de blocage, qui s'éternise, provoque des grincements de dents très bruyants chez les administrés, qui se font entendre à plusieurs lieues à la ronde de ce chef-lieu de commune de plus de 12.000 âmes. Rivalités tribales suivies de coups bas, disent les premiers ; et pour les seconds, c'est la mainmise sur la mairie pour son éternelle et légendaire tribu rivale qui font que les citoyens n'arrivent toujours pas à voir le bout du tunnel. Remises aux calendes grecques, les délibérations et réunions portant sur l'étude d'une série de projets octroyés par la wilaya et liés au développement local de cette commune enclavée risquent bel et bien d'entraver davantage la concrétisation du PCD 2013 et, pire encore, l'approbation du budget communal prévu pour l'actuel exercice. Passant aux actes après une longue période d'expectative et usés par la patience, les citoyens de cette commune, qui ne l'entendaient pas d'ailleurs de cette oreille, ont fini par craquer en optant pour la solution la plus radicale, qui n'est ni plus ni moins

que de fermer définitivement le siège de la mairie, pour attirer l'attention des pouvoirs publics et la réponse, qui ne s'est pas fait attendre, est venue instantanément du wali d'El-Bayadh. Ce dernier n'a pas tardé à réagir et avec promptitude, en menaçant de mettre à exécution de larges mesures de rétorsion vis-à-vis de l'ensemble des élus récalcitrants de cette commune, ainsi que ceux des 13 membres de l'APC de Sidi Tiffour, daïra de Boualem (5 FLN, 5 RND, 2 Jil Jadid et 1 Fajr Jadid), qui se trouvent eux aussi dans une situation similaire et identique depuis plus de deux mois. L'épée de Damoclès pend d'ores et déjà sur la tête des élus de ces deux communes. Le wali s'offre l'avantage de retirer du cadre des différents plans de développement plusieurs projets tels que, et à titre d'exemple, celui de l'habitat rural en particulier, craignant à raison que ce programme ne soit la pomme de discorde entre les élus et ne fera qu'attiser de vives tensions entre l'élu et le citoyen. Ne faisant point dans la dentelle, le premier responsable de la wilaya, refusant d'aller par quatre chemins, a adressé aux élus de ces deux collectivités locales, de sérieux et retentissants avertissements, suivis d'un ultimatum de quelques jours afin qu'ils puissent assumer pleinement leur responsabilité collective face aux milliers d'infortunés administrés qui ont eu cette fois la malchance de perdre en désignant à la tête de leurs mairies respectives des candidats qui les tiennent sans aucune autre forme de procès et encore en otage.

SIDI BEL-ABBÈS

Un bilan à booster au service de chirurgie du CHU

M. D.

Le service de la chirurgie générale du CHU de Sidi Bel-Abbès a durant l'année 2012 fonctionné à un rythme très lent, au point où le bilan des programmes effectués est loin de rivaliser avec d'autres CHU du pays. Pourtant on précise que ce service est le plus budgétivore de tout l'hôpital. Ce constat établi lors d'un conseil scientifique a ouvert la voie à bien des interrogations sur la bonne volonté du personnel médical à faire profiter les malades du service public. Selon des sources crédibles, le service de chirurgie, doté de deux blocs hyper équipés et de 11 chirurgiens chevronnés, a effectué durant l'année dernière 400 interventions chirurgicales alors que la moyenne nationale varie entre

1.400 et 1.600 interventions. Si on avait à classer le CHU de Sidi Bel-Abbès dans cette activité médicale, il dépasserait le petit hôpital de Têlagh de 20 malades, puisque ce dernier a concrétisé 380 actes de chirurgie. Si une partie des chirurgiens activent à mi-temps dans le secteur privé, d'autres sont absorbés par des activités syndicales, à l'image d'un chirurgien qui a opéré 3 fois durant toute l'année. Ce qui se passe au CHU de Sidi Bel-Abbès devrait faire réagir les consciences des cercles de décision tant au niveau local que national pour instaurer un minimum de rigueur dans la pratique de l'acte médical qui souffre de valeurs de la déontologie. Pas plus tard que lundi dernier, nous a-t-on confié, une malade opérée dans une clinique privée est condui-

te en urgence au CHU après des complications qui ont causé le décès. A l'hôpital, il y a la morgue et il y a la couverture médico-légale. Des praticiens avides de gain occultent le serment d'Hippocrate pour recourir à des pratiques inhumaines qui consistent à transformer les établissements hospitaliers de l'Etat en annexes pour la médecine lucrative. Fort heureusement que ce comportement n'est pas généralisé chez les chirurgiens et les praticiens de la médecine.

Bien des cas désespérés dans différents services du CHU sont sortis indemnes après quelques jours d'hospitalisation. Les bonnes volontés et les compétences sont souvent découragées par des manipulateurs qui ne peuvent se reconnaître que dans la déstabilisation.

AÏN TÉMOUCHENT

Bientôt le gaz de ville à Chentouf

Mohamed Bensafi

Près de 2.800 foyers de la commune de Chentouf seront raccordés au réseau de gaz de ville avant l'hiver prochain, c'est ce qu'a fait savoir une source crédible. Chentouf étant une région à vocation agricole, il fallait non seulement trouver un sol conforme mais aussi un itinéraire économique. La question administrative a été réglée, l'étude du projet finalisée et l'entreprise de réalisation connue. Le chantier devrait être ouvert en

mars prochain. La maîtrise d'ouvrage (MOA) est l'entreprise nationale Sonelgaz d'Aïn Témoûchent. L'objectif de cette opération est d'améliorer le quotidien des habitants, en commençant par leur épargner les corvées de la bouteille de gaz butane, introuvable et si chère en hiver, et les risques d'explosion qu'elle peut engendrer à tout moment, de jour comme de nuit.

Encore plus, et selon une source communale de cette même localité, Chentouf va aussi bénéficier d'un

projet d'un marché couvert destiné à la vente des fruits et légumes auquel seront rattachés 10 locaux à usage commercial (boucherie, poissonnerie...). Le but est d'organiser l'activité commerciale et d'éradiquer le marché informel ou chaotique.

Enfin, pour ceux qui ne connaissent pas Chentouf, c'est une commune d'environ 5.000 âmes, située à 5 km au sud-est de la wilaya et rattachée à la daïra de Hammam Bou Hadjar. Elle détient la plus grande exploitation de vignoble de la région.

MOSTAGANEM

L'unité d'eau de Javel ferme boutique

Ayache Djamel

L'unité de SOACHLORE, spécialisée dans la production de l'hypochlorite de sodium (eau de Javel), employant plus de 80 personnes, vient d'adresser des correspondances à ses grands clients, l'APC, les services de la wilaya, l'Algérienne des eaux, expliquant que SOACHLORE

ne peut plus assurer l'approvisionnement en hypochlorite de sodium à ses clients à compter du 17 février de l'année en cours dû, selon les services de l'unité, à des contraintes techniques insurmontables, ce qui a poussé ses responsables à arrêter définitivement l'activité de la production. Cette unité, rappelons-le, alimente tout l'ouest algérien et

même des wilayas du Sud en eau de Javel, produit indispensable pour le traitement de l'eau potable destinée à la population et aussi pour nettoyer et désinfecter d'autres espaces. Ses clients trouveront-ils d'autres sources d'approvisionnement du précieux liquide et quel sort sera réservé à ses 80 employés ? L'avenir nous le dira.

TLEMCEN

Le professeur Meguenni Kaoual nommé directeur de l'ATRSS



Le professeur Meguenni Kaoual à gauche

Khaled Boumediene

A cinquante-deux ans, le professeur Meguenni Kaoual devient le directeur de l'Agence thématique de recherche en sciences de la santé (ex-Agence nationale de développement de la recherche en santé, créée par décret exécutif n°95-40 du 28 janvier 1995). Le nouveau patron de l'ATRSS, dont le siège est à Oran, succède ainsi à Zahia Mentouri (professeure d'anesthésie réanimation à la faculté de médecine d'Oran).

Meguenni Kaoual a commencé sa carrière au sein du centre hospitalo-universitaire «Chahid Damerdj» de Tlemcen où il a occupé successivement les fonctions de chef de service d'épidémiologie et de directeur de laboratoire de recherches sur le cancer, puis président du conseil scientifique de la faculté de médecine à l'université de Tlemcen. Son expérience, pendant plus de 9 ans, comme doyen de la faculté de médecine, a été un atout considérable aux étudiants universitaires des sciences médicales. Il a géré une trentaine de thèses de doctorat en tant que membre du jury, et trois autres en tant que directeur de thèse. Il faut souligner dans ce contexte, que l'Agence thématique de recherche en

sciences de la santé est chargée de la coordination et du suivi des activités de recherche relevant des sciences de la santé. Outre les membres fixés à l'article 8 du décret exécutif n°11-398 du 24 novembre 2011, le conseil d'orientation de l'agence comprend les représentants des ministères de la Santé, l'Industrie, Sécurité sociale, l'Environnement et l'Agriculture. Les nouvelles autres agences thématiques créées pour consolider la recherche scientifique en Algérie sont l'Agence thématique des sciences de la nature et de vie (Béjaïa), l'Agence thématique de la biotechnologie (Constantine), l'Agence thématique des sciences humaines et sociales (Blida) et l'Agence thématique de la technologie (Alger). L'ANDRS dispose d'un site internet englobant toutes les informations utiles et importantes concernant l'agence et son centre de documentation. Elle a également réalisé un réseau interne en 2004 qui sert d'espace d'échange, de partage des données pour les chercheurs. Afin de renforcer les capacités de recherche algériennes en santé, l'ANDRS entretient à travers ses équipes des collaborations au niveau national et international avec l'INSERM, le CNRS, le CMEP, l'OMS et des universités diverses.

MASCARA

Les pratiques commerciales en débat

Khenouci Mostéfa

Dans le souci de garantir la transparence des pratiques commerciales et la protection du marché de toute forme de spéculation qui affecte la mercuriale des fruits et légumes, la chambre du commerce et de l'industrie Béni Chougrane de Mascara a organisé, dans son siège, une journée d'information et de sensibilisation adressée à l'ensemble des opérateurs économiques.

Au cours de la journée, à laquelle étaient conviés la direction du Commerce, le Centre national du registre de commerce et l'association de protection des consommateurs, M. Bouziane Khelifa, président de la chambre, a abordé le sujet des pratiques commerciales régies par la loi dont l'objectif principal est de stabiliser le marché par la réglementation des marges de bénéfice des commerçants, des prix des marchandises

et des services de base et à grande consommation et les procédures à mettre en place pour l'éradication de toute forme de spéculation à l'origine directe de la flambée injustifiée des prix des marchandises.

L'intervention du M. Starsa Lakhdar, cadre au niveau de la direction du Commerce, a été axée sur le contenu de la loi n° 04-02 du 23.06.2004, qui définit les règles principales des pratiques commerciales imposées à des catégories d'agents et opérateurs économiques, notamment ceux qui activent dans les secteurs de la production, la distribution, l'agriculture et le secteur de la pêche et l'importation de marchandises destinées à la revente en l'état. Un débat chaleureux a caractérisé cette journée, enrichie par l'intervention de madame Morsli Fatiha, directrice de l'association de protection des consommateurs.

BLIDA

Les voleurs du technicum sous les verrous

Tahar Mansour

Après avoir enregistré, au début du mois en cours, une plainte déposée par le directeur du technicum de Zabana (Blida) pour le vol par des inconnus de matériels utilisés dans les laboratoires de génie mécanique, génie civil et autre, la brigade de gendarmerie a initié une enquête approfondie qui lui a permis d'identifier très

rapidement l'un des malfaiteurs. Il s'agit du dénommé B. M. âgé de 18 ans et qui fut arrêté après que plusieurs preuves eurent été retenues contre lui. D'ailleurs, la perquisition menée en son domicile permit aux enquêteurs de découvrir une bonne partie du matériel volé qui a été alors récupérée. Pour suivre leurs recherches, les gendarmes réussirent en un temps record à identifier puis à arrêter les deux

complices du premier suspect arrêté. La poursuite de l'enquête permit aussi de découvrir que les deux individus avaient vendu une partie du matériel volé au niveau du marché aux puces de Bab Errahba. Les trois présumés coupables ont été présentés auprès du procureur de la République près le tribunal de Blida qui les a placés en détention préventive sous le chef d'inculpation de vol qualifié.

Les habitants de la cité Medjadji protestent

La cité Medjadji à L'Arba, située sur les piémonts juste à la sortie sud de la ville de L'Arba demeure, depuis sa création il y a de cela plusieurs années, dépourvue de réseaux d'AEP et d'assainissement. C'est en effet ce qu'affirment les habitants qui déclarent utiliser encore des fosses septiques alors que des promesses leur ont

été faites à plusieurs reprises par les autorités locales.

L'eau potable est, elle aussi, inexistante dans cette cité de quelques milliers d'habitants et les citoyens disent craindre toutes sortes de maladies pour leurs familles. Pour rappel, la cité Medjadji est constituée de villas et de maisons individuelles construites

par les propriétaires des terrains achetés à un privé il y a de cela une vingtaine d'années.

C'est donc un appel pressant qui est lancé vers les autorités concernées, surtout que les solutions sont faciles à trouver et à réaliser puisque les réseaux principaux ne passent pas trop loin de ce quartier.

T. M.

MÉDÉA

La grève fait des mécontents

Rabah Benaouda

Les trottoirs, les coins de placettes, les rues et ruelles, les alentours des marchés des fruits et légumes envahis et débordant d'ordures, déchets ménagers et autres détritus. Des citoyens désabusés devant les guichets de l'état civil comme dans d'autres administrations. Un paysage environnemental qui

fait de la peine à voir. C'est l'image bien triste et bien malheureuse que présentait la ville de Médéa, le chef-lieu de wilaya, durant les journées de lundi, mardi ainsi qu'en cette matinée de mercredi. Et il en était de même à travers les autres agglomérations. Ceci étant la conséquence de cette grève, encore une, déclenchée suite à l'appel du SNAPAP pour les 18, 19 et 20 février.

Des grèves qui occasionnent bien des désagréments, à chaque fois, aux citoyens en général qui ne sont aucunement responsables, ni de près ni de loin, de «la malvie socioprofessionnelle» des personnels des corps communs et autres des différentes administrations. Des citoyens qui ne comprennent plus pourquoi ce sont toujours eux qui en font les frais.

DJELFA

Les annexes communales raccordées au réseau informatique

Les annexes administratives relevant de la commune du chef-lieu de la wilaya de Djelfa seront toutes raccordées au réseau informatique unifié, en vue de moderniser leurs prestations d'établissement des documents de l'état civil, a-t-on appris auprès de la wilaya. Cette opération d'information, qui concerne 8 annexes communales, vise à améliorer les

prestations des guichets de l'état civil, notamment en matière de délivrance de l'acte de naissance original, très sollicité par les citoyens de par son exigence dans la plupart des dossiers administratifs, est-il précisé. «L'établissement de cette pièce administrative par les antennes de mairie permettra, aussi, d'atténuer considérablement la pression exercée, jusque-

là, sur les guichets d'état civil de la commune mère», a-t-on ajouté. Lancée dans un premier temps au niveau de la commune du chef-lieu de wilaya, cette opération de connexion des antennes administratives au réseau informatique est appelée à se généraliser, progressivement, à l'ensemble des communes mères de la wilaya.

TIZI OUZOU

Le casse-tête des ordures ménagères

Plus de 160 tonnes de déchets divers ont été collectées à travers la wilaya de Tizi Ouzou, dans le cadre d'une opération d'assainissement et de l'hygiène du milieu qui a duré plus de trois mois, et dont la clôture est intervenue récemment, a-t-on appris auprès de la direction de l'environnement. Cette opération d'embellissement du cadre de vie du citoyen, qui a coûté

trois millions de DA, a été confiée pour sa réalisation à deux entreprises qui ont procédé au nettoyage des accotements des routes et le curage des avaloirs, à travers les communes d'Azazga, Yakourene, Tadmaït, Ouaguenoune, Makouda et Tizi Ouzou, a indiqué M. A. Kabèche, directeur de l'environnement. Les déchets collectés durant cette opération ont

consisté en des ordures ménagères, des emballages en plastique et en papier, des bouteilles, et autres déchets solides, tels que les gravats générés par les chantiers de construction, a précisé M. Kabèche, ajoutant que le financement de cette opération a été assuré par le Fonds national du développement et de la promotion de l'environnement (FNDPE).

SOUK-AHRAS

Convention entre l'université, les secteurs de l'Industrie et de la Formation professionnelle

Une convention de formation lie désormais l'université Mohamed-Cherif Messaâdia de Souk-Ahras aux directions de l'industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement et de la formation professionnelle, a indiqué mardi le directeur de l'industrie de la wilaya. Cette convention porte sur «la consultation, la coordination et la collaboration en matière de prise en charge de la formation dans les domaines des nouvelles industries, de la métallurgie, de la mécanique, des mines, des industries chimiques, des produits pharmaceutiques, de l'électronique, de l'électrotechnique, des in-

dustries de transformation, de l'industrie alimentaire et des technologies nouvelles», a ajouté ce responsable. Cette convention vise également à «jeter des passerelles» pour la coordination et la continuité entre les partenaires de l'administration, de la recherche et de la formation, pour les besoins des PME et des investisseurs. L'université entamera, dans ce contexte, une action de sensibilisation auprès des étudiants, en faveur de l'initiative privée, comme alternative aux problèmes d'emploi. Des journées «portes ouvertes», ainsi que des rencontres thématiques seront organisées à cet effet, a-t-on

indiqué, soulignant que l'année 2013 sera consacrée, notamment, à la requalification de la zone industrielle de Souk-Ahras qui couvre 48 ha et compte 63 lotissements, avec seulement 12 entreprises en fonction.

La même opération touchera les zones d'activités de Bir Bouhouche, d'Oum Laadhaim, de Taouira et de Lahdadda. La wilaya de Souk-Ahras compte 16 entreprises privées activant principalement dans les domaines de l'industrie agroalimentaire, de l'alimentation du bétail et de la papeterie. Ces entreprises emploient environ 8.000 travailleurs.

BATNA

Un combat contre le froid

Quand l'hiver arrive et que le mercure chute brutalement, lorsque apparaissent les premiers flocons de neige, l'extrême rigueur de l'hiver se rappelle sans ménagement au bon souvenir des habitants des dechras de Meloudja et d'Ouhbanet, dans la commune d'Ichemoul (Batna), au pied du massif des Aurès. Ici, le climat est particulièrement rude, illustré par l'apparition de «pics» de glace formés par le gel, en contrebas des toits en tuile des maisons. La capacité de l'homme à dominer son environnement devient très limitée. En ce vendredi hivernal, il fait moins 4° Celsius à Batna-ville. Sur le chemin menant vers le cœur des Aurès, un froid très vif enveloppe toute la région. Les efforts des services des travaux publics s'accroissent sur la RN 31 reliant Batna à Biskra, en passant par Arris et Ichemoul, (littéralement, la corne du cœur). Déneigement et salage des voies s'intensifient pour permettre à la circulation routière de reprendre. La route conduisant à la commune d'Ichemoul est couverte de verglas. Salah Soualhi, transporteur privé, rencontré sur le chemin de wilaya n° 172 reliant Ichemoul à la RN 31, essayant de se ménager un accès pour livrer une commande de sable à un client de la région, avoue que même s'il est habitué à ces lieux, «(il) a toutes les peines à se frayer un chemin pour arriver à destination». A quelques mètres de là, un homme tente, en vain, de faire sortir son tracteur enfoncé dans la neige. Il faut que Salah et quelques rares passants conjuguent leurs efforts pour dégager l'engin et permettre à son conducteur de reprendre sa route vers Ichemoul.

OUHBANET, UN «VILLAGE FANTÔME» EN HIVER

A 5 km d'Ichemoul apparaît la dechra d'Ouhbanet, à 1.500 m d'altitude. La petite localité donne l'impression d'être une sorte de «village fantôme», car beaucoup de ses habitants ont déserté les lieux, préférant l'hospitalité de proches résidant dans des zones plus clémentes. Mokhtar Mebarkia, 72 ans, et son frère cadet Mohamed, 61 ans, préfèrent eux continuer à défier dame nature car trop attachés à leur patelin. Ici, la télévision est la seule «fenêtre» vers le monde extérieur dans la mesure où elle permet aux habitants d'être connectés à la civilisation, affirme Mokhtar. L'accumulation de neige dans cette bourgade déjà difficile d'accès coupe souvent, et pendant des jours, les habitants du monde extérieur, poursuit le vieil homme, ajoutant qu'en hiver, les malades à Ouhbanet doivent prendre leur mal en patience et prier pour qu'une journée clémente permette à la seule piste servant de route d'être carrossable. En cas d'urgence, les habitants s'entraident pour transférer, à pieds, le patient jusqu'à la polyclinique de la région, à plusieurs kilomètres de là. Ici, quand le froid devient âpre et mord cruellement le visage et les mains, «même les chevaux et les ânes ne peuvent plus bouger», affirme Mohamed, le frère de Mokhtar.

L'école devient un vague souvenir pour les enfants car ils doivent parcourir 5 km pour y arriver, ajoutent les deux hommes, recroquevillés dans leur kachabia.

DU BOIS POUR SE RÉCHAUFFER

Des bûches de bois sont stockées dans des endroits secs bien avant que le temps ne se gâte. Les réserves de denrées alimentaires nécessaires pour vivre durant la période de l'hiver, appelées localement «el aoula», font aussi partie des habitudes des familles d'Ouhbanet, de Meloudja et de la mechta de Tiguensoura. «Nous nous sommes adaptés à la dureté du climat et nous nous préparons pour y faire face tant bien que mal», lance Mohamed à l'intérieur de sa petite masure où la douce chaleur d'un feu de bois se dégage depuis la cheminée. Au début de chaque automne, les femmes, dans toutes ces dechras du massif aurésien, commencent à préparer «el aoula pour l'hiver. Semoule, miel, huile et diverses victuailles sont emmagasinés en prévision des longs mois d'hiver», souligne Hadda H. (66 ans), en faisant cuire une kesra (galette) sur une «tabouna» (sorte de large braser). Le seul moyen de locomotion à utiliser pour parcourir la piste qui mène vers Ouhbanet et Meloudja est un véhicule tout-terrain, vieux de 31 ans, appartenant à la commune d'Ichemoul et servant d'ambulance pour acheminer malades et femmes sur le point d'accoucher vers des hôpitaux ou des structures de santé. Véhicule «d'antiquité» certes, mais son conducteur, Omar, ne cache pas sa fierté en annonçant que cet engin a sauvé bien des vies. «Pas plus tard que la semaine dernière, on a pu acheminer, dans des conditions très difficiles, une femme sur le point d'accoucher», affirme-t-il.

La polyclinique de la région ne dispose toujours pas d'ambulance et la plus proche unité de la Protection civile se trouve dans la ville d'Arris, à 30 km de là. Tant bien que mal, les gens, dans cette bourgade, essayent de s'accommoder et de trouver des alternatives pour vaincre l'enclavement et le manque de moyens. En dépit du malaise qu'éprouvent la plupart des gens que l'APS a rencontrées dans la région d'Ichemoul, et malgré la rigueur extrême de la vie quotidienne à Ouhbanet et Meloudja, les gens, ici, restent attachés à leur région. Le jeune Moussa évoque avec beaucoup d'enthousiasme les potentialités agricoles d'Ichemoul. Pour lui, les vergers d'abricotiers, fleuron de la région, et les indéniables richesses naturelles de cette partie des Aurès sont à même de permettre d'accéder à un véritable développement. A Ouhbanet et à Meloudja, comme dans d'autres hameaux voisins, les habitants ne se plaignent jamais. Ils caressent pourtant le rêve de voir un jour leurs dechras désenclavées. Leur plus grand souhait est de voir les pouvoirs publics financer des opérations d'ouverture de nouvelles voies de communication et de réhabilitation des quelques pistes qui serpentent encore à flanc de montagne.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

11 rabie ethani 1434

El Fedjr
06h03Dohr
13h01Assar
16h08Maghreb
18h38Icha
19h56

APPELEMENTS

■ **A ORAN** : Loue gd F2 luxe sur Bd 1er étage Av. Jules Ferry, côté Av. Albert 1er. Sup 100 m² pour Bureau ou Habit. Libre de suite - Tél : 0774.54.93.15

■ **A louer grand F3, 65 m² 2ème étage**, centre-ville d'Oran, entre la Bastille et Larbi Ben M'hidi. Convient pour cabinet médical, avocat ou autre profession pour 03 bureaux ou habitation - 0793.71.32.29

■ **A vendre** : Appartement F4, 3ème étage, 2 façades, 130 m², Maraval - Appartement F3, 1er étage 1180 Logements. Maraval - Tél : 0550.61.97.09

■ **Vends des appartements** haut standing dans une Tour de 15 étages (Vente sur plan) en plein cœur d'Oran - Pour toute information, contactez le : 0553.33.13.45 - 0774.27.99.01

■ **Vds F2 Gambetta** acté 450 U - Villa Fleurus 145 m² 1 Md - F4 Maraval 900 U ferme - Villa Cité Petit 150 m² N. Const. 21 - Maraval R + 1 + garage 21 ferme - MM Kara 1, 112 m² 15 Villa non finie Hachimia D.Belgaïd actée 15 ferme - Villa Traversin (Bernandville) P.O. 35 - JAMEL : 041.35.34.27 - 0776.37.88.74

■ **A louer appartement F2 équipé**, rond-point Choupot, meublé ou sans meuble - Tél : 0551.39.05.07

■ **Loue des appartements** à Plaza (meublés ou sans) - Loue F3 Cité des Enseignants Haï Khe-misti - F3 les HLM côté Point du Jour - Cont : 0557.16.05.88 - 0796.59.04.38

■ **Agence Immobilière vend** F3 Akid Lotfi - Vends F5 Pyramides - F3 USTO et F4 - Contactez N° 0557.16.05.88 - 0796.59.04.38

■ **A vendre un joli petit appartement** de 67 m² RDC, refait à neuf, meublé, très bien équipé, toutes les commodités, bon endroit, bon voisinage, immeuble calme fermé, situé à côté rond-point El Bahia, Oran - Tél : 0770.26.68.49 - Prix après visite

■ **ORAN**. Particulier : A vendre appartement refait à neuf, deux façades, toutes commodités, 5ème étage Lauriers Roses - Contacter à toute heure de la journée Tél : 0797.61.25.08

■ **A vendre Appart F3**. Acté. Cuisine, SDB, WC. 1er étage. Bien situé et ensoleillé, Cité Yaghmoracen Oran. Prix après visite. Pas d'intermédiaire SVP - Pour RDV Tél : 0779.41.00.24

■ **Vends F3** sup. 90 m². Acté, au 1er étage (ré-nové totalement : neuf) bien situé sur l'Avenue Larbi Ben M'hidi, immeuble parmi les meilleurs (sécurisé et entretenu) - Tél : 0555.67.83.61

■ **Loue pour Bureau, Société**,... etc. : F4, 110 m² RDC situé sur un grand boulevard à ORAN - Tél : 0550.20.76.14 - 0773.16.32.14

■ **Loue 2 pièces** au centre-ville d'Oran pour habitation (1 seule personne ou à usage de bureau). Curieux s'abstenir - Tél : 0780.77.01.62 - En cas d'absence contactez le 0550.53.95.66 (Merci)

■ **Vends F4**, 115 m², 2ème étage vue panoramique situé au centre-ville d'Oran, et possibilité avec Promesse de vente - Tél : 0550.73.12.52 - 0773.16.32.14

■ **Loue 1 Pièce** ds une Maison de maître à Oran pour 2 célibataires (H) qui travaillent loin de leur domicile, uniquement pour passer la nuit - Ecrite à Boubakeur B.P. 15011 SAÏM Mohamed. St-Charles. ORAN

■ **Loue F3 RDC** cité 500 Logts GDYEL. Libre de suite. Intermédiaire et courtier s'abstenir - Tél : 0662.900.807

■ **Vds** : Appart RDC 253 m² Fernandville - Car-casse 215 m² Moudjahidine R+1 - 215 m² Moudjahidine - R +1 Karama - Carcasse RDC 119 m² + R +1 197 m² à Hachimia - R + 1 250 m² Pépinière - Boulangerie 100 m² à USTO - 0553.78.74.37 - 0772.28.69.52

■ **ARZEW** : A vendre F4, 92 m² deux belles façades, dans un endroit stratégique, 5ème étage avec alarme, Tél, barreaudage, placard, réservoir 2 m³, très ensoleillé - à la Cité Ahmed Zabana (SVP Interm. et courtier s'abstenir). Tél : 0556.86.44.18 (Visite après 17 H)

■ **Location F2, 3e étage**, 31 m² meublé à HAM-MAM BOUHADJAR (W. Témouchent). Libre tout de suite + A vendre F3 10e étage, Désistement première main Cité 670 Logements Haï El Yasmine prix 390 U - Tél : 0775.89.05.86

■ **Vends F5**. 135 m². Acté. Toute commodité. RDC cité des Frères Benaïda face Bahia. ORAN - Tél : 0551.34.45.12

■ **SIDI BEL ABBES** - A vendre appartement F4. Sup. 91 m² au 1er étage bien situé à la Bre-mer. Acté + Livret foncier. Possibilité de Promesse de vente - Tél : 0556.73.04.62 / 0556.86.38.10

■ **A louer un joli appartement F3** de 70 m² à Cap Falcon avec vue sur mer, pas loin de Eden - N° Tél: 0775.593.542 - 0661.20.48.25

■ **TLEMCCEN** : Echange ou Vente Logt individuel F3 Oujlida contre F3 bâtiment - Tél : 0796.81.79.23

■ **Vends à ORAN** appartement F3 à Bd Ben M'hidi 7ème étage. Prix offert 7 millions de dinars - Tél : 0552.13.84.33

■ **A vendre F2** - 50 m² - 2 pièces + cuisine. Place d'Armes centre-ville d'Oran. Prix 480 U - 0551.63.31.26

■ **A louer 4 appartements** meublés dans une villa : 1 F5 + 1 F4 + 2 F3 + garage assuré - terrasse et jardin. A louer séparément ou ensemble - Contacter le : 041.65.42.93 - Fax : 041.65.42.88 - Mobile : 0560.05.10.01 - 0665.50.45.25

■ **Appartement F4** à vendre 100 m². 2ème étage. Acté - au rond-point des HLM en face pompe à essence - Prix donné 1.100 - Tél : 0555.86.56.14

■ **Vends Appart F3**, sup. 67 m², LSP 2ème étage, modifié, cité clôturée - Acté - à Haï El Nour nouveau bâti, sans promesse de vente - Veuillez me contacter à partir de 18 H 00 au : 0777.35.09.85

■ **Vends Appart F3**, sup. 75 m² deux façades, bien ensoleillé + barreaudage, AADL Pépinière au 9ème étage avec Ascenseur, sans promesse de vente - Veuillez me contacter à partir de 18 H 00 au : 0777.35.09.85

■ **A louer petit Appart** à usage de bureaux avec kitchenette équipée de cuisinière et chauffe-eau, toilettes, couloir, vitrine Mischler (en rez-de-chaussée). Convient cabinet médical, avocat, huissier... etc. - Haï El Yasmine Résidence Ennour - Tél : 0552.94.31.65 ou 0669.62.99.92

■ **A vendre** : F3 de 58 m² Cité Bel Air 2ème étage - Carcasse R+1 de 150 m² Cité Kara 2 Es-Senia - Tél : 0780.50.70.51

■ **F2 grand standing** 55 m², 4ème étage à Akid Lotfi - F3 1er étage en face Hasnaoui 90 m² Yasmine double façade - 0558.86.88.97

■ **A vendre Appart F3** au RDC à Cité Mimosas ORAN avec petite cour - Tél : 0554.29.35.20

■ **Particulier vend Appart F5** Cité Protin, 2ème étage, toute commodité - Prix Off. 1.40 U - Tél : 0561.04.95.03

■ **A louer 01 studio** au 1er étage que pour des femmes et des étudiantes au centre-ville d'Oran ente Rue de la Bastille et Rue Larbi Ben M'hidi - Tél : 0793.71.32.99

■ **A vendre Appart F2** (2pièces + cuisine + salle à manger + SDB + WC) refait à neuf, meublé et cuisine équipée, au 3ème étage situé à la cité CIA Oran - Tél: 0792.03.43.34

■ **A vendre Appartement F4**, refait à neuf, libre de suite. Situé au centre-ville à 2 minutes de la place des Victoires - Tél : 041.39.16.54 - 0771.57.97.76

■ **A vendre Appartement F4**. 2ème étage. Sup. 90 m² à HASSI BOUNIF - Tél : 0559.640.574

■ **Loue F3** à Haï Yasmine 2 - 3ème étage (face Hasnaoui). Bon voisinage. Immeuble calme - Appart toutes commodités - Tél : 0552.46.04.09

■ **Appartement F3** à vendre Cité Ahmed Zabana. ARZEW - Numéro de téléphone : 0560.77.68.43

■ **Vds bel Appart F5** au 1er étage dans un immeuble privé de 3 étages, seul sur le palier. 202 m² + Gd hall + Gde cuisine + 2 salles de bain avec sanitaires + débarras + Gd balcon. Convientrait pour habitation, usage commercial, cabinet de groupe de laboratoire - Tél : 0793.10.65.77

■ **A louer F3** - 70 m². Cuisine. S. de B. Tél. Internet. WIFI. Chauffage. Climatisation. 1er étage centre-ville. Convient habitation ou bureaux. Semi-meublé. 35.000 DA - Tél : 0799.00.93.66

■ **A vendre F4**. Superficie 80 m². 15ème étage avec Ascenseur. Vue sur mer, en face lycée Lotfi - Tél : 0552.91.42.30

■ **Vends Appart F3** Haï El-Yasmine - ORAN. Sup. 77 m². Acté. Eau H24. Bien aménagé à côté d'un CEM, clinique - Tél : 0660.30.96.83

■ **Vds très joli F5** (125 m²) 6ème étage avec Ascenseur. 2 Gds balcons sur 2 façades - situé à Akid Lotfi. ORAN - Visite après 17 h 30 - Tél : 0773.77.44.02

■ **Vends Appart F3**. Acté. Centre Ain El Turk. 620 U avec Promesse de vente - Tél. 0771.91.46.35

■ **A ORAN** : Vds F4 luxe 2ème étage vue S/F de Mer. Sup.110 m² côté consulat du Maroc. Prix Ap. visite. Merci. Porte principale de l'immeuble toujours fermés et propre. Courtier et curieux s'abstenir - Tél. 0774.54.93.15

■ **A ORAN C-Ville** : Vds Gde chambre RDC côté rue Med Khemisti. Convientrait tte activité. Sup.50 m², très bien aménagée. Libre de suite (Prix après visite. Merci) - Tél. 0774.54.93.15

■ **Vendre Appart F4 RDC** à Saint Hubert. ORAN. Acté. Sup. 73 m². 02 façades. Refait à neuf, bien ensoleillé et bon voisinage - Tél. 0790.24.73.92

■ **Mets en location** Appart F4, 6ème étage avec ascenseur, meublé, situé au début de la rue de Mostaganem (Sémiramis) centre-ville d'Oran - Prix 5 U/mois - Tél. 0777.45.88.05

■ **Dame vends à TLEMCCEN** Imama appartement de 101 m², très spacieux, aménagé en F5, double façade, ensoleillé, grand balcon, très bon voisinage. Calme et propre avec toutes commodités. Curieux s'abstenir - Merci de m'appeler au 0696.54.20.09

■ **A vendre F4** à la rue de Mostaganem 1er étage - Tél. 0559.44.54.48

■ **Vends Appart F4**, 4e étage, situé à Haï El-Yasmine sur Bd à côté de Haï Es-Salem. Superficie 85,53 m² - Tél : 0667.30.70.18

■ **A vendre appartement F3** Akid Lotfi. 2ème étage - 041.28.64.99 ou 0778.88.83.00

■ **Vend appartement F3**. 54 m². Très bien aménagé. Cité Monte-Carlo. ORAN. 14ème étage avec Ascenseur. Eau 24/24 et autres commodités. Prix demandé 700 U - Tél : 0557.93.05.31 - Possibilité de Promesse de vente.

■ **A vendre F3** à ORAN. Acté. Deux façades. 2ème étage. Dalle de sol, faïence. Fini - à Akid Lotfi en face lycée Omar El-Mokhtar - Tél : 0561.62.95.96 - 0775.10.58.89

■ **Appartement à vendre** F4 + garage - 2ème étage Cité de l'Air. ES-SENIA - Me contacter au N° 0555.79.75.60

■ **Vends F3** à Haï Yasmine (Dar Es-Salem) 5ème et dernier étage (pas d'Ascenseur). 83 m². Toutes commodités. Prix : 900 U - Tél : 0554.50.99.86

■ **A vendre bel Appart F2** Miramar. 2ème étage. 800 U - Tél : 0557.57.13.82

■ **A vendre Appart F3** : 03 pièces, cuisine, SB, WC. Adresse : Cité Charles de Foulcauld - Maraval. ORAN - Tél : 0792.46.20.66

■ **Particulier vend 1 duplex** dans une résidence fermée et sécurisée, de 160 m², contient 4 chambres + 1 grand salon ouvert avec une baie vitrée + 2 salles de bain + cuisine équipée + Ch. central + place au parking couverte avec une porte électrique. Mérite d'être vu - Me contacter au 0553.88.49.19

■ **Vends F2**. Acté. Gde cuisine. Gde SDB. 2 façades, vue sur mer + terrasse - à 20 m de la Rue du Bus Mers El Kébir - ORAN - Pas de Promesse de vente - Tél : 0799.94.13.11

■ **Loue appartement T6** à Mobil'Art avec une vue imprenable sur la mer entièrement équipé et doté de toutes les commodités avec garage. Pas de curieux ni courtier ni intermédiaire S.V.P. - Tél. aux heures de bureaux : 0663.97.56.97

■ **A vendre F2** au RDC avec un magasin de 16 m² à Delmonte à 40 m de l'Avenue Sidi Chahmi. ORAN - Tél : 0662.04.09.50

■ **ORAN** - Part. met en location F2 grand standing (75 m²) + garage, situé ds 1 villa, entrée indépendante, toutes commodités, cité résidentielle Pt du Jour - pour couple sérieux - Tél : 0559.25.27.50

■ **A vendre Appart F5**. Acté. 100 m². 4ème étage USTO 790 Logts près de B. Pyramides. Refait à 100% : Crèche, CEM, Primaire mitoyens - Contactez-moi- N° T. 0661.20.31.19 - 0661.43.25.27

■ **Particulier loue à ORAN** Lotfi. 1*) Appartement 01 pièce cuisine SB - 2*) Appartement 02 pièces cuisine SB - Prix après visite - Tél : 0780.12.42.94

■ **Cherchez-vous** un bel appartement ? Equipé, vue sur mer et paiement par tranches ou crédit bancaire - Tél : 0794.65.82.52

■ **Vends un appartement F4**, 140 m² au centre-ville d'Oran Rue Khemisti - Tél : 0771.35.35.60 - 0779.45.32.05

■ **A vendre appartement F4** de 100 m² Rue Mirauchaux RDC refait à neuf (Prix après visite. Merci). Courtier et curieux s'abstenir. Merci - 0797.57.26.90 - 0557.69.26.82

■ **Vds Apparts** : F3 Mers El-Kébir 2e étage + F3 Es-Seddika + F5 Lamarine + F6 avec garage Mirauchaux Oran + Location 4 Apparts Yaghmoracen - Tél : 0661.20.55.86 - 0560.31.76.80

■ **Part. Vd Appt F5** à Oran, acté, haut standing à Plaza Résidence les Cèllets, 03 façades, très belle vue sur mer, voisinage de très bonne famille, sécurité H24, 7/77. Prix 42 millions DA - Vends aussi dans la même résidence un garage acté de 34 m² pour 2 voitures. Prix 6 millions DA - Tél : 0771.65.45.06 - Voir annonce avec photos sur : www.uedknis.com (compte : Yanis 051003). Curieux et intermédiaires s'abstenir

■ **ZERALDA (ALGER)** : A vendre dans résidence fermée, super sécurisée, très propre, Appart Duplex F7, 280 m², 6 Ch., 6 balcons, 3 SDB, 2 WC + grande cuisine + grand salon / SAM + loggia / terrasse + vue sur mer. Garage pour 2 voitures + 1 place parking. Voisinage sélect. Aire de jeux, jardin. Accès facile autoroute. Mérite d'être vu. Prix 60.000.000 DA négociable - Tél : 0795.53.25.58 - 0773.29.86.85

■ **Vente** un superbe Appart F4 bien ensoleillé, équipé et aménagé en face Sonelgaz Imama TLEMCCEN - 0780.79.96.36

■ **Vends F4** au 11ème (Ascenseur) Front de mer - F4 au 5ème HLM Gambetta - F5 au 3ème la Vieille mosquée - F5 au 4ème Bd des Chasseurs - Tél : 041.33.46.68 / 0772.22.86.92 / Agence Louini Site : www.louini-immobilier.com

■ **Vendre** : Appart F3 acté état neuf, 2ème étage Bât. B cité 203 logements Arihi Haï El Yasmine avec toutes commodités : chauffage + chauffe-bain + citerne d'eau 800 litres et pompe + barreaudage + parking sécurisé. Libre de suite. Promesse de vente s'abstenir - Contactez 0790.66.00.37

■ **A louer F3**, RDC, Haï Chouhada à côté Hôpital EHU - 3 U - Tél. 0561.82.56.88

■ **Vends joli F3** acté de 110 m² libre de suite avec place de parking, acté, au sous-sol dans une superbe résidence située au centre-ville d'Oran surveillée H24 - Ns contacter au : 0661.20.70.09

■ **Loue Appart F2** et F3 meublés et équipés de tout, garage, sécurisés, dans résidence familiale Gd standing, vue sur mer, à Cap Falcon (Ain-El-Turck. ORAN). Possibilité location courte durée - Tél. 041.26.52.15 - 0773.84.67.39

VILLAS

■ **A TLEMCCEN** : Vds une super Maison de maître R+1 - 2 P. C. SDB. Sup. 64 m², 2 façades, très bien aménagée au centre-ville S/ Bd (Prix après visite. Merci). Libre de suite - Tél : 0774.54.93.15

■ **Vends Maison** 96 m² R+2. RDC : garage, salon, chambre, cuisine, sanitaires, cour + B. d'eau. 1er étage : 4 chambres, manque juste la peinture et la dalle de sol + hall. 2ème étage : 2 chambres + terrasse - à Misserghine, Haï El-Badr + Vends Maison semi-finie même adresse - Tél : 0774.91.82.50

■ **A vendre villa** 235 m². R+1. 6 chambres + 2 garages, hammam + jardin + hassi + en face Cache ou Prommes + villa 265 m² R+1. RDC : 3 P + Cuis. + jardin + WC. 1er : 3 P + douche à Misserghine - Tél : 0550.61.97.09

■ **Vends ou loue villa** à Trouville ancien style, avec piscine. 500 m². Rez-de-chaussée : 4 ch., 1 grand salon. 1er étage : Logt de 120 m² - 0555.65.47.17

■ **A vendre villa** à Ain Turk en bord de mer, vue panoramique, 420 m² + un lot de terrain, 2 étages avec entrée individuelle, Dble façade, 2 garages, bonne occasion pour investir ds l'immobilier V/ Contacter 0791.54.96.65 - Email : legrandbleu31@hotmail.com

■ **Je vends à Oran** Point du Jour très belle villa R+2. 376 m². Acté + livret foncier. 6 P. 2C. 2 S. 4 SB. 2 grands locaux (80 m² et 50 m²) 2 jardins avec arbres fruitiers (150 m² et 30 m²). Quartier résidentiel. Très bon voisinage. Très bon endroit situé uniquement à 50 m du grand Bd El Morchid dans la rue en face la nouvelle banque AGB - Tél : 0776.35.00.82 - pas sérieux s'abstenir SVP

■ **P.A.P.** - Vends à ORAN (El Hassi) jolie Maison de 120 m². RDC : salon + 1 ch. + cour + cuisine + garage. 1er : 2 chambres + 1 salon + cuisine + cour + terrasse - Tél : 0699.56.94.31 - 0661.67.31.91 - Prix Ap. visite

■ **Vends villa R+1**. Sup. 240 m² 1 F (Bir El Djir). RC : 3 Pcs + cuisine + SB + hall + cour + garage 1 VL. 1er étage : 3 Pcs + cuisine + hall + SB. Entrée indépendante. PD ferme : 3 Sds. PO 2 Mds 800 unités - Tél : 0771.11.43.92

■ **Vends belle villa** (R+2). D. Faç. 200 m². SBA. Haï CPR face Rocade route Oran. R.CH. : 2 Loc. Commercial. Garage. 2 Sal. cuisine, cour (puits - WC). 1er : 4 Pcs, Sal. SDB. 2ème : Sal. Buanderie. Cuis. Terrasse - Mob : 0778.33.13.11 - P.D. 53 millions DA (négoc.). Curieux s'abstenir

■ **A vendre Maison** 240 m² R+1. Actée. 2 garages, Gd salon, cuisine, cour, hammam, 2 SDB, 06 chambres. Terrasse, Buanderie. Située à Bir El Djir côté Canastel en face la mosquée " El Qadisia " - Tél : 0797.60.39.62 - 0799.61.50.07

■ **TLEMCCEN**. Ag. Immo.: Vends 1 belle carcasse à SIDI SAÏD - Tél : 0554.30.22.79 / 0770.68.18.90

■ **Vends grande villa** de 500 m² dans quartier résidentiel, avec garage de 15 voitures, magasin, entrée jardin, 2 salons, séjour, cuisine open space. 2 terrasses de 30 m². Accès jardin et garage + 8 pièces, 2 cuisines, 2 salles de bains + chauffage central + eau H24. Electricité 280 - 0779.41.07.96 - Loue dépôt + magasin

■ **Vends à SIDI BEL-ABBES** villa 200 m². RDC : 2 Chambres Froides 150 m³ (- et +) + bureau + grand garage, 1er étage : Gd salon. Gde cuisine. 2 pièces. Gd hall. Salle à manger. Hammam turc. Courette + grande terrasse. Prix offert 3,8 unités - Tél : 0552.13.84.33

■ **A vendre une grande villa** de 480 m², 1 seule façade. R + 1 + terrasse avec puits et cour. RDC : 3 Apparts (F2). 1er : 4 chambres + 1 hall + SDB + cuisine - située à Bousfer-plage sur Bd (Penika) avec une vue sur mer + parking en face. Corniche oranaise - Tél : 0771.30.16.75 - 0771.27.63.80

■ **A vendre villa** actée avec P.C. d'une sup. 168 m² R+2 deux façades, sise Coop. Panorama Belgaïd : 09 chambres, 02 salons, une cuisine, un garage 02 voitures, une buanderie, 01 petit hammam, 02 SDB, 04 WC, une B/éau 9 m3 - Tél : 0797.10.06.05 - Prix après visite. Curieux et intermédiaires s'abstenir SVP

■ **Vends M.M.** 200 m² N. Const. Cité Felaou-cène (El Barki) 2 façades + 2 entrées. RDC : 1 salon + 2 P + cuisine, petite cour + WC + garage pour 3 voitures. 1er étage : 2 salons + 4 P + WC + SDB - Tél : 0774.33.00.03

■ **RELIZANE** : Particulier vend ou loue villa 300 m² (R+1) : grand salon + 8 pièces + garage + cuisine + WC + grande cour - très bien situé en centre-ville - Tél : 0559.89.23.51 - Med

■ **A vendre carcasse** de 151 m². Actée. RDC fini 60% plus piliers pour la 2ème dalle à Chahid Mahmoud (ex-Boudjemaa) Oran - Tél : 0771.35.73.86

■ **TLEMCCEN** : Vds villa 275 m² S/sol R+1 avec local comm., 2 façades, en voie de finition (SIDI SAÏD plus bas station d'essence Gue-ili) - Tél : 0773.26.24.17

■ **Vends belle villa** 240 m² parallèle Bd Millennium à 50 m. R+2. 3 salons + 6 pièces, cuisine, hammam, 2 garages. Chauff. central, bâche à eau, climatisation, jardin - Tél : 0777.42.49.01 - Nouvelle construction 2011

■ **A vendre une Maison** de maître. Sup. 120 m² avec Livret foncier, composée de 2 grandes pièces avec un grand salon et une grande cuisine avec une cour. Très bien finie avec une cage d'escaliers. Possible de construire des pièces en 1er étage. Adresse N° 127 Haï Nour. Zaouia de Sidi Maarouf. ORAN - N° 0771.84.31.81

■ **A vendre villa**. Sup. 210 m². R+2 : 8 Pcs + cuisine. 2 SDB - un garage pour 3 Vh. + local et jardin de 50 m², une terrasse + buanderie sup. 160 m². Coop. Azouz AEK - Es-Senia - 0559.35.54.80

■ **Vente d'une villa** R+2 superficie de 250 m². R 1 chambre, un grand salon, 1 douche, 1 hammam, 1 garage 2 V. Pour 1 et 2 étage : 4 chambres, 2 douches et salon de 50 m² et terrasse - Fernandville - N° Tél : 0550.19.68.48

■ **A Coop.** Souag Benyahia, Belgaïd 02, Bir El Djir ORAN : A vendre : Habitation R+1, 4 pièces, cuisine, garage, salle de bain (150 m²) - 01 lot terrain 150 m² - Tél : 0662.72.68.12

■ **Vends ou échange** M.M. Actée avec Livret foncier. 322 m² à Hassi Bounif - composée : 1 local 250 m². 1er étage : F5 avec terrasse. 2ème étage : F2 / M.M. 200 m² St-Eugène. Commercial. 3 locaux. 1er étg. F3. 2ème étg. F5. Toute commodité. Prix après visite - Tél : 07

■Vends villa 286 m² à Saint Remy, 2 façades, 4 garages, 2 cuisines, 4 chambres, 3 salons, 2 salles de séjour, 3 salles de bain, 1 puits, 1 bûche d'eau, 2 cumulus, 4 climatiseurs, une grande terrasse, finie 99,9% - Tél : 0554.58.14.24 - prix 4,8 U à négocier

■Part. loue Immeuble R+2 à Mers El Hadjadj, Const. Récente. Idéal pour clinique médicale, bureaux ou Logt pour cadres d'entreprise. Sup. 400 m². 12 F2 chacun de 40 m² + Gde salle au RDC (300 m²) + garage + cour intérieure + terrasse – Disponible de suite. Location longue durée. Prix raisonnable - Tél : 0795.53.25.58 / 0773.29.86.85

■Très belle villa à vendre style français. Sup.200 m². Sous/sol. R+1. Située à Canastel Coop. Moudjahidine, AV. Cour + 2 Gds salons, Gde cuisine + hammam, WC. SDB + Gd jardin. 1^{er} étg.: 4 Gdes chambres + SDB + WC. Chauffage central + Gde terrasse + Gde buanderie – Tél. 0661.42.07.74

■Vends villa 150 m². Rez-de-chaussée fini. 1^{er} étage fini à 65%. Lotissement Wilaya Route Belgaïd - Bir El Djir – 0555.11.79.19

■Vends au plus offrant à ORAN-Est sur Bd Millenium, R+2 bâti sur 340 m² avec façade de 30 ml comprenant au R.D.C. 06 locaux commerciaux en activité - Pour RDV Tél. 0699.10.42.33

■ORAN. Vends Immeuble 2 façades, sup. 300 m², avec 6 Apparts. RDC local commercial + cave en face les Halles Centrales – Cuvelier – ORAN – Tél : 0697.53.52.82

■Vends ou échange contre appartement à Oran, une belle villa à Canastel bien située, belle architecture, composée d'un garage sous/sol pour 5 voitures, jardin, 2 salons, 4 chambres, 4 SDB, chauffage central – Tél. 0770.28.60.71

■Vends villa R+1 style colonial. Sup. 1.636 m² dont 820 m² bâtis. Façade de 40 m - à 50 m Avenue d'Arcole près de la Place Gambetta. ORAN. Prix après visite - Tél : 0771.82.07.49 - 0551.39.32.09

■Vente ou échange d'une villa de 220 m² en R+1 sur les hauteurs de FLEURUS (HASSIA-NE ETTOUAL) à 15 Km d'ORAN environ, une vue panoramique sur la ville et la nature - Prix 2 Mds 500 unités négociable – Tél : 0554.31.56.67 et 0772.20.47.08

EMPLOIS

■Société de distribution, implantée à la Zone Industrielle d'Es-Sénia (Oran). Recrute dans l'immédiat : Assistante Commerciale (Rél : A.C/01). Expérience souhaitée dans la Télé. Commerciale - Merci d'envoyer CV avec photo en précisant le poste de travail et la référence par mail à l'adresse suivante : recrute1328@gmail.com

■Pharmacie cherche des Vendeurs Hommes et Femmes, et un Gérant - Envoyez votre présentation par SMS au 0794.65.82.52 - Salaire intéressant. Avantages énormes

■Société à ORAN cherche : Technicien Maintenance industrielle. Option automatique / mécanique (machine agroalimentaire). Expérience exigée - Contacter : 0550.91.91.95

■J.H. 26 ans, Ingénieur en génie civil, résidant à Oran commune Sidi Chahmi, maîtrise logiciel AutoCAD, 02 ans d'expérience, cherche un travail dans une entreprise étatique ou étrangère ou privée - Contactez 0795.33.02.12 - Apte déplacement

■Homme 60 ans, possède bon Niv. d'instruction, polyvalent, Gde exp. domaine gestion (32 ans), sens de la responsabilité et du commerce, sérieux + confiance assurée, cherche Poste de travail : Réceptionniste hôtel, bain-douche, Chauffeur famille + commissionnaire, Gérant immeuble, villa ou autos, gérant de commerce. Accepte toute Prop. à Oran / SBA - Tél : 0550.944.800 - 0697.53.53.27

■Une pharmacie située à Oran cherche une Vendeuse qualifiée - Contacter ce N° : 0669.85.27.10

■Pharmacie Es-Senia cherche Vendeuse à plein temps. Réside Es-Senia - Contactez : 0551.700.929

■Grand cabinet dentaire en pleine activité situé au centre-ville de SIDI BELABBES cherche Chirurgen Dentiste, libre de tout engagement et ayant de l'expérience pour association (cabinet de groupe). Curieux s'abstenir - Tél : 0791.25.69.58 / 0555.06.78.01

■S./ privée cherche Commerciale / Secrétaire de préférence ayant expérience dans le domaine médical, sens de responsabilité, dynamique - Veuillez nous envoyer vos C.V. sur ce mail : best-illusion84@hotmail.fr

■Entreprise sise à Oran cherche un Jeune Homme : TS ou Ingénieur en Génie civil spécialité voies et ouvrages d'arts - Envoyer CV au : carecrut@gmail.com

■Agences de Voyages à ORAN et à MAGHNIA recrutent des Agents commerciaux (H/ F). Expérience dans le domaine demandée - Env. CV + photo au : atv_recrutement@yahoo.fr

■Sté Taxi / Elchifaa. 12, rue Ould Kabila Saïha. Gambetta ORAN. Recrute dans l'immédiat des Chauffeurs de taxi expérimentés, ayant diplôme et désirant faire carrière. Véhicules neufs sont mis à leur disposition - Pour plus d'informations se présenter à la Société - Tél : 041.53.20.90 - Mob : 0558.08.36.96

■Société privée à ORAN recrute une Assistante commerciale et administrative, sérieuse, présentable, maîtrisant l'anglais et le français, ayant une expérience dans le domaine de l'import & export - Envoyez CV au : 041.39.18.19

■Pharmacie à ORAN (Eckmühl) cherche Vendeuse - Vendeur qualifié en plein temps - Tél : 0555.02.16.46

■Entreprise cherche pour recrutement TS en Electrotechnique et Ingénieur en Forêt, Bio Végétal et Agronomie - Veuillez envoyer vos CV à l'adresse Email : oranbati@gmail.com

■SARL VISION PHARM recrute Interprète langues : anglais - français dans l'immédiat - Envoyer vos C.V. + Photo au N° Fax : 041.33.45.11

■Salon de coiffure aux Palmiers cherche Coiffeuse avec expérience. Salaire intéressant - Tél: 0778.45.38.81

■Agence de location de voiture cherche une Secrétaire - Envoyer CV à email: bda_@yahoo.fr

■A vendre Vélo de course turbo professionnel marque Mecacycle Griffes sur le cadre modèle classique 1980 - peu servi - très bon état - Tél. 0770.33.43.15

■BET d'Architecture cherche Assistante de Direction. Maîtrisant l'Outil informatique et Anglais exigé - Envoyez CV + Photo au : rh.utic@gmail.com

■Société privée en Emballage plastique sise à Oran recrute : 01 - Gestionnaire de stock - 01 - Responsable des ventes - Envoyez C.V. avec Photo au Fax : 041.54.25.44

■Cherche Vendeuse pour une Boutique Cosmétique - Librairie - Tél : 0549.42.77.88

■Entreprise privée à Oran cherche un Agent commercial ayant l'expérience dans le domaine - Envoyer CV au 041.47.41.60

■Ets privée de distribution recrute Superviseur des ventes Oran, expérience exigée dans poste similaire - Envoyez CV par mail à : recrutoran2013@gmail.com

■Ets privée de distribution recrute Vendeurs Chauffeurs Oran, âge entre 25 - 35, expérience exigée dans poste similaire - Envoyez CV par mail à : recrutoran2013@gmail.com

■Recrute : Ingénieur informaticien (e) - Comptable - Gestionnaire de stock - Secrétaire niveau universitaire - Commercial (e) - Envoyez CV avec photo au : bil2014@yahoo.fr

■Pharmacie à Bir El Djir ORAN cherche Vendeur et Vendeuse expérimentés dans le domaine - Tél : 0770.99.94.83

■Importante Agence de Communication recrute Infographiste qualifié avec sens de créativité. Expérience exigée (min 5 ans) - Veuillez envoyer vos CV sur : recrute_2013@yahoo.com

■Société de production recrute : 1 Magasinier - 1 Commerciale (Femme) - 1 Electro-mécanicien - Résidant : Chtaïbo - Sid Chahmi - Karma - Barki - N° T : 0557.16.66.93 - 0558.90.37.36

■SARL BSICHS Promotion Immobilière cherche un Grutier - Contacter N° 0561.601.601 - 0561.601.600

■Société de distribution à l'Ouest cherche un Commercial au niveau du Centre, l'expérience souhaitée - Envoyer CV sur : pharmacie.espace@yahoo.fr

■Entreprise d'Aménagement et d'Entretien des Espaces Verts cherche des Employés pour la taille et désherbage. Salaire de base 18.000 DA - Tél : 0778.75.26.60

■Atelier recherche des Apprentis en électricité, électrotechnique, issus du centre INS-FP - Merci d'envoyer un C.V. + Photo par email : job oran2013@yahoo.fr

■Société agro-alimentaire implantée à EL-KERMA (ORAN) recrute Commerciaux (F) licenciés en sciences commerciales ayant une expérience minimum de 3 ans - Prière nous envoyer votre C.V. détaillé par EMAIL : eliforssane@yahoo.fr ou téléphoner au : 0552.56.00.50

■Sté de distribution de produits alimentaires (frais) implantée à EL-KERMA (ORAN) recrute : 1) Vendeurs : sérieux, dynamiques et ayant expérience min. 03 ans - 2) Chauffeurs: catégorie Légers/Lourds ayant expér. de 5 ans dans le domaine - Envoyez votre C.V. détaillé par EMAIL : eliforssane@yahoo.fr ou Tél : 0552.56.00.50

■Entreprise privée à ORAN cherche vendeuse avec connaissance - sérieuse et dynamique - Veuillez nous contacter au : 0779.47.43.85

■Superette ORAN Akid recrute : Agent Polyvalent - Femme d'entretien et Boucher - Déposez CV au : 510 Logements Résidence El Wafaa El Akid Lotfi (en face Pâtisserie OPERA)

■Agence de Publicité & Communication à Oran recrute une Assistante de direction, un Infographe, un Webmaster maîtrisant parfaitement le français - Envoyez votre CV par email : cv@publixis.com

■Pharmacie à Aïn El Turck cherche Vendeur (homme et femme) expérimenté - salaire très intéressant - Appelez aux heures de travail : 0550.87.01.81

■Société Industrielle Zone Es-Senia ORAN. Recrute : Opérateurs sur machines industrielles. Niveau 3^{ème} AS avec expérience. Résidant à Oran – Contacter le : 041.58.10.11

■Société industrielle Zone Es-Senia ORAN. Recrute : Soudeurs Ferronniers CFPa avec expérience, Résident à Oran – Contacter le : 041.58.10.11

■Recrutons Téléconseillers (ères) francophones pour d'importants clients. Salaire motivant - Nous contacter au 041.46.58.67 et envoyez votre CV par mail : info@phonesolutions.fr

■Société Privée de Fabrication implantée à la Zi de HASSI-AMEUR, recrute dans l'immédiat Assistante de direction. Parfaite maîtrise de la langue anglaise. Diplôme dans la filière. Expérience exigée poste similaire. Résidant axe ORAN / ARZEW. Maîtrise l'Outil Info. Envoyer CV détaillé + Photo par email au : Technolux2@voila.fr

■Importante Société Privée recrute pour son Showroom sis à ORAN, Agent commercial et marketing. Diplôme dans la filière. Expérience exigée poste similaire. Résidant ORAN. Maîtrise de l'outil informatique - Joindre votre CV détaillé avec Photo au : Technolux2@voila.fr

TERRAINS

■TLEMCCEN : Vends lot de terrain 185 m² à Kiffane les Oliviers, double façade. Acté + Livret foncier + VRD - Tél: 0550.712.900

■Lot terrain BOUHANIFIA. 8.300 m² à côté du Complexe. 03 façades. Acté. Livre foncier. Urbanisable. Wilaya de MAS-CARA - Tél : 0550.61.97.09

■A vendre lot de terrain 120 m², 6 façades. Brunie. ORAN - Tél : 0550.61.97.09

■TLEMCCEN - Particulier vend lot de terrain acté à BOUHANAK 198 m² (11 x 18) - Tél : 0550.61.18.64

■Vds lot de terrain à bâtir acté avec livret foncier 6.000 m² environ, situé bord de route à 5 Km sortie Autoroute Est - Ouest sur Nle SIG - ARZEW - Tél : 0552.10.86.57

■PORT-SAY : Vends terrain 106 m² acté à 10 mn de la plage avec cave 106 m². Prix 5,5 U/m² - Tél : 0556.16.89.29

■Vds Ters. 150 + 185 m² à Coop. Panorama - 186 + 216 m² 2F à Karama - 300 m² à Belgaïd - 215 m² à Hachimia - 150 m² à Wilaya - 253 m² Moudjahidine - 122 m² 2F Benfrehra - 0553.78.74.37 - 0772.28.69.52

■Vends un terrain de 1.000 m² à Belgaïd - Oran, résidence familiale, clôturée, pas loin du pôle universitaire - Tél : 0661.31.17.06

■Sur la double voie Oran – Témouchent vente d'un superbe lot de terrain en face autoroute, une seule façade, située à Brédeah. Daira de Boutléfis. Superficie 258 m². Acté + Permis de C. – Tél. 0780.79.96.36

■A vendre terrain 240 m², façade 12 m. Acté. Coopérative Panorama Belgaïd. ORAN - 0780.20.37.30

■Vends lot terrain 200 m² plate-forme + dalle, 02 façades, à l'entrée de BOUZA-DJAR sur les hauteurs - Tél : 0667.555.846

■A vendre lot : 292 m². 2 façades. SE-NIA - en face lycée. KARA 1 - 0776.63.11.78

■TLEMCCEN : Vends terrain de 300 m² Route des Cascades - Veuillez appeler : 0560.00.95.29 ou 0560.00.95.28

■Vend lot de terrain 150 m² - Acté - à Bousfer-plage. 3 façades - sur la route en allant vers les Andalouses - Tél : 0560.300.950

■A vendre terrain 790 m² clôturé, double façade 27 x 30 à Bousfer-Village avec hangar (dépôt) de 205 m². Endroit goudronné et à 50 mètres de la Gendarmerie nationale - Tél : 0550.56.42.22

■Vends 02 lots de terrain Actés 2.134 m² et 6.464 m² à Oussekan (Bréa) W. TLEMCCEN - Contacter : 0772.66.91.54

■Vends 450 m² viabilisés à Ouled Youssef (Commune HONAINÉ) Wilaya de TLEMCCEN - Double façade 30 / 15 - Tél : 0557.36.04.80

■A vendre lot de terrain Rocher ORAN. Acté. 243 m². Façade 13 m / 18. Plate-forme + entourage, double paroi - pas loin de l'arrêt de Bus (ETO) - Tél : 0552.85.78.59 - 0771.67.10.97

■A vendre joli terrain urbanisé à MOSTAGANEM. SAYADA. Sup. 1.438 m² façade de 31 m - Contacter 0550.89.27.17

■A vendre deux lots de terrain en deux façades. 1 - 220 m² et 2 - 267 m² - situés à HASSI EL GHELLA - W. AÏN TEMOUCHENT - Tél. 0661.98.09.22

■Achat lot de terrain à un prix raisonnable d'une surface de 100 à 200 m² à Aïn El Turck, Cap Falcon ou Bousfer - Tél. 0770.64.53.35

■A vendre lot de terrain de 1200 m² avec Permis de construire de 13 étages, très bien situé avec vue sur mer côté Méridien ORAN - 0550.46.18.22 Locaux

■Vends terrain 200 m² 3 façades à Bousfer-plage (à 5 mn des Andalouses) sur Route Principale à 20 m de la plage. Vue sur mer. Prix offert : 5 M le m² - Prix demandé : 7 M le m² - Tél : 0553.84.55.33 - 0773.91.65.74

■Mets en vente à Belgaïd Propriété de 10 000 m² comprenant 30 Lots de 200 à 300 m² - 1 Maison - 1 puits - Superficie entièrement clôturée - Contact sans intermédiaire. Phone : 0555.33.69.05

■A vendre des lots Actés (Indivision) avec différentes superficies à Sid El Bachir (près cimetières) pour 40 000 DA/m². Endroit prometteur + 220 m² Othmania + différentes lots environs Port-Say + immeuble de 2 étages en face Cathédrale Oran - Tél. 0770.48.45.12 - 0550.05.93.31

■A vendre terrain à bâtir. Acté. Façade 10,50 x 20 mètres = 210 mètres carrés. 26 piliers + 02 grands portails + 01 porte d'entrée. 40 m² de jardin. Plate forme. Manque la dalle - Kara El Es-Senia - ORAN - Tél : 0774.45.86.04

■MAGHNIA - A vendre lot de terrain - Acte Notarié - d'une superficie 296 m² ou Echange contre appartement, Maison de Maître à Maghnia - Tlemcen - environs - Remchi - Oran - Tél : 0561.60.75.51

■Pour raison de santé : Vends Ferme agricole 77 Hectares située de route Aïn Témouchent – Chabat. Concession 40 ans. 5000 pieds Muscat d'Italie en Pergola. 4000 pieds Cardinal en Pergola. Très bon débit eau – goutte à goutte et station neuve – Tél : 0667.11.70.93

LOCAUX

■Loue local commercial plein centre-ville d'Oran, 70 m², résidentiel et protégé, tout près du Bd Front de mer. Conv. Société, Compagnie ou Restaurant, Crèmerie ou Vêtement haut de gamme avec parking stationnement. Curieux s'abstenir - Tél : 0559.05.79.17

■A vendre local 70 m², Maraval - commercial - Soufi Zoubida - Tél : 0550.61.97.09

■TLEMCCEN : Loue Café en pleine activité centre-ville de Tlemcen - Merci de téléphoner au : 0776.79.74.77

■TLEMCCEN : Loue local très bien situé 40 m², 4 m hauteur avec sanitaires, vitrine, clim, projecteur en plein carrefour du C.Ville. 8 U/mois - Tél : 0559.84.88.88

■Location de 2 locaux de 60 m² chacun pour Dépôt à Saint-Antoine à côté du Commissariat 1^{er} Arrd. - 0555.65.47.17

■Vends local 31 m², 1 F. Blvd Akid Lotfi - AG. ES-SALEM - 041.42.03.93 - 0771.69.87.27

■Vends Salle des fêtes (Acté + Agrément) en pleine activité. Sup. 700 m² avec des extensions (Construction récente). Vente clés en main (équipée et moderne) bien située à ORAN - Tél : 0555.67.83.61

■Vends Hangar / Dépôt 3.213 m² acté avec charpente, situé à la Zone d'Activités de Bir El Djir - ORAN - Tél : 0661.20.30.29

■A vendre un local commercial de 100 m² au Boulevard Maïta (centre-ville d'Oran) avec double façade + une cave - N° Tél : 0661.20.48.25 - 0775.593.542

■Vends local commercial situé à MOSTAGANEM sur la rue des commerçants grossistes près du stade du 05 Juillet. Superficie : 93 m². Composé de 02 pièces et une arrière-boutique. Prix négociable. Curieux s'abstenir - N° Tél : 0554.147.277 - 0549.118.633

■ORAN. Choupot / Rue Allal Bessol N° 50 - Particulier loue un local de 250 m² avec sanitaires + eau disponible 24 h x 24 h. Utile pour commerce, sport ou profession – Tél : 0699.16.81.35

■Vends local de 800 m² situé à Mediouni ORAN - Tél : 0770.51.80.49

■A louer local 150 m² à ES-SENIA. T.B. situé, équipé bureau + sanitaire. Convientrait ttes activités commerciales ou administratives (bureau - cabinets - agences ou dépôts). Prix après visite sur RDV - Tél : 0555.30.40.10 - 0773.15.18.20

■Vends local commercial superficie 37 m² - ORAN centre-ville à proximité clinique Couniot et à 10 mètres de la Rue Khemisti - peut servir diverses activités - Tél : 0559.70.14.73

■Vends local à usage commercial. Acté. RD : 02 locaux de 60 m² chacun - 1^{er} étage : 120 m² - ex-Cabinet médical sis à NEDJMA (CHTEÏBO) pas loin du marché - Tél : 0773.94.27.75

■A louer une Chambre froide 90 m3 installée à Belgaïd - 0553.68.38.61

■Local à louer Rue Gros prolongée Castors. Bd commercial. Pièces détachées Lourds. Superficie 24,5 m² (7 m sur 3,5) - Tél : 0770.949.932 - 0557.98.04.52

■Loue local 20 m², très bien situé face au Boulevard à Akid Lotfi - ORAN (Avance 24 mois). Prix 20.000,00 DA - Tél : 0699.12.56.26

■A vendre Cave coloniale EL-BRAYA 10 mn d'Oran. 02 façades. Sup. 1010 m² 45% couverte - Eau - Gaz - Electricité - Prix après visite - Tél : 0771.23.77.28

■BENI SAF : Vds un Dortoir 16 Ch. + 3 Magasins + Logement de fonction - Tél : 0771.54.96.32

■Bureaux à louer (50 m²) Miramar centre-ville d'Oran - Tél : 0550.32.29.51

■A louer un grand local 110 m². Double façade. 27, Rue Alexandre Lunois. Gambetta - Oran - Tél : 0557.574.301

■A louer 01 local 70 m². Trois façades. 05 rideaux. Eau. Electricité. Gaz + sanitaires. Convientrait à toute activité commerciale - Grande Avenue avant place Fontanelle 11 Rue Salem Saïd - Gambetta - Oran - Tél : 0770.433.590

■A vendre des locaux sur façade très commerciale à GDYEL-Est à proximité centre-ville - Tél pour RDV : 0555.461.666

■Vends local d'une superficie de 39,50 m², arrivage commercial ou pour bureau. Ad : Complexe Bd Route d'Oran. AÏN TEMOUCHENT - Contactez après 17 H 00 : 0550.99.40.09

■A vendre local de 26 m² situé à 13, Rue Dargham Adda - Plateau - Contactez-moi : 0556.68.83.34

■Vends des locaux commerciaux à nouvelle cité HASSI EL GHELLA W. Aïn Témouchent. Superficie 88 m² deux façades. Prix après visite - Tél. 0553.82.18.12 - 0670.31.63.70

■A louer local 90 m² équipé de toutes commodités (élect., sanitaires, gaz, peinture...etc.) situé dans un grand boulevard commercial au Point du Jour. ORAN - Tél : 0771.00.32.73 - 0664.89.85.19

■Part. cherche local pour production. Mini 500 m² avec eau, gaz, élect. Zone ORAN-Est - Contact : 0549.400.384

■TLEMCCEN : Loue magasin de 60 m², quartier très commercial Bab El-Djad à côté de la gare routière et de trois hôtels à 10 U/mois - Tél : 0550.42.61.33

■MOSTAGANEM : Vends Atelier de tournage fraissage complet - superficie du local 80 m² - Tél : 0555.46.23.46

■Loue un beau local de 70 m² Mischler + Clim + arrière-boutique + kitchenette et sanitaires au centre-ville d'Oran + A vendre Matériel complet de boucherie peu servi et presque neuf - Tél : 0553.04.29.53

■Vends local commercial avec soupente métallique. Superficie 35 m². Bien aménagé + toilettes - 20 m de l'Avenue de Choupot - 0559.65.29.44

■A louer un local de 250 m² à Es-Senia-Village pour toute activité (libérale et commerciale). Aménagé. Toutes commodités - Tél. 0557.16.74.74

■A louer un magasin de 24 m² au 32, Rue des Aurès (Bastille) - Tél. 0552.24.17.05

■A louer local 500 m² H. 4,70 situé à Es-Senia en face nouveau lycée, se compose de 2 façades : 1^{ère} 24 m de long avec 6 portes Mischler. 2^{ème} 18 m de long avec 1 grand portail. Pourra servir pour showroom, superette, laboratoire analyses, clinique radiographie, groupe de médecins... Intermédiaire s'abstenir - Tél. 0560.39.94.09

■Vends local + S/Sol de 170 m², 2 rideaux automatiques, façade 11,50 m + entrée côté immeuble. Aménagement luxueux. Peut servir diverses activités commerciales & libérales - Oran-Est - Hay El Yasmine - H.B. 0669.26.70.05

■A louer Pizzeria avec Matériel plein centre d'ARZEW - Tél. 0772.51.92.39

■Loue un local sup. 32 m², bien aménagé, situé à 10 m de l'angle 40, Rue Larbi Ben Mhidi centre-ville d'Oran - 0792.17.37.39

■NIKE ALGERIE cherche à louer des magasins à ORAN - Veuillez contacter le 0770.115.391

■Vends local de 83 m² dans résidence privée à la Coopérative Panorama face la salle Cristal, Route de Belgaïd, à 20 m du futur tracé du Tramway (Bus P1, 31, 61). Prix 10 unités/m² - Tél

DIVERS

■Ets de Formation KHAWARIZMI. Formation pratique : Maintenance PC, Réseau, Instrumentation, Câblage des armoires, Electricité Bâtiment - Fin de stage Attestation - St Hubert - ORAN - P / 0559.28.12.06

■Ets de Formation KHAWARIZMI. Secrétariat Bureautique en Informatique. Cours accélérés 15 jours (Word, Excel, Win7, Power Point, Internet) Programmation : JAVA - St Hubert - ORAN - P / 0559.28.12.06

■A TLEMCCEN - Vends 2 Machines à broder marque TAJIMA 4 têtes - Tél : 0772.74.27.10

■Opticien vend une Meuleuse numérique " Essilor Kappa ", bon état, rénovée en France, ramenée avec tous ses accessoires. Curieux s'abstenir - Tél : 0770.44.66.97

■Prend en charge des travaux de : Démolition - Gros Œuvres - Maçonnerie - Plomberie - Peinture - Aménagement - Décoration Façade - Clés en main avec contrat et garantie - E-mail : otman25majd@gmail.com - Tél : 0555.94.04.33 - 0770.97.35.82

■Vends Matériel dentaire complet : Fauteuil QUETIN + caméra intra buccale + RX + Débitrant + Matériel bureautique avec deux paravents + Tour + Stérilisateur. Très bon prix - Tél : 0772.96.22.09

■Vends Echographe Siemens SL1 et une Sonde convexe 5 MHz pour un échographe TOSHIBA SAL 38A ou 38B - Tél : 0561.77.35.10

■TLEMCCEN : Vends Matériel en production DG 175 rotative Didde - Glaser USA + 3 Auto bobines France + Offset Heidelberg grise + Massicot Wohlembler + Cylindre + 2 Platines + 1 Furine + Dgi 3 m 20 + Muton 2 m 50 + Plotier 1 m 40. Prix après visite - Tél : 0771.20.11.21 (Curieux s'abstenir)

■Administrateur de biens immobiliers - Agréé - Recherche partenariat pour projet de Gestion immobilière. Etude toutes propositions - Tél : 0559.44.55.25 -E-mail: adm.biensimmobiliers@yahoo.fr

■Equipe de jeunes informaticiens offrons Service informatique (Réparation Soft 8 Hardware) et Installation Réseau petites ou moyennes entreprises, particuliers à domicile et aux médecins, avocats... 0551.36.91.67 / 0670.48.94.84

■Vds Lot Matériel informatique usagé : Ecrans - Unités - Imprimantes - Tables B. état - Tél : 0552.10.86.57

■Vds 2 Vitrines de façade de magasin en Mischler vitres teintées avec porte d'entrée dimension 2 m 90 x 2 m 80 - état neuf - plus Vitrine séparation Mischler 2 m x 3 m 80 vitres teintées - Tél : 0552.10.86.57

■Pour les professionnelles du métier d'esthétique et de la coiffure. UniBeauté école de formation professionnelle, lance des journées de formations avec des experts en : Kératine. Extension des cheveux 100% naturels. Des nouvelles méthodes d'applications des flasches. Maquillage libanais. Smoky eyes et Maquillage de la mariée - Tél. au : 041.53.32.23 - Visite au 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta. ORAN

■A vendre Machines d'imprimerie (Off7) (Roland Ultra) forme 1027 - 1030. Impression : 2 couleurs. Très bonne occasion à Ain El Turck - Tél : 0772.05.92.53 - 0772.33.08.74

■Recrutations Chimiste - Microbiologiste - TS Contrôle de Qualité alimentaire - Habitant ORAN - Tél : 0770.84.71.65

■Importante usine de fabrication de matériaux de construction à Oran : Met en liquidation un Stock de Bordures de trottoirs et Pavés - Pour tous renseignements complémentaires, merci de nous contacter au Tél : 0699.42.08.72

■A vendre Torréfacteur 120 Kg marque Française (DEVINE et JANIN) plus Silo, Epierreur... etc. - 0771.33.92.38

■A vendre Matériel cafeteria : Presse à café - Comptoir frigo 4 portes - Comptoir en marbre noir - Bercot à lait - Réchaud à 3 feux - Frigo présentoir - Présentoir pour gâteaux - 6 Tables - 24 Chaises - MOSTAGANEM - SALAMANDRE - 0560.81.36.15

■Vends et Loue Groupe de soudure 400 Amp avec sortie 220 Volts tractable 2 et 4 roues, type " MILLER HOBART ". Location longue durée - 0772.70.70.21

■Pour Réparation - Maintenance - Installation - Réseaux système d'exploitation et Vente tous matériels informatiques... etc., des Spécialistes en produit informatique vous offrent leurs services - Contacter 0555.77.87.09 - Tél/Fax : 041.46.36.57

■Entreprise Travaux Bâtiments tout corps d'état cherche Projets en : Démolition - Maçonnerie - Construction - Peinture - Ferronnerie (Etude - Réalisation) - Appelez Amine : 0771.85.21.77 - Tél/Fax : 041.46.36.57

■TLEMCCEN : Vds 2 Aléuses de bloc + Glaceuse + 1 Tour TOS 2 M + Rectifieuse Vilebrequin MILLON - 1600 (complet) - Tél : 0779.31.00.07

■Vente Machine industrielle de transformation Papier hygiénique et Accessoires - Tél : 0556.86.29.33

■Cause de changement : Vente Produits parapharmaceutiques et Couches Bébé et Adultes - Tél : 0557.62.15.09

■Affaire à saisir - Vends Lot Dentifrice. Prix imbattable - Tél : 0770.62.42.05

■Cherche Achat Meubles nouveaux et anciens. Bonne occasion - Tél : 0557.95.14.84

■Société de Production en Cosmétique et Parapharmaceutique cherche Associé pour développer activité - Tél. 0770.62.42.05

■Donne des Cours de soutien à domicile Maths pour les niveaux 3ème AS, 2ème AS, 1ère AS, 4ème AM - individuels ou collectifs - Tél. 0770.39.41.55

■A vendre Equipement complet de cristallerie : 02 Fours de fusion - Série de moules - Découpeuse - Canes - Arche de reuission (23 m) - Tél : 0555.27.15.00

■A vendre Groupe électrogène 200 KVA moteur Volvo Penta. Génératrice Mecc all - Tél : 0555.03.10.67

■Cherche Mannequin en plastique avec tête. Bonne occasion (Femme) - 0550.20.35.13

■Vends Matériel de production de Série pour Accessoires de Plomberie et Robi-netterrie - Tél: 0550.29.89.18

■A Prix sacrifié et pour cause de départ : A vendre Atelier complet pour réparation Pompes Injection Diesel (Banc d'essais + Outillage + Pompe à tarer + Tables... etc.) état neuf - Tél : 0551.56.37.71

■A vendre Salon égyptien : 1 Canapé 3 places + 2 Fauteuils en bois Merisier - état neuf - Tél : 0774.29.87.40

■A vendre un Atelier de Rabotage de Cuisse - 0771.45.57.79

■Particulier possède local de 32 m² : cherche Associé pour Cybercafé - Contactez le 0553.56.15.02

■Solde Fou NIKE OUTLE ORAN. Vous êtes les bienvenus 75, Avenue d'Arcole. ORAN - Tél. 0770.115.391 - 0770.115.419

■S.B.A. - A vendre Tour CELTIC 14 1 m entre pointe + Tour CELTIC 0,5 m entre pointe + Perceuse ADAM grand modèle Ø 50 mm + Presse 10 T + Fraiseuse HURREE - Tél. 0771.14.85.98

■Vente Matériel de Labo Photo. Vends FRONTIER 370. Développeuse FUSI 230 B. Très bonne occasion - ORAN - 0550.54.49.44

■Vends : 01 Groupe de soudure DENYO 400 AMP. Moteur DEUTZ 400 AMP sortie 220 V. Tractable. Bon état - ORAN - 0669.26.70.05

■Nouveau à SIDI BEL ABBES : Réparation de pare-brise (impact) et Gravage de vitres (antivol et fissures) sur rendez-vous : RAFIK 0560.39.89.07 - ILIES 0796.67.19.92

■A vendre Pelle excavatrice de marque SONACOME (Poclain) à chenilles 1983 en très bon état - Tél : 0795.64.10.81

■Groupe spécialistes avec longue expérience dans les décors modernes (Intérieur et Extérieur) pour : Villas - Maisons - Locaux - Bureaux - Entreprises... etc., offre ses services - Contacter : 0555.77.87.09

■Vds : Etagères pour quincaillerie et pièces détachées - Matériel médical - Matériel Chambre froide - Chaudière à vapeur et Station traitement d'eau - Compresseur industriel à air - Lot Extincteurs et Bureautique - Chaise roulante électrique. Sauterelle ou Transporteur (Carrière) - Accident 12 et 13 et Logan 13 - Tél : 0771.50.93.81

■Institut Selmane Agréé par l'Etat - Formation qualifiante pratique : Secrétaire médicale. Déclarant Douane. Gestion des Stocks. GRH. Comptabilité. Magasinier. Agent PAO. Marketing - 43, Rue Larbi Ben M'hidi - ORAN - Tél : 0554.58.56.08 / 041.33.13.97

■Vends 1 Machine Enrouleuse - Dérouleuse + 1 Machine Découpeuse auto et semi-auto + 2 Transpalette - Tél : 0551.25.77.40 - 0775.20.11.21 - Email : maintieninfo@yahoo.fr

■Pour (CNAC / ANSEJ / ANDI) World Equipment vend Chaînes Auto Huileries MAASRA - Tél : 0770.49.43.10 / 0770.94.25.01 / 021.77.70.07

■L'Ecole de cuisine et pâtisserie agréée par l'Etat depuis 2007 - Forme des : Cuisiniers - Pâtisseries - Pizzaiolo - Gâteaux orientaux - Réception - Chef de rang - 18, Rue Bekkal Baghdad. Cité Bon Accueil. Carteaue. HLM. ORAN - Tél/Fax : 041.42.34.46 - Mob : 0665.70.63.40 / 0555.11.47.80

■UniBeauté école de formation professionnelle, crée des métiers certifiés dans la science de la coiffure dames. Shampooing et Brushing. Permanente et Défrisage. Coupe Visagiste. Haute Coiffure. Technique de Couleur - Téléphonez-nous au : 041.53.32.23 ou nous rendre visite au 04, Rue Ezzaoui Mustapha - Gambetta. ORAN

■A vendre 2 Fardéleuses et une Conditionneuse. Prix très intéressant - 0771.87.30.33

■Notre agence assure votre déménagement de A à Z que vous soyez une entreprise ou particulier. Nous assurons : l'emballage (sac, carton, valise). Le transport (administratif, industriel, archives, meuble, laboratoire). Le montage et le démontage (tout type de meuble). Installation et désinstallation de climatiseur et de parabole. Garde meuble (stocker et conserver vos affaires en sécurité) - Tél : 0556.51.11.82 - 0556.51.09.53 - Mail : demenageplus@hotmail.com

■STOP ! Entreprise, Particuliers : la société ALGERIE TONER recharge vos cartouches, toners laser & copieurs noir & couleur, recycle vos tambours, HP EPSON - XEROX - LEXMARK - SAMSUNG - CANON. Nous offrons un service livraison gratuite Spécial entreprise. Nos produits sont garantis 100% européens - Info : 041.28.22.22 / 28.28.10 / 53.23.99 - Email : algerietoner@yahoo.fr

■TLEMCCEN : Vends unité production matelas mousse très bon état, machine Discontin de bloc avec 5 moules et machine coupe verticale Allemande année 2006, 02 bordeuses, 04 broyeurs, enrouleuse presse matelas - Tél : 0697.40.78.40

■Formation en Infographie (1 mois et demi) : Création d'emballage, Affiches, Panneaux Pub., + Traitement d'images : Assemblage, Recomposer, Effets spéciaux... etc. Inscrivez-vous : l'Ecole Agréée IBN KHALDOUN - N°91, Rue Larbi Ben M'hidi (face C.C.F.) Miramar - 041.39.68.86 / 0772.09.74.50 / 0550.02.21.36

■TLEMCCEN : Entreprise de Plomberie prend en charge tous Travaux de Chauffage, PVC, Tuyauterie Multi couche, Cuivre, PHD et réparation Chaudières - Tél. 0552.22.37.26

■A vendre Chaîne complète : Four HAAS de gaufrette. 24 Moules « 27 cm x 37 cm ». Flowpack - Tél : 0779.57.25.17

■Réparation à domicile : Machine à laver (linge - vaisselle). Frigo. Cuisinière. Climatiseur. Pièces de rechange disponibles. Travail garanti - Tél : 0662.87.45.68

■Exclusivement pour la première fois en Algérie - GLAMSMILE : Créateur de sourires anti-âge ou sourire stars d'HOLLYWOOD. Le port de lentilles en céramique pour les dents. Représentant exclusif : 0771.80.94.73 / 0550.52.6149 - http://www.glamsmile.com/alge

■Vous entendez mal ? Votre enfant entend mal ? Audiflex vous offre un bilan auditif gratuit. Pour prendre rendez-vous téléphonez au : 0661.10.35.01 Oran - 0661.10.35.06 Mostaganem.

■Avis aux : Pharmaciens - Médecins - Laboratoires... etc. AN. PUB vous propose une Pochette pour Carte Chiffa seulement à 21,5 DA (la couleur Verte disponible) avec votre publicité - Appelez : 0777.76.30.12

■Fourniture et Pose Gerflex et Papier Peint - Spécial crèche et chambre d'enfants - Cité Jourdain les Castors (en face Boulangerie Douballah) - Tél. 0560.96.18.59 - 0550.22.76.48

■Nouveau Magasin à ORAN - Fourniture et Pose : Parquet stratifié - Papier Peint - Moquette - Gerflex - Papier adhésif - Cité Jourdain les Castors (en face Boulangerie Douballah) - Tél. 0560.96.18.59 - 0550.22.76.48 - Devis gratuit.

■LA MODE ! Parquet stratifié 1er choix - Epaisseur 8 mm d'origine Allemagne. Prix très intéressant - Cité Jourdain les Castors (en face Boulangerie Douballah) - Tél. 0560.96.18.59 - 0550.22.76.48 - Possibilité de Pose

■Pour vos courts séjours à Oran loue des studios et appartements meublés et équipés à la semaine - Tél : 0553.98.27.77 - Demander des photos au brahimil@live.fr

■Import Médical vend à bon prix : Echographe 2D / 3D / 4D - Fauteuil dentaire - Autoclaves - Distillateurs - Radiographie 100 / 300 / 700 - Développeuse - Echo Vétérinaire - Générateur d'oxygène - ECG... etc. Tél. 035.67.63.99 - 0771.63.32.73 - Email : tebbimed@yahoo.fr

PENSÉE
A la mémoire de notre mère et grand-mère
Mme MIHOUB Aïcha née SADOU
Triste fut la journée du 14-02-2013 où tu nous as quittés à jamais. Seule la foi en Dieu nous aide à oublier et d'apprendre à vivre sans toi. Puisse Dieu t'accepter dans Son Vaste Paradis El Firdaus - Les familles DAIM, MIHOUB et MENKOUZA - Nous tenons à remercier toutes les personnes qui nous ont soutenus durant cette douloureuse épreuve. A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.

40ÈME JOUR
Il y a 40 jours que notre papa - papi - frère - ami
MR BOUHEND MOHAMED
nous a quittés à jamais et a laissé un vide et un manque insoutenable dans nos cœurs. Ta femme, tes enfants / petits-enfants et ta famille demandent à ceux qui t'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire. Puisse Dieu t'accueillir en Son Vaste Paradis.

DÉCÈS
La famille **BELARBI**
a l'immense douleur de vous faire part du décès de **BELARBI YAMINA**
survenu le 11/02/2013. Toute sa famille demande à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
إنا لله وإنا إليه راجعون

DÉCÈS
Mr HADJ **ABDERRAHMANE Med, Mr AMEUR et Mr BELMOKHTAR** ont le regret de vous annoncer le décès de leur collègue et frère **Mr BOUZEKRI MESSAOUD**
- Né le 13/01/1951 à Bejaia - Décédé le 19/02/2013 à l'âge de 62 ans à Oran - Les funérailles ont eu lieu hier le 20/02/2013 en son domicile sis à : Hal Enejma 7ème Tranche (Chetebou) Commune de Sidi Chami. Oran.
إنا لله وإنا إليه راجعون

تعزية
إنا لله ما أخذ وله ما أعطى وكل شيء عنده بأجل مسمى
بمزید من الحزن والأسى، يتقدم الفريق الإداري والتربوي بمعهد تكوين المعلمين وتحسين مستواهم **عبد الحميد بن أشنهري**
بـ وهران إلى السيد قاسري مبارك مدير المعهد وإلى كافة عائلته وأقاربه بخالص التعازي، إثر وفاة والدتهم **إلمغور لها**
تغمدها الله برحمته وأسكنها فسيح جناته، وألهم ذويها الصبر والسلوان
"إنا لله وإنا إليه راجعون"

PENSÉE
Le 13/07/2008 (**DJILALI MILOUD**) 4 ans et demi et 13 jours se sont écoulés depuis la disparition de notre cher père et grand-père qui nous a quittés le 13/07/2008. Le temps n'a pas réussi à nous faire oublier sa disparition tant sa bonté, sa générosité, son humour, sa modestie et surtout son attachement à la famille nous ont profondément marqués. En ce douloureux souvenir, sa famille et ses petits-enfants Sabrina et Saïdou, ta fille Assia et les familles BENBELLA, DIDOUCHE et LAHMAR et tous ceux qui l'ont connu et aimé d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Ton beau-fils Sid Ahmed dit Lazni
إنا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE
A la mémoire de notre cher oncle et frère **KHETIB Abdel Hamid**
Officier de Police à MAGHNIA. Une perte n'est jamais facile, encore plus douloureuse. Déjà 7 mois depuis ton départ le 13-08-2012. La famille **KHETIB** n'oubliera jamais ton amour et ta générosité. Repose en paix
Tes nièces : **KHETIB Ikram et Souad**

PENSÉE
Tristes et pénibles se sont écoulées ces " 12 années " C'est en ce 18 Février 2001 que tu as cessé d'exister **BOUYA Hadj BENSAEUB BENYEBKA**, laissant derrière toi un vide immense et irremplaçable. Tu as été un père et grand-père exemplaire par ta sagesse, ta gentillesse, ton humanisme, ton humour et ton affection envers les tiens et les autres. "BOUYA " tu occupes toujours nos pensées, ton souvenir est toujours aussi présent et aussi vivace malgré ces longues années. Nous tes enfants : Daouia, Rahmouna, Fatima, Mohamed El Bachir, ton épouse Hadja Kheira, ton gendre SOUAM Abdelrezak, ta belle-fille Rachida, tes petits-enfants : Sarah, Yasmine, Mehdi, Ramzi/Benyebka " et Djihane, implorons Le Tout-Puissant qu'il apaise notre peine et t'accorde Sa Sainte Miséricorde. Tout en demandant à toute sa famille et tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée. Repose en paix " BOUYA " .

PENSÉE
Une perte n'est jamais facile, encore plus douloureuse quand il s'agit de l'être le plus cher, d'un père, d'un frère et d'un époux **ABDELKADER**. On dirait une éternité mais c'est seulement 40 jours. Le vide que tu nous as laissé est inimaginable. La famille BOUKRA remercie tous ceux qui, d'une présence, d'un geste, d'un sourire, l'ont aidée à traverser ce moment difficile et demande à tous ceux qui l'ont connu pour sa bonté, sa générosité d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire. Repose en paix cher père.
Ta fille **Imène**

PENSÉE
A la mémoire de notre chère mère, grand-mère **Mme ELMOGHERBI Hadja Kheira née BENHARRATS**. Il y a deux années dans la journée du 22 Février 2011 disparaissait notre chère maman laissant derrière elle un immense vide. En cette douloureuse circonstance, la famille ELMOGHERBI demande à tous ceux qui ont connu la défunte d'avoir une pieuse pensée pour elle et de prier pour son âme. " A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons ". Repose en paix chère mère auprès du Tout-Puissant. Tes petits-enfants Mourir et Ibtissem

PENSÉE
A toi papa **TLEMSANI Mohamed**
pour être parti trop vite le 13/01/2013. Pour ne pas tomber dans l'oubli, à travers nos pensées tu vis. Comment te dire que tu nous manques, à part nos souvenirs de toi en priant. Papa tu es parti en laissant un vide impossible à combler.
La famille **TLEMSANI (SIG)**

PENSÉE
MOKHTAR BENNOUNANE LAZNI
(L'ex-joueur de l'EMO - L'ex-Capitaine de la Protection Civile d'Oran). 7 années et 20 jours se sont écoulés depuis la disparition de notre cher père et grand-père qui nous a quittés le 20/01/2006. Le temps n'a pas réussi à nous faire oublier sa disparition, tant sa bonté, sa générosité, son humour, sa modestie et surtout son attachement à la famille LAZNI nous ont profondément marqués. En ce douloureux souvenir, sa famille et sa femme Hadja HAFEDA et la famille BOUGRASSA et tous ceux qui l'ont connu et aimé, d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.
Ton fils **Sid Ahmed LAZNI, SAÏDOU Sabrina**
إنا لله وإنا إليه راجعون

PENSÉE
A la mémoire de notre cher père **KHETIB Abdel Kader**
Ex-cadre INFRA FER. Déjà 26 jours depuis ton départ le 26-01-2013. Ton absence est terrible, mais tu restes toujours présent dans notre vie et notre cœur. Merci papa pour l'amour que tu as donné à tes enfants (Souad, Ikram, Nabila, Leïla, Sidi Mohamed et Seif Islem), ta chère femme Fatima et à tes frères et sœurs et tous ceux qui t'ont connu. Repose en paix cher papa.
Ta femme, tes enfants et ta famille

PENSÉE
A la mémoire de notre cher et regretté **Mohamed EL-HAFFAF**
Voilà déjà une année, le 22-02-2012, que tu es parti en laissant un vide immense. Ta bonté, ta générosité, ta sagesse, ta grandeur d'âme resteront gravées à jamais dans nos mémoires. Les années et les jours passent mais la blessure reste aussi profonde. La famille EL-HAFFAF demande à tous ceux qui l'ont connu et qui ne l'ont pas oublié d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire et prie Le Tout-Puissant de lui accorder Sa Miséricorde. Que Dieu t'accueille dans Son Vaste Paradis.
Ton frère **AMIR**

PENSÉE
Triste pensée par ce jour fatidique le 21/02/2003. Une décennie s'est écoulée depuis le départ de notre cher et regretté père et grand-père **HADJ SLIMANI Med**, pour s'éterniser paisiblement dans un monde meilleur. Malgré 10 ans d'absence, tu demeureras toujours dans nos cœurs. Que ton repos éternel soit aussi doux et serein que l'ont été ton âme et ton cœur. La famille SLIMANI demande à tous ceux qui l'ont aimé et apprécié d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire et prie Dieu Le Tout-Puissant de l'accueillir en Son Vaste Paradis.

PENSÉE
22 Février 2012 - 22 Février 2013 Une année inondée de douleurs, de souffrances et de chagrin, très cher et inoubliable époux et père **BOT CHAREF**. Tu es loin de nous, mais ton regard ne s'effacera jamais de nos mémoires. Ton absence déchire nos cœurs qui sont remplis de pleurs. Tes innombrables qualités que l'on ne peut toutes les citer, entre autres, humilité, bonté et honnêteté, sans oublier générosité et disponibilité. A présent, nous ne pouvons que prier Dieu Le Tout-Puissant de l'accueillir en son Vaste Paradis. En ce douloureux souvenir, ton épouse, tes enfants et ta famille demandent à tous ceux qui l'ont fidèlement aimé d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire. Repose en paix.

PENSÉE
Cela fait 4 ans, que tu nous as quitté à jamais notre cher père et grand-père **GUERRADA SAFA BOUABDELAH**
que le temps n'a pas réussi à nous faire oublier ta disparition. T a générosité, ton humour, ton savoir-vivre, ton éducation, ton attachement à ta famille nous ont profondément marqués. Ton souvenir restera à jamais gravé dans nos cœurs. Hbibi Twahachtak Bezaif Wetwahachet Hadartek Ya Bouya Elazize
Ton fils **NASR EDDINE**

DÉCÈS
Voilà déjà 7 jours (13/02/2013) se sont écoulés depuis le décès de la chère mère et grand-mère la nommée **LAHMAR MOKHTARIA**
épouse de Monsieur DJILALI MILOUD. Tu nous as quittés à jamais laissant derrière toi un immense vide que nul ne pourra combler. Tu resteras toujours mémorisée dans nos cœurs. Tes fils et tes filles et leurs familles DJILALI, LAHMAR, MOKHTAR BENNOUNANE dit LAZNI, BENBALA et DIDOUCHE demandent à tous ceux qui t'ont connue d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire. Puisse Dieu t'accueillir dans son Vaste Paradis ma belle-mère.
Ton beau-fils **Sid Ahmed dit LAZNI**
إنا لله وإنا إليه راجعون

Achat véhiculés accidentés
ou en panne légers et lourds
0550-54-50-34
0550-59-03-60
021-91-35-62

Clinique d'Ophtalmologie
Disposant d'un équipement complet de dernière génération
Recrute dans l'immédiat à plein temps des :
■ Médecins spécialistes en ophtalmologie
■ Cadre de travail agréable
Envoyer candidatures à l'e-mail:
recru_tement@yahoo.fr

L'APC de Constantine bloquée

A. Zerkouri

Près de deux mois après son installation officielle, l'Assemblée populaire communale de Constantine tourne en rond. Et le rejet, ces derniers jours, de la délibération, consacrant l'installation des commissions, complique davantage la situation de blocage. Au conflit entre élus de différents horizons politiques, particulièrement, une opposition des élus du RND et du MPA, face au groupe majoritaire du FLN, né au lendemain de la désignation (le 31 décembre 2012) des vice-présidents et des délégués de secteurs, vient se greffer une autre discord, cette fois-ci, entre les élus et le personnel administratif. Le chef du groupe FLN et vice-président, M. Moudir Barka, n'y va pas avec le dos de la cuillère, «l'administration, avec à sa tête le SG de la commune, met des bâtons dans les roues de l'assemblée», soutiendra-t-il. Reconnaisant implicitement que rien ne fonctionne comme il se doit à l'APC de Constantine, il ajoutera que «le SG de la commune refuse de collaborer avec les nouveaux élus, en instaurant une mainmise sur tout ce qui bouge à la municipalité». Parmi les reproches à l'administration, notre interlocuteur signale que «la passation de consignes n'a pas encore été opérée jusqu'à aujourd'hui, l'APC fonctionne, depuis 7 ans, sans programme, les véhicules de service sont accordés sur la base d'accointances et non de la qualité ou du poste, les responsabilités sont diluées, les directeurs de l'exécutif communal se contentent d'une paraphe sur les documents qu'ils transmettent au maire...».

Chalets construits avec de l'amiante Des appréhensions et des assurances

A. Mallem

Les retards accusés par l'administration dans l'établissement des titres de propriété des assiettes foncières des chalets touchés par le problème de l'amiante et devant bénéficier de l'aide à la reconstruction de 70 millions accordée par l'Etat, suscite une inquiétude grandissante parmi les intéressés.

Hier, des membres de l'association de quartier de la cité El Gammas, où l'opération a débuté il y a quelques mois, nous ont contactés pour nous faire part de leurs appréhensions et des rumeurs qu'a fait naître ce retard. «On se demande s'il s'agit de mauvaises langues ou si c'est la vérité», nous a expliqué un membre de cette association. «Mais, ajoutez-t-il, la rumeur court que ce programme a été annulé et que les pouvoirs publics se tournent vers la réalisation de celui consacré au relogement des habitants des sites précaires».

Un autre membre intervient pour dire qu'ils avaient rencontré le wali à ce sujet il y a 7 ou 8 mois de cela et le chef de l'exécutif leur avait promis de les rencontrer la semaine suivante pour leur donner les plans d'aménagement de leurs futures habitations. «Puis plus rien», a-t-il soutenu.

Un troisième membre signale qu'il avait entendu dernièrement à la radio le directeur du logement et des équipements publics (Dlep) déclarer que la daïra aurait établi jusqu'à présent plus de 4.900 titres de propriété. «Or, nous nous sommes renseignés auprès des services des biens de l'Etat (les domaines) qui nous ont appris que l'opération en est encore au stade de l'évaluation des assiettes. Et ce n'est qu'une fois cette étape terminée et les dossiers transmis à la daïra que les titres de pro-

priété seront établis. Alors qui croire ?», s'interroge-t-on encore.

Côté administration, lors d'une intervention, hier même, à la radio au cours des informations de midi, le Dlep, M. Bettayeb Leulmi, a confirmé le nombre en question de titres établis en déclarant : «Peut-être que le retard pris par cette opération a suscité les appréhensions des habitants des chalets, mais je peux affirmer que ce retard est dû aux aspects organisationnels de l'opération, surtout en ce qui concerne l'établissement des titres de propriété de l'assiette, action qui doit être menée suivant les plans d'aménagement et de restructuration des quartiers concernés qui ont été établis par la société d'architecture et d'urbanisme (SAU). Et ce retard, a estimé le Dlep, pourrait, en définitive, s'avérer bénéfique pour les bénéficiaires eux-mêmes parce qu'il nous a permis de peaufiner toutes les études nécessaires entourant l'opération.

Jusqu'à présent, il y a un nombre de 4.900 décisions de bénéfices qui ont été établies au niveau de toute la wilaya pour le compte de la première tranche, car il faut savoir que le nombre total des aides octroyées se monte à 10.000 cas. Le seul problème qui se pose maintenant consiste dans la préparation des permis de construire qui sont subordonnés à l'obtention des actes de propriété.

Ces derniers documents étant eux aussi tributaires de l'étude faite par les services des biens de l'Etat et que cette opération est en cours». Et d'apporter de nombreuses explications sur les procédures qui seront entamées dans les étapes à venir pour restructurer convenablement les quartiers visés par l'opération. Et c'est certainement tous ces facteurs qui ont provoqué le retard accusé.

Deux individus écroués pour agression

Trois jeunes individus, âgés de 17 à 19 ans, présumés auteurs de plusieurs agressions à l'arme blanche (cutter) dans les quartiers de Daksi et Oued El-Had, pour déléster les passants de leurs téléphones portables, ont été arrêtés la semaine dernière. Selon le communiqué diffusé hier par la cellule de communication de la sûreté de wilaya, ces individus ont été déferés le 17 février dernier par-devant le procureur de la République près le tribunal de Constantine. Inculpés d'association de malfaiteurs, d'agressions à l'arme blanche suivies de vol qualifié et de vol sous la menace, deux d'entre eux ont été écroués et le troisième a bénéficié de la procédure de citation directe.

Trois accidents de la route et une asphyxie au gaz

Durant la journée du mardi 19 février, les agents de la protection civile de Constantine ont été appelés à intervenir pour porter secours aux victimes de trois accidents de la circulation et une intoxication au monoxyde de carbone qui se sont produits sur le territoire de la wilaya. Les accidents de véhicules ont occasionné des blessures légères à six personnes qui ont été secourues sur les lieux et transférées aux centres de santé les plus proches. Tous ces accidents résultent de dérapages des véhicules à cause du verglas sur la chaussée. Le premier d'entre eux s'est produit à El-Méridj dans la commune d'El-Khroub, le second sur la RN 20 dans la commune de Ain Abid. Quant au troisième, il concerne une moto qui s'est renversée à la cité Bentellis. D'autre part, les pompiers sont également intervenus à la cité Djebel Ouahch pour secourir une femme âgée de 47 ans victime d'inhalation de monoxyde de carbone provenant d'un chauffe-bain défectueux.

La SDE poursuit sa sensibilisation

Pour rester dans le domaine des accidents domestiques liés au gaz, notons que la chargée de la communication de la Société de distribution de l'Est (SDE) d'Ali Mendjeli est intervenue hier sur les ondes de la radio régionale pour signaler que l'équipe technique de la société s'est déplacée, hier, dans la localité de Sidi Amor, située dans la commune de Benbadis, pour sensibiliser les populations récemment raccordées au gaz de ville sur les dangers résultant d'une mauvaise utilisation de cette énergie moderne et propre. L'opération rentre dans le cadre de la campagne de sensibilisation menée par la SDE auprès des nouveaux utilisateurs, surtout en ces temps de froid où l'utilisation du gaz pour le chauffage est intensive.

Simulation d'incendie à la prison du Coudiat

Hier matin, les habitants ainsi que les passants du centre-ville de Constantine ont été mis en émoi par une alerte au feu qui se serait déclaré à la fameuse prison du Coudiat, jouxtant le cabinet du wali et le stade Benbdelmalek. Informés de la chose, les représentants de la presse ont accouru pour constater qu'il s'agit en fait d'une fausse alerte, mais d'une véritable manœuvre d'entraînement et une simulation de feu déclenchée par la protection civile au sein de l'établissement pénitentiaire.

A. Mallem

Enseignement supérieur La justice somme les syndicalistes d'annuler leur grève

A. Mallem

Après avoir déposé un préavis de grève pour la journée du 25 février prochain, les membres de la section syndicale de l'université Constantine 1 (Mentouri) se sont encore retrouvés devant le tribunal administratif de Sidi Mabrouk. En effet, selon M. Daoud, secrétaire général de la section syndicale de cette université, un huis-sier de justice est venu, mardi matin, leur remettre des assignations à comparaître à l'audience d'hier mercredi, de la chambre administrative du tribunal de Sidi Mabrouk, siégeant en référé. S'étant rendu devant cette instance judiciaire, explique-t-il, les syndicalistes ont été surpris d'entendre le juge rendre un jugement verbal prononcé en référé. Ce jugement ordonne que la grève projetée «doit être suspendue». «Ce sont le directeur de l'Université de Constantine 1 et ceux des résidences universitaires qui ont saisi la justice afin de faire capoter, à l'avance, la grève projetée pour le 25 février. Voulant connaître le motif probable de cette interdiction systématique des grèves projetées par le syndicat, nous avons interrogé M. Daoud pour savoir si, éventuellement, la procédure réglementaire de dépôt du préavis de grève, qui a été faite le 17 février courant, auprès de l'inspection du Travail, a été respectée; ce dernier nous a répondu simplement que les responsables de l'inspection se sont contentés de récep-

tionner, comme à l'accoutumée, le préavis en y apposant le cachet officiel. «Aussi, a-t-il répondu à une autre question, l'inspection du Travail, comme pour les autres préavis de grève que nous organisons cycliquement depuis maintenant une année, n'a jamais invité les deux partenaires à une tentative de conciliation et n'a jamais posé cette condition (ndlr, pourtant imposée par la loi) comme préalable au débrayage».

Revenant à la grève prévue pour le 25 février, ce syndicaliste a complété en disant : «Comme vous le savez, le nouveau débrayage a été décidé en assemblée générale par les travailleurs grévistes après les jugements prononcés par le même tribunal et déclarant illégale la dernière grève de trois jours que nous avons organisée les 11, 12 et 13 du mois courant. Mais le dernier jugement, intervenu hier, dont la notification écrite nous sera certainement faite le plus tôt possible, ne nous empêchera nullement de déclencher notre grève générale du 25 février», a-t-il déclaré à la fin de l'entretien.

Vers 15h hier, tentant de joindre le recteur de Constantine 1, M. Djekoune, pour recueillir son point de vue à ce sujet, sa secrétaire nous a répondu que celui-ci n'était pas dans son bureau et qu'il faut rappeler plus tard. Une heure plus tard, nous avons entendu la même réponse de la secrétaire, à savoir que le recteur n'était pas encore rentré à son bureau.

Les accidents de la route en hausse

A. El Abci

Dans un bilan annuel concernant l'année 2012, le 5^e commandement régional de la Gendarmerie nationale qui couvre les territoires de 15 wilayas de l'est du pays, fait état d'une augmentation de 11,18% en matière d'accidents de la route, où Constantine occupe la 6^e position, et d'une réduction ou stabilité dans les affaires judiciaires. C'est ce qu'a indiqué, hier, le chargé de communication de ce corps de sécurité régionale, lors d'une conférence de presse tenue au siège du commandement en question, qui a souligné «qu'il a été enregistré 9.259 accidents de la route en 2012, qui ont causé d'importantes pertes en vies humaines et en matériel, avec une augmentation de 931 accidents par rapport à l'année 2011, représentant un taux de 11,98%». Et de poursuivre que «cela représente une moyenne de 25 accidents par jour et un accident par heure !» Ces accidents ont entraîné la mort de 1.187 personnes et 16.702 blessés, avec une diminution de 23 cas de décès (moins 2%) et hausse du nombre des blessés de 1.353 cas (plus 8%) par rapport à 2011, ce qui équivaut à 03 morts et 46 blessés par jour, dit-il. Dans ce triste palmarès, la wilaya de Constantine vient en 6^e position en enregistrant 653 accidents pour 2012, contre 598 l'année d'avant, soit une augmentation de 55 accidents. Selon le conférencier, à l'origine de cette hécatombe de la route, le facteur

humain vient largement en tête avec 91%, l'état du véhicule 07% et l'environnement 02%. Concernant les activités de police judiciaire, les unités du 5^e commandement ont procédé à l'examen de 27.002 affaires, dont 1.434 concernant des crimes, 16.902 délits et 8.666 contraventions. Ce qui a donné lieu à l'arrestation de 22.154 individus, dont 3.262 ont été mis en détention préventive et 18.532 autres remis en liberté. Et de relever que pas moins de 1.332 femmes figurent dans le lot des personnes arrêtées avec une hausse de 0,68% par rapport à 2011. Une hausse des crimes contre les biens, y compris le vol des câbles de cuivre, de bétail, dans les violences contre ascendants et la consommation et la commercialisation de psychotropes est aussi enregistrée. Enfin et en marge de la conférence de presse, le responsable du service régional de police judiciaire du 5^e commandement de la gendarmerie, le commandant Abdelaziz Rachid Eddine a révélé que la majorité des plaintes déposées par des parents de mineurs concernant des affaires d'enlèvement de leurs enfants, ont révélé après enquête qu'il y avait une complicité entre la victime et l'auteur du kidnapping et que c'était en fait une mise en scène pour justifier l'absence surtout des filles. Par ailleurs, le même responsable a indiqué que pour le seul mois de janvier 2013, son service a recensé 09 crimes de sang, dont 06 ont été traités et élucidés et les 03 autres en cours d'enquête.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs				
11 rabie ethani 1434				
El Fedjr 05h48	Dohr 12h47	Assar 15h54	Maghreb 18h24	Icha 19h42



AGO FAF - Adjal Lahouari et d'anciens journalistes honorés

Approbation des bilans

M. Zeggai

Les bilans moral et financier de l'exercice 2012 de la FAF ont été adoptés hier par les membres de l'AG et ce à l'issue de l'AGO tenue hier à Oran, et ce en présence des présidents de ligues, des experts du MJS, l'entraîneur national Vahid Halilhodzic, des présidents de clubs et autres figures marquantes du football national à l'image des joueurs du FLN et des autorités locales. Avant d'entrer dans le vif du sujet, le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, a honoré d'anciens journalistes de la presse sportive, Adjal Lahouari, Hafaf Fayçal, Mohamed Salah, Hamici. Ensuite, le président a tenu à dresser un état des lieux concernant l'activité footballistique en abordant pratiquement tous les sujets.

«Je pense que ce mandat a été riche en événements. Même s'il y a eu des insuffisances, je crois que nous avons fait d'énormes progrès sur les plans de la gestion administrative et l'organisation», affirma Raouraoua qui a également souligné que «l'Algérie est l'un des rares pays au monde qui dispose de championnats de U15, U17, U20 et seniors». L'orateur a fait une large évaluation

de notre football en soulevant le problème de l'infrastructure sportive et des insuffisances en matière de formation et aussi des entraîneurs. Le président de la FAF a insisté sur la nécessité d'un plan d'urgence pour former 9.000 entraîneurs. Lors de la présentation du bilan moral, il a fait remarquer que le football algérien connaît un déficit énorme en matière d'entraîneurs, saluant au passage le travail des bénévoles.

Abordant le volet de la formation, Raouraoua a tenu à énumérer les insuffisances constatées dans ce domaine. «Est-ce que nous sommes en mesure de former des joueurs de haut niveau ? Est-ce que nous avons les moyens pour atteindre cet objectif ? Nous avons 40.000 juniors et 35.000 cadets licenciés, mais nous n'avons pas pu dégager une équipe pour battre le Botswana. Trouvez-vous cela normal ? Est-ce que c'est la faute à la FAF ? Vous croyez que je ne serai pas heureux de voir Halilhodzic convoquer 25 locaux ?». Le premier responsable de la FAF a également évoqué la DTN et le professionnalisme en insistant que c'est la FIFA qui l'a exigé. «Le football est lié à l'environnement général. Son développement exige une formation répondant à un

certain nombre de critères. Il faudrait trouver les solutions nécessaires pour combler les déficits en matière de stades, d'entraîneurs, les solutions pour former des formateurs en tenant compte des exigences du haut niveau. Le football c'est certes l'affaire de la FAF mais aussi celle de l'Etat et des collectivités locales. Ne peut devenir professionnel qui veut», ajoutera-t-il.

Le président de la FAF a saisi cette occasion pour aborder le volet de l'arbitrage et l'EN.

«Je crois que l'entraîneur national a déjà dressé son bilan. Ce qu'on doit retenir c'est qu'on doit laisser le temps à cette jeune équipe», s'est-il contenté de dire. A noter que l'arbitre international Djamel Haimoudi a été honoré et félicité par tous les présents après son excellente prestation durant la CAN 2013. Raouraoua a tenu à la fin de ces travaux à remercier les autorités de la ville et de la wilaya d'Oran pour les efforts consentis.

Rappelons que les membres de l'AG ont élu les membres des différentes commissions en prévision de l'AG électorale prévue le 7 mars prochain à Oran. A souligner que Mohamed Raouraoua est le seul, jusqu'à présent, candidat à sa propre succession.

Ligue 1 - Match avancé vendredi au 5 Juillet MCA-CRB

Régler une question de suprématie

Le grand derby de la capitale entre le MCA et le CRB, pour le compte de la 22^{ème} journée du championnat de Ligue 1, se jouera demain à partir de 17h45 au stade du 5 Juillet. Ce match a été avancé pour des raisons de retransmission télévisée, indique-t-on auprès de la LFP. Quoi qu'il en soit, le public sportif sera convié à de chaudes retrouvailles, qui ont habituellement tenu leurs promesses. Toujours est-il que ce choc intervient au mauvais moment pour le Doyen qui après une

série de trois victoires consécutives a chuté samedi dernier à Sidi Bel-Abbès. Une défaite qui est restée en travers de la gorge des joueurs, lesquels pensent qu'ils ont raté une belle opportunité de conforter leur place sur le podium.

D'ailleurs, le MCA a été délogé par l'USMA mardi après sa victoire devant l'ESS en match de mise à jour. C'est dire que l'objectif des gars de Menad sera de se réconcilier avec leurs supporters. Cependant, face à un adversaire qui a repris du poil

de la bête depuis l'arrivée de l'entraîneur Bouali à la tête de la barre technique, la mission des mouloudéens ne sera guère aisée. Les Belouizdads, tenus en échec par le CSC à domicile, s'efforceront de renouer avec la victoire. Ce qui est sûr, une grande ambiance est attendue dans les travées du 5 Juillet entre deux voisins qui tenteront de régler une fois de plus une question de suprématie. Espérons juste que le fair-play soit de mise.

M.B.

Ligue 2

Chauds derbys à Blida et Mohammadia



Tous les regards seront braqués demain vers le stade Brakni de Blida, théâtre du derby USMB-RCA et dont le résultat revêt une importance capitale pour les deux teams. Ceci dit, une contre-performance des Blidéens les écarterait de la course à l'accession. Quant au leader, le RC Arbaâ, il est tenu lui aussi par l'obligation du résultat en raison de la menace de son dauphin, le CRBAF. Ce dernier qui sera dans son jardin compte profiter de la venue du MCS pour augmenter son capital points tout en restant à l'écoute de Blida. De son côté, le MOB reçoit l'ASK dans un match où les Bejaouis sont condamnés à l'emporter pour demeurer sur le podium. A Mostaganem, l'erreur est interdite pour l'ESM qui semble bien lotie pour rafler la

mise avec la réception de l'OM.

En bas du tableau, c'est l'indécision qui plane. Si le sort du CRT est déjà scellé, le suspense demeure entier quant à désigner les deux autres équipes qui l'accompagneront à l'étage inférieur.

Des équipes les plus exposées, c'est le MOC qui joue gros avec ce déplacement à haut risque chez le MSPB au moment où le SAM et l'ABM se-

ront chez eux. A Mohammadia, le SAM doit sortir le grand jeu face à son voisin de l'ASMO qui est revenue en course pour l'accession. Pour sa part, l'ABM tentera de profiter de la situation qui prévaut chez son hôte du jour, l'USMAN, pour récolter les trois points. Enfin, le NAHD évoluera sur du velours devant le CRT qui n'a rien à espérer.

M. Zeggai

Vendredi à 15h00			
Blida	:	USMB	- RCA
Aïn M'lila	:	CRBAF	- MCS
Béjaïa	:	MOB	- ASK
Mostaganem	:	ESM-OM	
Merouana	:	ABM-USMAN	
Alger	:	NAHD	- CRT
Batna	:	MSPB	- MOC
Mohammadia	:	SAM	- ASMO

Division nationale amateur Centre

Sommet à M'sila

Le championnat dans ce groupe arrive à un tournant du fait que le leader, le WRBM, mettra sa suprématie en jeu contre l'un de ses dauphins, l'ABS en l'occurrence.

Le fait que ce choc aura pour cadre le stade de M'sila nous oblige à considérer le Wided local comme le favori logique. Si ce pronostic se concrétise sur le terrain, le WRBM prendrait une avance substantielle sur son rival. Ceci dit, on ne doit pas oublier l'autre dauphin, le RCK, qui affrontera le MCM à Ouargla, un adversaire largement à sa portée. Si les Koubéens l'emportent, ils occuperaient en solo la seconde place si le pronostic émis plus haut

venait à se concrétiser. Eviter la relégation en division inférieure reste l'objectif des équipes du bas du tableau. A Chéeraga, par exemple, l'USMC a tout intérêt à rafler la mise face à l'IBL pour se mettre à l'abri, tandis que le voisin, la JSMC, se rendra à Bordj Ghedir pour se mesurer à l'ASBG, la lanterne rouge qui est appelée à réagir dès ce samedi si elle veut avoir une chance de sortir de la zone des turbulences. De son côté, l'ESM Koléa aurait tort de mésestimer le PAC, capable du meilleur comme du pire. Enfin, à Khemis El-Khechna, l'IBKEK aura fort à faire contre le WAB, toujours aussi imprévisible.

A. L.

Vendredi à 15h00			
Khemis El-Khechna	:	IBKEK	- ESG
Zéralda	:	ESMK	- PAC
Chéraga	:	USMC	- IBL
Samedi à 14h30			
M'sila	:	WRBM	- ABS
Ouargla	:	MCM	- RCK
Bordj Ghedir	:	ASBG	- JSMC

Division nationale amateur Est

Le quatuor de tête sur du velours

A la lecture du programme de cette dix-septième journée du championnat dans ce groupe, sauf grande surprise, on se dirige vers un statu quo. En effet, les trois équipes de tête qui sont sur les traces du chef de file, à savoir Hamra Annaba, l'US Biskra et le NRB Touggourt, semblent bien loties pour camper sur leurs positions respectives en affrontant respectivement des mal classés, l'US Tébessa, la JSD Jijel et l'AS Aïn M'lila. De son côté, le leader l'USC, nanti d'une confortable avance et avec un match en moins, reçoit l'Entente de Collo, dans un match

test que les gars de Chaouia ne veulent absolument pas rater, afin de confirmer leur statut de favoris. Dans les autres rencontres, la logique devrait être respectée. Ainsi, le WA Ramdane Djamel tentera de se mettre à l'abri face à l'USM Aïn Beïda qui a régressé par rapport au cycle aller, alors que le DRB Tadjanet s'efforcera de mettre tous les atouts de son côté pour venir à bout du NC Magra. Enfin, l'USM Khenchela donnera la réplique à son alter ego, la JSM Skikda, bien loin de son niveau et risquant même la rétrogradation.

M. Benboua

Vendredi à 15h00			
Oum El-Bouaghi	:	USC	- EC
Tadjanet	:	DRBT	- NCM
Annaba	:	Hamra	- UST
Khenchela	:	USMK	- JSMS
Jijel	:	JSD	- USB
Touggourt	:	NRBT	- ASAM
Ramdane Djamel	:	WARD	- USMAB

Volley-ball - Coupe d'Algérie

L'élite bien lotie

Les cylindrées de l'élite entrent en lice à l'occasion des huitièmes de finale de la coupe d'Algérie après un tirage au sort qui paraît à priori favorable à l'actuel leader du championnat. Effectivement, le NRB Bordj Bou-Arredj aura pour adversaire l'O Médéa qui évolue au palier inférieur. De son côté, l'ESS aura à se mesurer à une autre formation de l'élite le RCM. Mais, au vu du déséquilibre des forces en présence et sauf surprise, l'Etoile sétifienne part favorite. Il en sera de même pour les autres pensionnaires de l'élite, le MB Béjaïa et le PO Chlef qui seront face à deux

pensionnaires de l'antichambre de l'élite respectivement l'ES Bethioua et l'ES Aïn Azel. A contrario, le débat entre l'OMK et l'AS-VB ne manque pas d'attrait. De son côté, le GSP semble bien loti pour passer le cap du WA Tlemcen qui évolue à l'étage inférieur. A suivre aussi le débat entre formations de Nationale 1B, l'indécision sera de mise dans la rencontre entre Hamra Annaba et le MBC Laghouat. A noter que l'IRB Metlili Chaâmba s'est qualifié pour les quarts de finale sans jouer après le retrait de la lanterne rouge de la Nationale 1A, l'ITR Sétif.

Ali Sadji

Vendredi à 15h00			
B.B.A.	:	OMK	- ASVB
Douéra	:	ESB	- MBB
Chlef (15h30)	:	GSP	- WAT
M'sila (15h30)	:	Hamra Annaba	- MBC Laghouat
B.B.A. (16h30)	:	RCM	- ESS
Douéra: (16h30) ..	:	O Médéa	- NRBA
Samedi à 10h30			
Douéra	:	POC	- ES Aïn Azel

7 ERRORS





07.15 Sabah
El-Kheir
09.00 Saïdati
10.00 Bouhairat
el chabout
10.30 Farachat
El-Foussoul
10.45 El-ghoufran
Feuilleton
11.30 El hayat
aâla djouzour

12.30 Tassamim
moumaiaza
13.00 Journal
télévisé
13.40 Ghaltate
hayati
Feuilleton
15.00 Mahla
di el aâchia
16.30 Loulou
17.30 Ibdaât
18.00 Journal
télévisé amazigh

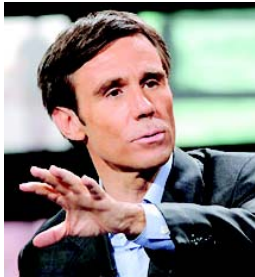
18.20
Taqdar
tarbah

19.00 Alhan
wa chabab
20.00 Journal
télévisé
20.45 Jeux
de dupes
Film
22.35 Zahwa
00.00 Journal
télévisé



10.00 C'est
au programme
11.00 Motus
11.30 Les
Z'amours
12.00 Tout
le monde veut
prendre sa place
13.00 Journal
14.00 Toute
une histoire
15.15 Comment
ça va bien !
16.15 Le jour
où tout a basculé
17.15 Seriez-vous
un bon expert ?
17.55 On
n'demande
qu'à en rire
18.55 Mot
de passe
19.30 N'oubliez
pas les paroles
20.00 Journal

**20.45 Des paroles
et des actes**
Présenté par
David Pujadas
Le journaliste reçoit
Marine Le Pen,
présidente du Front
National depuis le
16 janvier 2011. La
progression des
thèses de son parti
dans l'opinion
française sera, entre
autres, évoquée.
Selon un baromètre annuel de TNS-Sofres
publié le 6 février dernier, près d'un tiers des
Français se déclarent en effet «tout à fait» ou
«assez» d'accord avec les idées défendues par le
parti frontiste. Marine Le Pen s'exprime
notamment sur les mesures économiques prises
par le gouvernement socialiste, la hausse du
chômage, l'euro, responsable à ses yeux des
fermetures d'usine, la politique étrangère avec
l'intervention militaire au Mali sans oublier les
sujets de société comme le mariage pour tous.
23.05 Grand public
00.40 Journal de la nuit



10.50 Midi
en France
12.00 12/13 :
Journal régional
12.25 12/13 :
Journal national
13.50 Si près
de chez vous
14.55 Questions
au gouvernement
16.10 Des chiffres
et des lettres
16.50 Harry
17.20 Un livre,
un jour
17.30 Slam
18.10 Questions
pour un champion
19.00 19/20 :
Journal régional
19.30 19/20 :
Journal national
20.00 Tout
le sport
20.15 Plus belle
la vie

**20.45 Terminator 3 :
le soulèvement des machines**

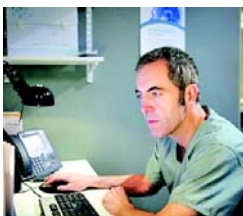


Avec Arnold Schwarzenegger, Nick Stahl
John Connor a désormais 22 ans. Il vit dans
l'ombre car, en tant que futur leader de la
résistance contre les machines, sa vie est
constamment menacée. Il est cependant
localisé par les ordinateurs de Skynet, un
puissant réseau d'intelligence artificielle.
Aussitôt, un redoutable cyborg T-X, qui a pris
l'apparence d'une très jolie femme, est
envoyé du futur pour l'éliminer.
22.35 Soir 3
23.05 Les sorties de la semaine
23.10 Terminator 2, le jugement dernier
01.25 Libre court



08.43 Emilie
08.55 Les maternelles
10.10 Les poisons
de Bangkok
11.05 Les grandes
plaines d'Amérique
12.02 Le Dino train
12.14 Cédric
12.50 Geronimo
Stilton
13.14 Gigi
13.40 Le magazine
de la santé
14.35 Allô, docteurs !
15.10 Terre
des mondes
15.40 Géorgie, perle
du Caucase
16.35 Epargne,
placements, comment
protéger son argent ?
17.30 C à dire ?!
17.45 C dans l'air

19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.50 Monroe
Avec James Nesbitt, Sarah Smart,
Shaun Evans, Sarah Parish
Brillant neurochi-
urgien, Gabriel
Monroe doit
opérer une
patiente atteinte
d'une tumeur au
cerveau.
Persuadé de la
nécessité de
l'intervention, il doit aussi l'alerter sur les
risques qu'elle encourt de devenir amnésique.
Dans le même temps, Monroe doit
gérer le départ de son fils aîné âgé de 19
ans pour l'université. Le même jour, Anna,
son épouse, lui annonce qu'elle ne l'aime
plus et qu'elle a décidé de le quitter.
23.10 La médecine personnalisée
00.05 Une place au soleil
01.05 I Love You Phillip Morris



arte

JEUDI



TF1 20.50

R.I.S. POLICE SCIENTIFIQUE

- La menace
Avec Clémentine Célerié, Michel Voïta,
Anne-Charlotte Pontabry
Un crime sordide vient d'endeuiller la ville. Deux hommes sont égorgés en pleine rue en l'espace de quelques minutes. La violence de ces meurtres et leur mode opératoire sont suffisamment peu courants pour susciter des interrogations de la part des enquêteurs. S'agit-il de l'oeuvre d'un malade mental, qui a frappé à l'aveugle, ou, comme le croit Maxime, l'un des deux hommes était réellement visé et l'autre aurait été tué afin de brouiller les pistes, triste victime innocente ? L'équipe du RIS mène l'enquête, secondée par tous les services de police disponibles. Très vite, des indices permettent de remonter une piste...

CANAL+ 20.55

DEXTER



- A tombeau ouvert
Avec Michael C Hall, Jennifer Carpenter,
Matt Gerald, Josh Cooke
Dexter supporte de plus en plus mal la présence quasi permanente de sa sœur dans sa vie et constate que bien loin de calmer ses pulsions, sa proximité les attise. Il entreprend de se débarrasser définitivement de Louis. Parallèlement, Joey se rapproche de Nadia, une des amies strip-teaseuse de la jeune call-girl tuée par Viktor. Dexter pourchasse un tueur, Speltzer, qui s'en prend à des jeunes femmes.

NT1 20.45

SCARY MOVIE 4



Avec Anna Faris, Regina Hall,
Craig Bierko, Anthony Anderson
Cindy Campbell trouve une place d'aide à domicile auprès de l'énigmatique Mme Norris, une personne âgée grabataire. Mais à peine arrivée, la jeune femme découvre qu'un fantôme hante les lieux. Cindy demande alors de l'aide au voisin, Tom Ryan, jeune père de famille. Bientôt, des extraterrestres débarquent et pulvérisent tout sur leur passage. Cindy s'enfuit et croise sur son chemin Brenda Meeks, une vieille connaissance.

TÉLÉVISION



23.40 New York,
section criminelle



- Malgré lui
Avec Jeff Goldblum, Saffron Burrows
Stevens et Nichols enquêtent sur la mort
suspecte de Les Tarney, un inspecteur du
département de la santé, retrouvé, par sa
petite amie, mort étouffé dans son apparte-
ment. Celle-ci révèle aux inspecteurs que le
défunt travaillait sur un dossier très délicat.
Les Tarney faisait chanter deux médecins dont il
avait mis au jour les manœuvres frauduleuses.
01.15 New York police judiciaire



20.50 60 secondes chrono



Présenté par Alex Goude
Le jeu revient avec des épreuves inédites et
des familles déterminées à remporter les 100
000 euros de gain. Pour cette nouvelle session,
le principe reste le même : une famille doit
réussir dix défis construits uniquement autour
d'objets du quotidien. Chaque épreuve,
comme "la pyramide infernale", "la
catacullière" ou "hauts pieds levés", met à
l'épreuve les nerfs, la patience et la dextérité
des candidats.
01.50 66 minutes



23.30 The Office



- La liste
Avec BJ Novak, James Spader
Le nouveau PDG de Dunder Mifflin, Robert
California, un gestionnaire à la fois craint et
respecté pour ses compétences, laisse traîner
un bout de papier sur lequel figure une
mystérieuse liste : il s'agit en fait des noms
des salariés de la compagnie, soigneusement
divisés en deux groupes. Troublés, l'ensemble
des employés s'interrogent sur sa signification.
De son côté, Andy est nommé responsable
régional de la succursale de Scranton...
00.30 Dans la tourmente



09.40 Vous êtes
en direct
11.00 Star Academy
12.10 Futurama
13.35 Tellement vrai
15.10 Tellement
vrai : la quotidienne
16.00 Star Academy
18.30 Vous êtes
en direct
20.00 NRJ12
Replay
20.50 Star
Academy : le prime
23.00 Shy'm :
Paris Bercy
01.10 Poker



08.40 Men in Black
09.05 Des baskets
dans l'assiette
09.10 #Faut pas
rater ça !
10.20 Plus belle
la vie
12.35 New York 911
14.55 Urgences
17.15 FBI : portés
disparus
19.35 #Faut pas
rater ça !
20.45 Missing :
au coeur du complot
22.45 FBI : portés
disparus
00.05 Les hommes
de l'ombre
01.40 Monte le son !
02.20 #Faut pas
rater ça !



08.57 MP1
09.05 Le destin
de Bruno
10.30 Les enquêtes
impossibles
12.25 Que du
bonheur
13.20 MP1
13.25 Journal
13.35 NT1 le mag
13.40 Les enquêtes
impossibles
15.45 Les frères
Scott
19.00 Au nom
de la vérité
20.45 Scary
Movie 4
22.15 RRRrrrr !!!
00.05 Boogeyman 2
01.40 NT1 le mag
01.45 Les nouvelles
filles d'à côté



10.30 Dessins animés
11.00 Uni-vert
12.00 Journal en français
12.25 Oudhma'e El Islam
13.20 Prière du vendredi (direct)
13.45 Association e'nahdha Oran

14.10 Réflexions
16.00 Flipper
16.20 Dessins animés
16.35 Kayfa souni'ate - Série
17.15 MCA/CRB en direct
18.30 Journal en français
20.00 Journal en arabe

20.45
Pourvu que ça dure

22.45 Tipaza Reportage
23.35 Dalila Naim Concert
00.30 Journal en arabe



20.45 Nicolas Le Floch



10.00 C'est au programme
11.00 Motus
11.30 Les Z'amours
12.00 Tout le monde veut prendre sa place
13.00 Journal
14.00 Toute une histoire
15.15 Comment ça va bien !
16.15 Le jour où tout a basculé
17.10 Seriez-vous un bon expert ?
17.55 On n'demande qu'à en rire
18.55 Mot de passe
19.30 N'oubliez pas les paroles
20.00 Journal

- Le crime de l'hôtel Saint-Florentin Avec Jérôme Robart, Jacques Frantz
Alors que Louis XVI accède au trône après la mort de son grand-père, un meurtre est commis dans la demeure du comte de Saint-Florentin. Marguerite, une jeune femme de chambre est retrouvée la gorge déchiquetée. A ses côtés, le maître d'hôtel git inconscient, un couteau à la main. Nicolas Le Floch est chargé par le propriétaire des lieux, ministre de la maison du roi, d'enquêter sur cet étrange assassinat. Le commissaire met alors au jour une sombre machination.
22.25 Les infiltrés
00.30 Taratata
02.05 Journal de la nuit



20.45 Faut pas rêver



10.50 Midi en France
12.00 12/13 : Journal régional
12.25 12/13 : Journal national
13.50 Si près de chez vous
14.50 Inspecteur Derrick
16.10 Des chiffres et des lettres
16.50 Harry
17.20 Un livre, un jour
17.30 Slam
18.10 Questions pour un champion
19.00 19/20 : Journal régional
19.30 19/20 : Journal national
20.00 Tout le sport
20.15 Plus belle la vie

- Tanzanie Présenté par Tania Young
L'animatrice sillonne le nord du pays, notamment le parc du Tarangiré et le territoire masai en compagnie de Rokoiné. "Serengeti, animaux sous surveillance". Pour conserver le fragile écosystème de ce parc national, vétérinaires, scientifiques et gardes travaillent au plus près des bêtes • "Hadzabés, chasseurs invisibles". Chembé et les siens tentent de perpétuer leur mode de vie ancestral • "Liemba, bateau de légende" • "Lengai, pèlerinage des Masai" • "Kilimandjaro, rencontre au sommet".
22.40 Soir 3
23.10 Enquêtes de régions
00.10 Doc 24
01.05 Inspecteur Derrick

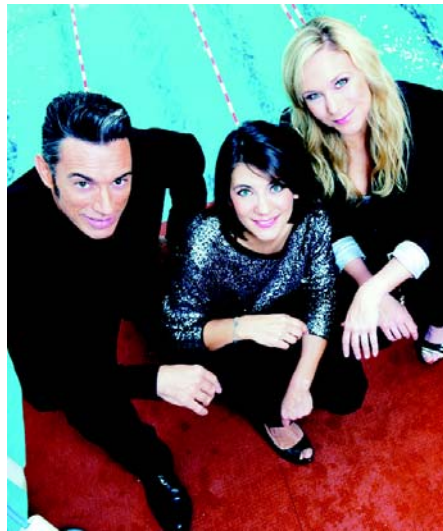


08.30 Angelina Ballerina
08.43 Emilie
08.55 Les maternelles
10.10 Planète insolite
11.05 La grande marche des éléphants
11.58 Tom-Tom et Nana
12.03 Le Dino train
12.16 Cédric
12.40 Geronimo Stilton
13.03 Gigi
13.25 Minuscule
13.40 Le magazine de la santé
14.35 Allô, docteurs !
15.10 Terre des mondes
15.40 Les mystères du soleil
16.35 Les secrets de l'Egypte antique
17.30 C à dire ?!
17.45 C dans l'air

19.45 Arte journal
20.05 28 minutes
20.45 Portraits de voyage
20.50 Maman est chez le coiffeur
Avec Marianne Fortier, Elie Dupuis, Hugo St-Onge-Paquin, Laurent Lucas
Au Québec en 1966, l'école est finie pour Elise, 15 ans, Coco et Benoît, le petit dernier. Ils retrouvent leur mère et savourent leurs premiers jours de vacances jusqu'à la découverte d'Elise. Celle-ci surprend son père et son partenaire de golf partager un geste d'une intimité suspecte. Ebranlée, l'adolescente en informe sa mère qui sous la colère décide de partir et accepte un poste à Londres.
22.25 Punk
23.55 Court-circuit
00.50 En fin de course



arte



TF1 20.50

SPLASH, LE GRAND PLONGEON

- Episode 3 : la finale
Présenté par, Estelle Denis, Julie Taton, Gérard Vives, Laure Manaudou
Après plusieurs semaines d'entraînement, les célébrités participent à la grande finale. En direct du stade nautique de Schiltigheim, en Alsace et sous le regard des trois juges, tous se dépassent physiquement pour proposer des sauts carpés, vrilles et autres rotations depuis un plongoir situé à 3, 5, 7 ou 10 mètres de hauteur. Tout au long de l'émission, les téléspectateurs sont invités à voter pour leur candidat favoris afin de désigner le grand vainqueur. Qui d'Eve Angeli, Christian Califano, Danièle Evenou, Gégé, l'aventurier de Koh Lanta...

6 20.50

NCIS : ENQUÊTES SPÉCIALES



- Shell Shock Avec Mark Harmon, Michael Weatherly, Brad Beyer, David Hoflin
Un lieutenant récemment rentré d'Afghanistan, est tué après avoir été passé à tabac sur les quais. Il était accompagné d'un capitaine, rapidement identifié. Il s'agit de Joe Westcott, lui aussi revenu depuis peu du Moyen-Orient. En l'interrogeant, Gibbs comprend très rapidement qu'il souffre d'un stress post-traumatique. Il se prend d'affection pour le soldat auquel il s'identifie.

CANAL+ 21.00

38e CÉRÉMONIE DES CÉSAR



Présenté par Antoine de Caunes
Cette année, sous la présidence de Jamel Debbouze, plusieurs films se disputent les prix les plus prestigieux. Camille redouble, de Noémie Lvovsky, Amour, de Michael Haneke et Les Adieux à la reine, de Benoît Jacquot, recueillent le plus de nominations et visent le César du meilleur film. Emmanuelle Riva est une des prétendantes au César de la meilleure actrice, aux côtés, entre autres, de Marion Cotillard ou Catherine Frot. Jean-Louis Trintignant, Patrick Bruel, Fabrice Luchini, Vincent Lindon ou Jérémie Rénier, notamment, espèrent être consacrés meilleur acteur.



23.00 En musique, tout est permis



Présenté par Arthur

L'animateur propose à nouveau une version musicale de son émission Vendredi tout est permis. Il reçoit Michaël Youn, Amel Bent, Hélène Ségara, Anthony Kavanagh, Ary Abittan, Claudia Tagbo et Philippe Lellouche qui se prêtent au jeu de nombreuses épreuves physiques et vocales.
01.00 Confessions intimes



00.05 Sons of Anarchy



- Gibier de potence

Avec Ron Perlman, Charlie Hunnam
Gemma découvre la lettre de menace laissée dans la voiture de Tara. Les Sons décident de partir à la recherche de son expéditeur. Alors que Samcro rend visite au Cartel, une fusillade éclate. Les Mayans, désormais alliés, sont particulièrement touchés puisqu'Alvarez est blessé. Les doutes de certains membres quant à cette nouvelle alliance sont ravivés à tel point qu'un des membres met au vote une motion qui pourrait réellement porter un coup au club.
01.45 Earl



00.00 Intouchables



Avec François Cluzet, Omar Sy

A sa sortie de prison, Driss se doit de prouver aux Assedic qu'il est bien à la recherche d'un travail. Il se rend donc aux entretiens d'embauche qu'a organisés Philippe, un riche tétraplégique, dans son hôtel particulier, pour un poste d'aide à domicile. Driss l'emporte par son bagout qui fait sourire Philippe. Il est, quant à lui, tout à la fois sensible au charme de la chambre qu'on lui propose, comme à celui de Magalie, la secrétaire particulière de son nouveau patron.
01.45 Les adoptés



09.40 Vous êtes en direct
11.00 Star Academy
12.10 Futurama
13.35 Tellement vrai
15.10 Tellement vrai : la quotidienne
16.00 Star Academy
18.30 Vous êtes en direct
20.00 NRJ12 Replay
20.50 Les Cordier, juge et flic



00.20 En quête de preuves



08.35 Men in Black
08.55 Des baskets dans l'assiette
09.00 Bons plans
09.10 #Faut pas rater ça !
10.22 Plus belle la vie
12.35 New York 911
14.55 Urgences
17.15 FBI : portés disparus
19.35 #Faut pas rater ça !
20.45 Tout Robin
23.10 ONDAR Show
00.50 Les humoristes font leur show
02.25 #Faut pas rater ça !



09.00 NT1 le mag
09.05 Le destin de Bruno
10.30 Les enquêtes impossibles
12.25 Que du bonheur
13.20 MP1
13.25 Journal
13.40 Les enquêtes impossibles
15.45 Les frères Scott
19.00 Au nom de la vérité
20.35 MP1
20.45 Grimm
23.15 Dexter
01.15 Legend of the Seeker : l'épée de vérité

Jeudi 21 février 2013

11 rabie ethani 1434

N° 5545

«Tassili Airlines» va assurer des dessertes domestiques en mars

La compagnie aérienne Tassili Airlines (TAL), qui assure, jusque-là, le transport du personnel de Sonatrach et des compagnies pétrolières étrangères, va s'ouvrir sur le réseau régulier domestique, pour le grand public, à partir du 4 mars prochain, annonce mercredi la compagnie. «TAL assurera 33 vols à destination de 11 grandes villes algériennes: Alger, Oran, Adrar, Tamanrasset, Illizi, In Salah, Ourgla, El Oued, Ghardaïa, Constantine et Annaba», précise le communiqué de «Tassili Airlines». Les vols domestiques seront assurés par «douze aéronefs, totalisant une capacité de 1.064 sièges dont 4 avions de type Boeing 737-800, 4 de type Bombardier Dash 8 Q 400 et 4 autres de type Dash 8 Q 200», ajoute la même source. L'ouverture de TAL sur les lignes domestiques «se fera en coordination avec la compagnie Air Algérie». Les deux compagnies «ne sont pas concurrentes mais vont travailler en complémentarité, pour renforcer leur présence sur le marché national», avait indiqué un responsable de TAL, à la presse.

La compagnie a été créée, en mars 1998, en vertu d'une joint-venture entre Sonatrach et Air Algérie, avant de devenir une filiale à 100% de Sonatrach, en avril 2005. Elle dispose actuellement d'une flotte de 31 avions, soit une capacité globale de 1.228 sièges.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Signature d'un accord de coopération entre Tlemcen et Lille



Ph: AFS

Un accord-cadre de coopération entre Tlemcen (Algérie) et Lille (France) a été signé mercredi au siège de la wilaya de Tlemcen par les maires des deux villes, respectivement M. Mohamed Abderrafik Khouani et Mme Martine Aubry. Cet accord porte sur la coopération en matière d'innovation technologique, de formation professionnelle, de développement durable et des domaines médical, culturel, éducatif, de l'enseignement supérieur et du patrimoine. Les deux collectivités se sont engagées à en-

courager les différents accords et conventions sectoriels établis entre les organismes relevant de leur territoire, à favoriser et à soutenir les rencontres entre les structures associatives notamment dans les domaines sociaux, culturels, sportifs et éducatifs. Les deux parties entendent également considérer la jeunesse et l'emploi comme objectifs transversaux et prioritaires à tous les axes qui seront développés dans cette coopération, à s'informer mutuellement des démarches effectuées auprès de

tiers (bailleurs de fonds, ...) et enfin à rechercher les ressources financières nécessaires à la réalisation des projets identifiés.

Après une brève allocution de bienvenue présentée par le wali de Tlemcen, dans laquelle il a énoncé les potentialités et l'histoire riche de la capitale des Zianides, Mme Aubry a mis l'accent, pour sa part, sur la nécessité de renforcer les liens d'amitié entre Algériens et Français. Elle a rappelé dans ce cadre la visite récente effectuée par le président François Hollande en Algérie, «à travers laquelle une nouvelle dynamique de coopération et de partenariat a été insufflée aux relations algéro-françaises». La maire de Lille (France), qui effectue une visite en Algérie, a été reçue, mardi à Alger, par le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika. Le choix de la ville de Tlemcen a été motivé par la «dimension culturelle et géographique de la ville, son rôle historique de passerelle entre l'Espagne et le Maghreb, et entre l'est et l'ouest du Maghreb», qui lui confère un caractère «très mélangé», «semblable à celui de Lille», a estimé Aubry lors d'un point de presse organisé au Palais des raïs (Alger).

Boko Haram responsable de l'enlèvement des Français au Cameroun, selon Paris



La «secte Boko Haram» a vraisemblablement «procédé» à l'enlèvement, mardi, de sept Français au Cameroun, emmenés au Nigéria, a dit mercredi le ministre français de la Défense Jean-Yves Le Drian, en écartant un lien éventuel avec la guerre française au Mali. Paris, en outre, invite ses ressortissants à quitter l'extrême nord du Cameroun.

Interrogé sur l'existence de ce lien par la chaîne de télévision France 2, il a répondu: «A l'heure actuelle, non». «Mais la méthode, oui. Ce sont des groupes qui se réclament du même fondamentalisme, qui ont les mêmes méthodes que ce soit au Mali, en Somalie ou au Nigéria», a-t-il ajouté. Sept touristes français, dont quatre enfants, ont été enlevés mardi dans l'extrême nord du Cameroun puis emmenés au Nigeria voisin. Il s'agit du premier enlèvement de Français depuis le début de la guerre lancée par la France le 11 janvier au Mali pour en déloger des groupes islamiques armés.

Boko Haram («l'éducation occidentale est un péché», en langue haoussa), qui n'a jamais revendiqué jusqu'à présent d'enlèvements, affirme combattre pour la création d'un Etat islamique. Le groupe comprendrait plusieurs factions avec différentes revendications. Les violences liées à Boko Haram et leur répression sanglante par les forces de l'ordre ont fait 3.000 morts depuis 2009.

Les Russes ont transféré illégalement 49 milliards de dollars



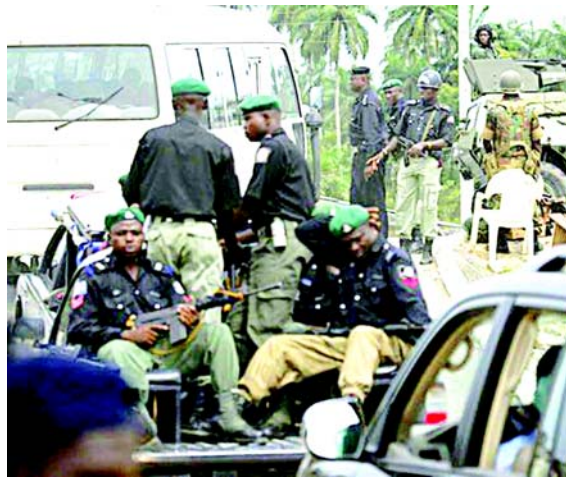
Les résidents en Russie ont transféré illégalement 49 milliards de dollars hors du pays l'an dernier, ce qui correspond à 2,5% du produit intérieur brut, a indiqué le président de la banque centrale russe dans un entretien au journal Vedomosti mercredi.

«Cela peut correspondre au paiement de drogues ou d'autres produits interdits en Russie (...), à des pots-de-vin versés à des fonctionnaires (sur des comptes à l'étranger, NDLR) ou dirigeants d'entreprises (...). Cela peut correspondre à des mécanismes d'évasion fiscale», a détaillé Sergueï Ignatiev.

Sur cette somme, 35 milliards de dollars sont classifiés dans la catégorie des fuites de capitaux, a précisé le président de la banque centrale.

Au total, la fuite (légitime et illégitime) de capitaux privés a été estimée à 56,8 milliards de dollars par l'institution pour 2012, contre 80,5 milliards en 2011. Cet indicateur est très suivi des milieux économiques qui y voient un signe du mauvais climat des affaires qui règne dans le pays.

Six étrangers enlevés sur un bateau pétrolier au Nigeria



Des hommes armés ont enlevé six étrangers à bord d'un bateau pétrolier dans l'Etat de Bayelsa (Sud) et réclamer une rançon d'environ un million d'euros, a déclaré mercredi la police de Bayelsa. «Trois des personnes enlevées sont des Ukrainiens, deux des Indiens et une vient de Russie», a déclaré Fidelis Odunna, porte-parole de la police locale, à l'AFP, précisant que l'attaque a eu lieu dimanche. «Un des ravisseurs a appelé pour demander la somme de 200 millions de nairas (1 million d'euros)» a-t-il ajouté. C'est le groupe Century, basé à Lagos, qui opérait sur le navire Armada Tuah, et 15 membres d'équipage étaient à bord quand le bateau a été attaqué par des hommes en armes à proximité du district

d'Ijaw, selon la police. On ignore pour l'instant si le bateau était en mer ou s'il était à quai au moment de l'attaque.

«Nous avons mobilisé des employés des services de renseignement pour rechercher les six travailleurs», a déclaré M. Odunna à l'AFP.

Des dizaines d'étrangers ont déjà été enlevés dans la région pétrolière du Delta du Niger, puis libérés sains et saufs pour la plupart contre rançon, mais leur nombre a diminué à la suite d'un accord d'amnistie signé en 2009 avec des rebelles de cette zone.

Il est toutefois peu commun que la police accepte de donner des détails quant aux demandes de rançon formulées par les ravisseurs.

EDITORIAL

Par K.Selim

UN ETAT EN CONFETTI

Le Premier ministre du Qatar a-t-il menacé le représentant de l'Algérie à la Ligue arabe d'un méchant «votre tour viendra»? Personne n'en est vraiment certain mais le sujet intéresse énormément d'Algériens. Qui pour pourfendre un «confetti» qui se prend pour le centre du monde, une sorte de «Qatar Oum-Eddounia» qui ferait rire conjointement - c'est rare - les persifleurs d'Algérie et d'Egypte! Qui pour y voir une «preuve» de plus que l'Algérie est la prochaine dans la «liste» du complot ourdi alors que manifestement les Algériens ont cessé de suivre quiconque se pique d'essayer de les mettre dans la rue. Après tout, ils ont cher payé pour ne plus foncer tête baissée derrière des hommes et des sigles qui ne disent ni qui ils sont, ni ce qu'ils veulent et par quels moyens ils le veulent. Depuis le «régime dégage» du début 2011 qui n'a pas drainé grand monde et l'absentéisme électoral, les Algériens envoient avec entêtement un message subliminal aux gens du système: vous avez créé l'impasse, débrouillez-vous avec! Et la tonitruante lettre de Hocine Maliti ne fait que les convaincre de rester à l'écart des bagarres du système. C'est leur affaire, pas celle des Algériens! Bref, les Algériens ont appris avec les vicissitudes à ne plus s'engager dans les fictions, ils préfèrent attendre du solide, du sérieux, quitte à déplaire à ceux

qui pourfendent leur «immobilité» et leur «renoncement». C'est dire qu'Al-Jazira et le Gaz du Qatar réunis ne seront pas en mesure de faire un «printemps» si tant est qu'ils le veulent! Il reste que ce bouillonnement dans Internet, ce buzz autour d'une altercation qui est peut-être purement imaginaire, mérite une explication ou une mise au point.

On attend donc toujours avec impatience que M. Amar Belani, porte-parole des Affaires étrangères - il a fermé son compte Facebook mais il doit être resté «branché»! -, nous éclaire, comme cela lui arrive parfois, sur la réalité de cette «prise de bec» entre l'ambassadeur d'Algérie au Caire et le Premier ministre, ministre des Affaires étrangères du Qatar. Cela fait partie du service public de l'Etat d'éclairer l'opinion des internautes, ceux qui se sentent «blessés» par «l'arrogance» du très médiatique Premier ministre du Qatar. Le «secret» des débats à la Ligue arabe ne peut être invoqué dans ce genre d'affaires. Si vraiment Cheikh Hamad bin Jassim Al-Thani a menacé l'Algérie, il faut lui répondre de manière publique et claire. Si cette histoire est une fabrication, il faut y mettre fin au nom de «l'amitié» officielle qui existe entre Alger et Doha.

Pour le reste, dans son blog, notre ami et confrère Akram Belkaid a mis le doigt sur les raisons qui font que le petit Qatar a, aujourd'hui, une présence internationale plus forte que celle d'une Algérie, héritière d'une révolution qui lui a donné une formidable aura internationale. Le Qatar a l'argent et la protection du parapluie américain. Des pays comme l'Algérie ne peuvent concurrencer sur ce registre. Ni d'ailleurs défendre leurs positions comme en témoigne notre attitude défensive sur l'affaire libyenne et sur le Mali. «Pays absent de la scène internationale et producteur d'outar-des pour les chasses royales du Golfe... Pays que l'on peut donc tancer à volonté: c'est peut-être ainsi que le Qatar regarde aujourd'hui l'Algérie... La question étant, à qui la faute?», écrit-il.

Des hommes d'expérience, comme Abdelhamid Mehri, ont apporté une réponse à cette question: un gouvernement qui n'est pas fondé sur des institutions qui bénéficient d'un appui fort de sa population n'est pas en mesure de défendre sérieusement les intérêts du pays. Et c'est vrai, si l'Algérie ne change pas, si ses institutions ne cessent pas d'être un simple décor, si les citoyens ne sont pas éclairés sur les enjeux par une scène politique libre, animée et diversifiée, notre tour finira par venir...